

## Chapitre 7: Population et société de 1850 à 1914.

### D) La démographie: une faiblesse mal perçue.

#### A) Une situation peu brillante.

Le **ralentissement de l'essor démographique** continua, s'aggrava même peu à peu: sur l'ensemble de la période 1850-1914 la population ne s'accrut en moyenne que de moins de cent mille personnes par an: un taux d'accroissement moitié moindre de ce qu'il avait été durant la monarchie de Juillet, et qui diminuait lentement<sup>1</sup>. Sous le second Empire, à frontières égales le pays ne gagna que deux millions d'habitants en vingt ans. La France passa de 35.800.000 habitants vers 1850 à 38.500.000 en 1870, y compris les six à sept cent mille habitants de la Savoie et du Comté de Nice devenus français en 1860; les morts de la guerre franco-prussienne et de la Commune et la perte de l'Alsace-Lorraine (c'est-à-dire de 1.600.000 habitants) ramenèrent ce chiffre à 36.100.000 habitants en 1871. Sous la III<sup>e</sup> République, on passa à 38.500.000 habitants en 1896, et à 39.600.000 en 1911<sup>2</sup>. De 1891 à 1895, au plus fort du marasme économique, on observa pour la première fois des **excédents des décès sur les naissances**, et le phénomène se reproduisit une ou deux fois juste avant la première guerre mondiale, en pleine reprise pourtant. Au total, avant 1914 il y eut sept années d'excédents des décès sur les naissances.

Même pendant la période de plus forte expansion économique, entre 1855 et 1865, le **taux de natalité** s'arrêta de diminuer (à 26-27‰ environ) mais ne remonta pas (il s'agissait d'ailleurs en partie d'un effet de rattrapage: certaines naissances avaient été retardées à cause des graves crises de la période 1846-1854). Dans les dernières années de l'Empire il reprit son lent déclin: on passa de 26,2‰ en 1872-1876 à 19‰ en 1911. Le nombre de **mariages** rapporté à la population totale (la nuptialité) baissa aussi, surtout dans les années 1880 à cause du marasme économique; il remonta un peu au début du siècle (une loi de 1907 simplifia les formalités de mariage — mais elle servit surtout à régulariser un certain nombre d'unions libres). Le **divorce** avait été autorisé en 1884: il y eut une première flambée, qui correspondait à l'officialisation de séparations déjà effectives (5.000 couples divorcèrent en 1887), puis le chiffre retomba aux alentours de 1.000 divorces par an vers 1903 — avant d'"exploser", tout relativement, à 15.000 en 1911: effet d'un début de changement des mentalités? Peut-être, dans la République anticléricale des radicaux, était-il un peu plus facile aux divorcés d'affronter le regard de la société, au moins dans les grandes villes.

Surtout, la **taille des familles** diminuait. En 1914 le nombre moyen d'enfants par famille était de 2, déjà en-dessous du fameux taux de renouvellement des générations (2,1 aujourd'hui, un peu plus à l'époque à cause de la mortalité infantile élevée<sup>3</sup>). Quelles étaient les **causes** de cette situation? Celles déjà évoquées au chapitre 1 jouaient encore: la contraception en milieu rural gagna de nouvelles régions. Il s'en ajoutait de nouvelles. **L'emploi des enfants régressait**, en partie à cause de la législation sociale qui se mettait péniblement en place (les deux lois essentielles en la matière datent de 1841 et de 1892 —

---

<sup>1</sup> Ἰλ ἴται προχρηε δυ ταυξ νατυρελ: λαϊμιγρατιον ετ λες γυερρες χομπλρεντ πευ δανσ λε βιλαν δμογραπηθυε δυ σεχονδ Εμπιρε.

<sup>2</sup> N.B. 1906 ετ 1911 σοντ λες δατεσ δεσ δευξ δερνιερο ρεχενσεμεντο απαντ λε πρεμιερ χομφλιτ μονδιαλ. Σελον λες τημεσ, ιλ εστ πλυσ χομμοδε δευτιλισερ λευν ου λεαυτρε.

<sup>3</sup> Χε ταυξ ρεπρσεντε λε νομβρε δεενφαντο θυι, παρ χουπλε, παρπιεντ ρεπροδυχτιον.

voyez les chapitres 1 et 5); on pouvait moins compter sur l'appoint de leur travail, surtout en ville.

Les valeurs continuaient à évoluer. **La prévoyance** était une valeur en progrès; mais on était dans un monde sans protection sociale ni allocations familiales, où la sécurité reposait avant tout sur le patrimoine: il fallait donc éviter de le diviser. **Les ascensions sociales** étaient possibles, elles furent même l'un des principaux mythes politiques républicains; mais leur coût était élevé (l'éducation, le logement, la domesticité coûtaient cher): cela ne pouvait conduire qu'à la réduction de la taille des familles, au malthusianisme. Dans l'Empire dominé par la grande bourgeoisie, puis dans la République des "couches nouvelles", **une conception originellement bourgeoise de la famille** se répandit dans une bonne partie de la société, notamment les classes moyennes et les petits propriétaires ruraux, à l'exception des familles catholiques convaincues qui se refusaient à toute forme de contraception<sup>1</sup> et une partie du prolétariat, incapable de toute prévision en matière de naissances: une conception centrée sur l'enfant, figure de l'avenir et du progrès, être cher (dans tous les sens du terme) mais du coup forcément rare, car si les enfants étaient nombreux on ne pourrait pas s'en occuper efficacement, leur donner l'affection nécessaire et les chances de progresser dans la vie, d'escalader l'échelle sociale.

Dans ces conditions beaucoup de couples de la classe moyenne et de la paysannerie choisissaient de n'avoir qu'un seul enfant: une bonne description de ce type de famille se trouve dans le roman *Mort à crédit* de Céline (le roman date des années 1930 mais raconte une enfance et une adolescence à la Belle Époque).

Sous le second Empire le **taux de mortalité** resta relativement élevé (24‰ vers 1865-1870). Il y eut encore une très mauvaise récolte en 1854, et le choléra frappa durement une population fragilisée (il y eut 120.000 morts<sup>2</sup>; 4% de la population de l'Ariège disparut dans cette épidémie! Elle toucha aussi tout particulièrement Marseille et Bordeaux); ce furent la dernière disette et la dernière grande épidémie en France. Après 1854 le choléra recula, même s'il y eut encore des cas à Paris jusqu'en 1892; la malaria aussi, grâce à l'assèchement des marais (mais dans la plaine orientale de Corse elle ne fut éradiquée qu'en 1943, par les troupes américaines et à coups de D.D.T.). Les maladies de carence, comme le goître et le rachitisme, se firent plus rares, la taille des recrues de l'armée augmenta (mais vers 1900 10% des appelés mesuraient encore moins de 1,56 m!).

Puis le taux de mortalité global demeura à peu près stable jusqu'en 1895, avec même une petite remontée au début des années 1890, au creux de la crise économique. Ce fut alors seulement qu'il amorça une décrue régulière, jusqu'à 15‰ ou 17,5‰ (selon les sources) en 1911-1913. C'était en partie grâce à la diffusion des **progrès effectués par la médecine** dans les décennies précédentes, notamment les découvertes de Louis **Pasteur** (1822-1895), qui dans les années 1860 avait mis en évidence l'existence des microbes, et celles de ses disciples. L'Institut Pasteur commença à fonctionner en 1888, l'année de la découverte du vaccin contre la rage. La vaccination antivariolique, inventée en Grande-Bretagne au début du XIXe siècle, se diffusa peu à peu et devint obligatoire en 1902 (ce fut alors qu'apparut l'expression "majeur et vacciné"); ce fut aussi à cette époque qu'apparut et se développa l'antisepsie, dont les principes avaient été exposés au milieu du siècle en Autriche, mais qui eut du mal à s'imposer: il fallut les travaux de Pasteur pour qu'on fît le lien entre le matériel médical sale et

---

<sup>1</sup> Ελλες τταιεντ μινοριταιρεσ δανσ τους λες μιλιευξ, μαισ ρελατιπεμεντ ρ[πανδυεσ δανσ λες πιειλλεσ [λιτεσ, νοβλεσ ου βουργεοισεσ, ετ δανσ χερταινεσ χαμπαγνεσ (μαισ δδαντρεσ τταιεντ ς λα ποιντε δε λα δ[ναταλιτ]: λεΑθυιταινε, λα Νορμανδιε).

<sup>2</sup> Εν 1849, υνε αυτρε [πιδ[μιε απαιτ φαιτ χεντ μιλλε μορτσ, δοντ Βυγεαυδ. Βιεν φαιτ.

les infections, par le biais des microbes. La mortalité périnatale diminua de moitié dans la période, notamment grâce aux travaux en obstétrique de **Claude Bernard**<sup>1</sup> (1813-1878).

Outre les progrès de la médecine (et un recours accru à ses services, grâce aux progrès du niveau de vie), il faut évoquer aussi l'**absence d'épidémie importante, de disette, de guerre** (à l'exception de celle de 1870-1871 et des conflits coloniaux, marginaux en termes de vies françaises); **les progrès de l'hygiène** (les républicains de la IIIe auraient certainement lié ce dernier facteur à l'essor de l'enseignement! ce qui n'est sans doute pas entièrement faux); peut-être, à la fin de la période, l'effet des premières mesures sociales, comme la loi de 1892 qui établissait une assistance médicale gratuite pour les travailleurs (l'ancêtre, en quelque sorte, de notre médecine du travail); enfin et surtout l'**amélioration de l'alimentation**. Ce fut sous le second Empire que, du strict point de vue de la ration calorique quotidienne disponible par habitant, la France cessa d'être ce que l'on appelle aujourd'hui un "pays sous-développé" (on passa le cap des 2500 calories/jour vers 1860; sous la IIIe République la ration alimentaire moyenne était d'ailleurs nettement plus calorique qu'aujourd'hui — 3320 calories/jour vers 1890 —, ce qui s'explique bien sûr par la dureté des tâches).

Cela dit, l'alimentation était déséquilibrée: on consommait encore 400 grammes de pain par jour et par personne vers 1900, un record historique absolu! La part des céréales et de leurs dérivés dans l'alimentation diminua un peu, mais demeurait prépondérante: 78% du total des calories absorbées vers 1850, 67% "seulement" vers 1910. À l'exception de quelques milieux privilégiés et "avancés", il n'y avait aucun souci d'équilibre alimentaire dans cette société où le poids était encore un marqueur social: "arriver", c'était grossir; l'expression "un bel homme" connotait un certain tour de taille.

Au total, l'**espérance de vie** passa de quarante ans vers 1860 à cinquante ans vers 1910, avec déjà une différence de quatre ans en faveur des femmes: elles pouvaient espérer vivre cinquante-deux ans, contre quarante-huit pour les hommes. Du coup, la population vieillissait (7% des Français étaient âgés de plus de soixante ans en 1870, 13% en 1914). Les classes populaires, notamment, vivaient plus longtemps et mieux qu'auparavant. Cela dit, elles étaient bien moins homogènes que de nos jours; à côté de ceux qui joignaient à peu près les deux bouts, sans être jamais tout à fait sûrs de l'avenir, et dont l'état physique s'améliorait, il restait, en ville et à la campagne, tout un sous-prolétariat (descendant direct des "misérables" de Victor Hugo), repérable par son seul aspect physique — je pense notamment aux *pieds* de tous ceux qui ne portaient jamais de chaussures —, dont la vie était brève et sinistre, et qui bien entendu n'avait aucun accès ni à l'instruction, ni à une quelconque forme d'ascension sociale.

Même si l'on ne s'occupe que des données générales, il restait **plus d'une ombre au tableau**. La baisse de la mortalité était plus lente que celle de la natalité; le taux de mortalité était bien supérieur à ceux des pays scandinaves, anglo-saxons, du Benelux et à celui de la Suisse. Surtout, **la mortalité infantile et juvénile<sup>2</sup> remonta sous le second Empire**, sans doute à cause de l'augmentation des effectifs du monde ouvrier où les conditions de vie étaient très difficiles: conséquence directe du décollage industriel et de l'absence de vraies réformes sociales — le *take-off* est toujours la période la plus difficile du point de vue social: l'Histoire du XXe siècle l'a prouvé amplement. Un enfant sur trois n'atteignait pas l'âge de

---

<sup>1</sup> Χλαυδε Βερναρνδ α ρ[πολυτιονν] λα μ[τη]οδε μ[δι]χαλε εν ποσαντ λες βασεις δε λα μ[δε]χινε εξ[π]ριμενταλε. Σον *Ιντροδυχιον* ∪ λα μ[δε]χινε εξ[π]ριμενταλε, πυβλι[ε] εν 1865, εστ λογγτεμπος ρεστ[ε] τρ[ι]σ λυε.

<sup>2</sup> Λα μορταλιτ[ι] ινφαντιλε εστ χελλε δεσ νουρρισσονσ δε μοινσ δουν αν; λα μορταλιτ[ι] φυψ[ι]νιλε (ου ενφαντινε), χξεστ χελλε δεσ ενφαντσ δε μοινσ δε θυινζε ανσ.

cinq ans — la situation s'améliora lentement sous la République, mais la mortalité infantile restait élevée, tout particulièrement en ville et dans les régions industrielles, entre autres parce que la mise en nourrice des enfants était encore un procédé courant (ainsi le jeune Louis-Ferdinand Destouches, le futur Céline, né en 1894 en banlieue parisienne, passa ses trois premières années en nourrice à la campagne).

**L'hygiène**, quoiqu'en progrès, **demeurait déficiente**, notamment l'hygiène corporelle: jusqu'au début des années 1960 incluses, de nombreux témoignages d'étrangers installés en France, d'écrivains notamment, font état d'une gêne devant l'odeur corporelle des foules françaises, par exemple dans le métro ou aux fêtes foraines. La plupart des Français, y compris dans la bourgeoisie, ne prenaient qu'un bain hebdomadaire (la douche était à peu près inconnue: c'est une invention américaine)<sup>1</sup>. On gardait le même linge toute la semaine: dans la bourgeoisie, les chemises avaient des faux cols et des poignets amovibles que l'on changeait plus souvent, l'important étant de sauvegarder les apparences... Tout ceci est à relier au climat (la crasse tient chaud!), à la mauvaise alimentation aussi qui fragilisait, rendait frileux<sup>2</sup>; et à l'état désastreux du **logement** populaire: entassement (souvent dans une seule pièce), manque de lumière, miasmes, absence de commodités. Il n'y avait pas de salle de bains, on se débarbouillait à l'évier et, de temps en temps, on allait aux bains publics... Ce ne fut qu'en 1894 qu'une loi rendit obligatoire le raccordement des logements au tout-à-l'égout à Paris, et en 1902 qu'une autre ordonna la construction de W.C. dans les logements neufs... L'état des logements était encore pire dans les petites villes que dans les grandes.

Les **maladies infectieuses** faisaient des ravages: la variole, la typhoïde, la tuberculose (la maladie romantique par excellence; la maladie des pauvres des villes surtout), et la **syphilis**, affection vénérienne qui obsédait et fascinait les contemporains bien au-delà de ses ravages réels: un certain discours, pas seulement dans les milieux catholiques, en faisait la punition des péchés de chair — les atteintes physiques de la maladie faisaient l'objet de toute une littérature à prétentions pédagogiques et hygiénistes, aussi complaisante que morbide (avec souvent un glissement vers le racisme, ou en tout cas des formes de racisme social: car la syphilis était sensée être une dégénérescence héréditaire — que faire donc des syphilitiques, qui risquaient de gâcher la race? Certains proposaient de les stériliser, de les isoler; on n'en était pas encore à parler de les éliminer).

L'**alcoolisme** surtout faisait des ravages, aussi bien celui des mondains que celui des milieux ouvriers: les travailleurs de force y trouvaient un appoint énergétique. Chez les mineurs, exposés aux poussières qui dessèchent la bouche, il atteignait des sommets: certains arrivaient à boire six litres de vin *par jour*. L'alcoolisme se nourrissait bien sûr de la misère,

---

<sup>1</sup> Λε βιδετ, ΞμευβλεΨ [μινεμμεντ φραν|αισ, σμυβολε δυ μοδε δε πιε βουργεοισ δε λα Βελλε Ξποθυε (ετ, Ϸ λϷ|τρανγερ, δϷυνε χερταινε ΞχοθυινεριεΨ γαυλοισε), εστ υν αχχεσσοιρε τπιθυε δε χεττε [ποθυε ο] ον νε σε λαπωαιτ λε χορπο θυε παρ μορχεαυξ. Σα διαπαριτιον προγρεσσιπε, δεπυισ υνε τρενταινε δϷανν|εσ, εστ υν σιγνε δϷαμ|λιορατιον δε λϷηψγι|νε γλοβαλε.

<sup>2</sup> Ον αχχυμυλαιτ λεσ [παισσευρσ, θυιττε Ϸ χε θυϷελλεσ φυσσεντ πλυσ ου μοινοσ προπερσ (υνε πι|χε τπιθυε δε λϷηαβιλλεμεντ μασχυλιν δε λϷ|ποθυε [ταιτ λα χειντυρε δε φλανελλε). Μαισ λε χλιματ νϷεξπλιθυε πασ τουτ: λα σιτυατιον νϷ|ταιτ πασ μειλλευρε δανσ λε συδ θυε δανσ λε νορδ δυ παψσ, νι Ϸ λα χαμπαγνε θυϷεν πιλλε. Λεσ αττιτυδεσ ενπερσ λε χορπο [ταιεντ τρ|σ διφφ|ρεντεσ δε χελλεσ δϷαυφουρδϷηυι: λα πρυδεριε ϱ|γναιτ, λε χορποσ [ταιτ χαχη|, νι|; ον νε λε χυλτιπωαιτ γυ|ρε. Σελον υν τ|μοιγναγε φαμιλιαλ, δανσ λεσ ανν|εσ 1940 ενχορε, δανσ λεσ πενσιοννατσ χατηολιθυεσ λεσ [λ|πεσ σε δουχηαιεντ (πασ σουπεντ)... εν σλιπ! Λεσ χηοσεσ χομμενχ|ρεντ Ϸ χηανγερ περσ 1900, απεχ λϷεσσορ δυ σπορτ (ποψεξ αυ χηαπιτρε δ); μαισ χϷ|ταιτ υν μουπεμεντ λιμιτ| αυξ μιλιευξ λεσ πλυσ αισ|σ: εν 1917, λϷατηλ|τισμε ετ λα δ|χοντραχιτιον πηψοιθυε δεσ σολδατσ αμ|ριχαινοσ φυρεντ υν χηοχ πουρ λεσ Φραν|αισ. Δε χε ποιιντ δε πυε χε φυρεντ λεσ ανν|εσ 1920 θυι χονστιτυ|ρεντ λε πρεμιερ π|ριταβλε τουρναντ: εν παρτιχυλιερ, λϷηαβιλλεμεντ σε σιμπλιφια ϱαδιχαλεμεντ □ συρτουτ πουρ λεσ φεμμεσ. Λεσ ανν|εσ 1960, [πιδεμμεντ, εν φυρεντ υν σεχονδ.

du désespoir: voyez *L'assommoir* de Zola, et l'un des tableaux les plus impressionnants de Manet: *L'absinthe*. Mais il y avait aussi un alcoolisme bourgeois, un alcoolisme du désœuvrement, très développé chez les rentiers. En 1900, les Français consommaient en moyenne 162 litres de vin par an<sup>1</sup> (contre 71 en 1990). L'explosion de la consommation du vin datait des années 1840: ce fut un effet désastreux de la révolution ferroviaire, qui permit aux vins de voyager; puis elle se nourrit de la diminution des taxes (avec la fin progressive des octrois, qui s'étala jusqu'en 1918) et de la modernisation de la viticulture: au total on estime que le prix du vin ordinaire baissa de moitié entre le début du second Empire et le début des années 1900. En Languedoc et en Algérie se mirent en place, progressivement, de véritables monocultures (pour le Languedoc, voyez au chapitre 6; pour l'Algérie, au chapitre 9): ces régions produisaient des vins d'exécrable qualité, mais capables quand même de voyager et de se conserver quelques mois, ce qui représentait un progrès technique notable. La deuxième moitié du XIXe siècle fut aussi la période où la consommation d'alcools distillés se banalisa, d'abord parce que leur fabrication fit des progrès techniques décisifs.

Il y avait, dans cette France de la fin du XIXe siècle, une **culture de l'alcool** dont nous n'avons plus idée aujourd'hui. Dans de nombreuses familles populaires, on habitait très tôt les enfants à boire: on mettait du vin dans les biberons! Impossible de concevoir un repas ou même un casse-croûte sans vin ("c'est comme un baiser sans moustache"), mais aussi sans apéritif; souvent un digestif venait s'y ajouter. Le café se prenait souvent "coupé" (d'eau-de-vie). **Les débits de boisson étaient des lieux de sociabilité** essentiels, surtout pour les hommes (d'autant que les logements étaient inconfortables, sombres et mal chauffés en hiver... et que jusqu'à l'arrivée de la radio dans les années 1920 les distractions domestiques étaient rares!): on y passait sur le chemin du travail ou au retour, on y discutait des heures durant le soir ou le dimanche, on y lisait le journal, on jouait aux boules dans la cour (dans le Midi), au crapaud, aux fléchettes, aux cartes... et pendant tout cela, on buvait, et pas de la grenadine. Il y avait **près d'un demi-million de débits de boisson en France en 1911**, soit un pour quatre-vingt-deux Français. À la campagne ils étaient des lieux de brassage social et leur multiplication est directement corrélée à l'essor de cette démocratie paysanne que fut la IIIe République — mais aussi à l'effacement des anciennes socialités comme les veillées en famille ou entre voisins; en ville en revanche on distinguait nettement les cafés, à la clientèle bourgeoise, des cabarets, lieux de sociabilité populaire.

L'alcool, c'était le gros rouge "qui tache", le jaja à six sous (et à douze ou quatorze degrés) des guinguettes, la piquette des campagnes (beaucoup de paysans faisaient leur propre vin pour leur consommation personnelle, y compris dans des régions peu favorisées par le climat). Mais c'était aussi l'eau-de vie (de fruits notamment, à la campagne); les cognacs et les armagnacs, boissons bourgeoises; et surtout, l'un des symboles de l'époque, l'**absinthe**, un alcool d'origine suisse extrêmement fort (jusqu'à 72°!), obtenu par macération puis distillation d'absinthe, d'anis et de coriandre, que l'on faisait couler sur un sucre posé sur une cuiller d'un type spécial en équilibre sur le verre, afin d'en adoucir l'amertume; le grand centre de fabrication de l'absinthe était Pontarlier et la principale marque était Pernod. On l'accusait de provoquer des troubles mentaux (ce qui la faisait apprécier de certains artistes, comme l'opium: pensez à Verlaine); victime d'une campagne ciblée des ligues antialcooliques et de l'obsession de la santé de nos vaillants trouffions<sup>2</sup>, elle finit par être interdite en mai 1915; les pastis d'aujourd'hui en sont des succédanés, inventés après 1918. Le champagne en revanche

---

<sup>1</sup> Λε ρεχορδ δε χονσομματιον α [τ] αττειντ εν 1920, απεχ 174 λιτρες παρ αν ετ παρ περσοννε (συρ χεσ τη\μεσ, ποψεζ λε λιτρε δε Διδιερ Νουρρισσον: Λε βυπευρ δυ ΕΙΞε σι(χλε).

<sup>2</sup> Αινσι θυε δε λααβσενχε δε[λεχτιον δυραντ λα γυερρε: πλυσ δε βιστροθυιερσ ◇ χουρτισερ!

n'avait pas l'importance sociale qu'il a aujourd'hui: il n'était consommé que dans la bourgeoisie, et bien moins que les cognacs et armagnacs.

Le **discours** dominant refusait de prendre en compte les ravages de l'alcool: on niait l'alcoolisme de masse, on minorait la fréquence de l'ivrognerie. Le **vin** en particulier faisait l'objet d'un discours extrêmement élaboré. Comme l'a fait remarquer Roland Barthes dans les années 1950<sup>1</sup>, il était associé « dans le froid à tous les mythes de réchauffement, et dans la canicule à toutes les images de l'ombre, du frais et du piquant. Pas une situation de contrainte physique (température, faim, ennui, servitude, dépaysement) qui ne donn[ât] à rêver au vin ». Les poètes le chantaient, Baudelaire notamment. Boisson naturelle, hygiénique donc (par opposition aux alcools), censé ne pas enivrer, il était paré de toutes les vertus thérapeutiques, il était censé prolonger l'existence, etc... (il demeure aujourd'hui plus que des bribes de ce discours). Et la médecine officielle renchérisait! On prescrivait du vin aux enfants en cas de fièvre; on ordonnait du bordeaux en cas d'anémie, du xérès ou du madère aux convalescents; il existait un demi-millier de "vins médicinaux", vins de quinquina, de noix de kola, de coca<sup>2</sup>, etc. Et puis **le vin, c'était français<sup>3</sup>, donc patriotique**; lever le coude, "tuer le ver" (solitaire) selon une expression courante de la Belle Époque, était quasiment un devoir national. Presque autant que le buveur de bière, alcool germanique, on méprisait le buveur d'eau, l'"hydromane", réputé intolérant, triste, asocial, bref, mauvais Français — mauvais mâle aussi: le vin était associé également aux représentations dominantes de la virilité gauloise (faire boire un gosse, c'était "en faire un homme"). Il y avait malgré tout quelques sociétés antialcooliques; la première date de 1883. Elles durent attendre la guerre pour que les députés et les gouvernements commençassent à les écouter.

## **B) Un danger tardivement perçu.**

Au total, la France a vécu avec un siècle d'avance l'évolution qui est aujourd'hui celle de l'ensemble du monde développé. Cette **situation démographique** était alors **unique en Europe**. Le poids relatif de la France sur le vieux continent continua donc à diminuer. Ce fut durant le second Empire que la France (avec 36 millions d'habitants environ) fut dépassée par l'ensemble des pays qui allaient former l'Allemagne (ils rassemblaient 41 millions d'habitants en 1870). Cela laissa les Français indifférents, au moins jusqu'au choc de la défaite: ils avaient encore le souvenir des disettes, dont la dernière ne datait que de 1854, et les thèses de Thomas **Malthus**<sup>4</sup> étaient encore très populaires: on pensait que plus la population augmentait, plus la richesse disponible par être humain diminuait, donc qu'une population qui croît ne peut qu'engendrer la misère; et donc que pour qu'un pays s'enrichît il fallait que sa population stagnât ou diminuât. Il s'agissait d'un mode de raisonnement typique de l'époque préindustrielle. Les Français n'avaient pas encore pris conscience que l'essor économique fait croître la quantité de ressources disponibles pour l'humanité, la richesse produite par chaque individu. Effectivement, sous le second Empire on vivait mieux dans les campagnes françaises où la pression démographique cessa d'augmenter que dans celles où régnaient encore la famille nombreuse et la toute petite propriété... Mais c'était parce qu'à la campagne

---

<sup>1</sup> Δανσ Μπτηολογιεσ.

<sup>2</sup> Ν λθοριγινε, λε χοχα-χολα [ταιτ υνε βοισσον δε χε τυπε. Ινπεντ[ δανσ λεσ ανν[εσ 1890, ιλ νε σε ρ[πανδιτ εν Φρανχε θυε] παρτιρ δε 1949, απεχ υνε ιμαγε τουτε διφφ[ρεντε.

<sup>3</sup> Χφ. νοταμμεντ λεσ ρεπρ[σεντατιονσ θυε λε]ποθυε σε φαισαιτ δε Ηενρι Ις, λευν δεσ Υροισ θυι οντ φαιτ λα Φρανχε] σελον λε]χολε δε λα ΙΙΙε Ρ[τυβλιθυε: ] σα ναισσανχε, ον λυι απαιτ ηυμεχτ[ λεσ λ[πρεσ δε φυραν]ον, ετχ.

<sup>4</sup> Παστευρ ετ [χονομιστε ανγλαισ (1766-1834); σον ουπραγε εσσεντιελ, λεεσσαι συρ λε πρινχιπε δε ποτυλατιον, εστ παρυ εν 1798.

la modernisation de l'activité économique, et notamment l'amélioration de la productivité, se faisait à un rythme très lent. Et puis, si ce ralentissement du dynamisme démographique était gros de menaces pour l'avenir, il n'avait pas de conséquences pour l'instant, y compris dans la défaite contre la Prusse en 1871, car les adultes d'alors appartenaient à des générations plus nombreuses nées sous la Restauration et la monarchie de Juillet.

Après 1870, **la comparaison avec l'Allemagne devint angoissante** — d'autant qu'après coup l'on avait attribué en partie la défaite de 1870 au plus grand dynamisme démographique de l'ennemi: qu'allait-il en être lors du conflit suivant, que tout le monde, surtout après 1905, attendait et préparait? Sur l'ensemble de la période la natalité en Allemagne dépassa 35‰, pour une mortalité équivalente à celle de la France; dans les années 1890-1896, pour 10 nouveaux-nés français il y eut 22 nouveaux-nés allemands... Résultat, l'Allemagne avait 61,7 millions d'habitants au recensement de 1907, contre environ 39 millions pour la France (certains se consolaient en y ajoutant notre Empire colonial). Les chiffres concernant le monde anglo-saxon étaient encore plus inquiétants; et jusque vers 1900 le danger britannique était perçu comme aussi pressant que le danger allemand. Pourtant, **le déclin démographique tarda à devenir un thème central de la vie politique** à cette époque: il fallut attendre les années 1890 pour que d'autres voix s'élevassent que celles des scientifiques, et l'immédiate avant-guerre (avec le grand débat sur la durée du service militaire) pour que le thème fût abordé régulièrement à la Chambre.

Une voix isolée s'était élevée dès le second Empire: celle du journaliste et essayiste Lucien Prévost-Paradol (1829-1870, Ulm 1849), académicien, proche de l'opposition libérale à l'Empire (du Tiers Parti, en gros). Dans *La France nouvelle* (publié en 1868), l'un des premiers ouvrages parus hors de la mouvance légitimiste où l'on trouve le thème du "déclin de la France", il prophétisait que, si le mouvement de limitation des naissances continuait, « (...) la France pèsera[it] dans le monde autant qu'Athènes pesait jadis dans le monde romain. (...) Les lettres, l'esprit, la grâce, le plaisir habiter[ai]ent donc encore parmi nous, mais la vie, la puissance et le solide éclat ser[ai]ent ailleurs. Notre langue, nos mœurs, nos arts, nos écrits ser[ai]ent toujours goûtés, et notre histoire, restée familière à tous les hommes éclairés de ce nouveau monde, donner[ai]t aux générations futures, comme l'histoire de la Grèce dans les écoles de Rome, des modèles littéraires à suivre et des exemples politiques à éviter ». En 1877, le géographe Élisée Reclus (1830-1905) aborda à nouveau ce thème dans sa *Géographie universelle*; en 1880, le démographe J. **Bertillon** publia une *Statistique humaine de la France* aux conclusions très alarmistes. Il faudrait aussi mentionner Frédéric Le Play (1806-1882, X 1826-Mines), l'un des fondateurs de la sociologie, spécialiste des ouvriers, conseiller de Napoléon III avant 1870, qui s'intéressa entre autres au problème démographique.

En 1896, le problème démographique commença à quitter le domaine de la science pour entrer dans l'arène politique lorsque le docteur Bertillon fils<sup>1</sup> fonda l'Alliance nationale pour l'Accroissement de la Population française. En 1911 il publia un ouvrage qui fit grand bruit, *La dépopulation de la France* — mais il avait tendance à se perdre en diatribes contre l'immigration, le célibat des hommes politiques (mauvais exemple) et l'onanisme des jeunes gens, grande obsession (avec la syphilis) du XIXe siècle. En fait, **le souci et la dénonciation de la dénatalité étaient de plus en plus marqués à droite**. Si Reclus était proche de l'extrême-gauche anarchisante (ami de Kropotkine, il fut membre de la première Internationale et prit part à la Commune), Le Play et les Bertillon étaient des hommes de droite. Leurs diatribes plaisaient dans les milieux antimodernistes, attachés à une conception

---

<sup>1</sup> Χε νενν σνισ πασ τρ|σ σ|ρ; τούτ χε θυε φε σαισ, χεεστ θυειλ εν α ευ δευξ, π|ρε ετ φιλσ, μαισ φε νε σαισ πασ τρ|σ βιεν θυανδ λε φιλσ α πρισ λε ρελαισ δυ π|ρε.

traditionnaliste de la famille — mais aussi dans les milieux ultrarevanchistes, prompts à accuser la République "dépopulatrice", entre mille maux et vices, d'un complot contre l'avenir du peuple français. Le Play incriminait l'égalitarisme révolutionnaire, le Code civil notamment, et plus généralement la ruine de l'autorité du père de famille dans la société moderne. Bertillon père, mêlant une argumentation scientifique à des considérations très idéologiques, incriminait l'essor de la cohabitation prémaritale dans certaines régions (« les habitants ont coutume de s'essayer avant de se marier »); une législation trop sévère envers les naissances illégitimes, qui encourageait les avortements et les infanticides<sup>1</sup>; mais aussi, thème légitimiste, la mentalité moderne, individualiste, petite-bourgeoise, uniquement soucieuse de l'accroissement du patrimoine.

La gauche n'était pas du tout sur la même longueur d'onde. Il faut dire que les familles nombreuses étaient une calamité pour les ouvriers (des sociologues dénonçaient le rôle de l'excès de population dans la misère du prolétariat); et puis, pour les plus influencés par le socialisme, qu'importait la rivalité démographique avec l'Allemagne ou le Royaume-Uni à l'heure de la lutte des classes? Il existait même toute une **propagande néo-malthusienne** à gauche et à l'extrême-gauche. Ainsi la Ligue de la Régénération humaine, fondée en 1900 par Paul Robin, s'employait notamment à vulgariser la contraception: il s'agissait de rendre moins précaire la vie des plus pauvres, et, pour les plus politisés, de rendre la guerre plus difficile faute de chair à canon, de mettre en difficulté le patronat exploiteur des masses. Certains même appelaient à une grève des ventres:

Refuse de peupler la Terre,  
Arrête la fécondité!  
Déclare la grève des mères,  
Aux bourreaux crie ta volonté!  
Défends ta chair, défends ton sang:  
A bas la guerre et les tyrans!

(*La grève des mères*, chanson de Montéhus interdite en 1905)

Une feuille extrémiste de l'époque, l'*Almanach du Père Peinard pour l'an 107 (année 1899 du calendrier crétin<sup>2</sup>)*, écrivait par exemple:

« La dépopulation! Cela devient une jérémiade à la mode. Les pieds-de-truffes nous clabaudent aux oreilles, ou bien gribouillent dans leurs sales canards: "le pays se dépeuple!". (...) Ça ne fait pas le joint des capitalos qui ont le trac qu'à ce jeu — un de ces quatre matins — la chair humaine se fasse rare sur le marché du travail. (...) Non seulement il pourrait arriver que les turbineurs tirent profit de leur rareté pour se faire plus canulants qu'un boisseau de puces et exiger des tas de

---

<sup>1</sup> Λειλλ[γιτιμιτ], λα β@ταρδισε, [ταιεντ υν στιγματε θυε λ@ον χονσερπωιτ τουτε σον εξιστενχε δυραντ □ σαυφ δανσ λεσ μιλιευξ τρ[σ μοδεστεσ ο] λεσ ναισσανχεσ ιλλ[γιτιμιεσ [ταιεντ βαναλεσ ετ ο] ιλ ψ απαιτ δεαυτρεσ ραισονσ πλυσ σ[ριευσεσ δε]τρε εν μαργε. ζερσ 1850, λ@γλισε, θυι σε χηαργεαιτ δεσ ενφαντσ αβανδονν[σ (πουρ λ@εσσεντιελ δεσ ενφαντσ ιλλ[γιτιμιεσ), απαιτ γαρδ] δεηαβιτυδε δε λευρ αττριβυερ δεσ πρ[νομοσ σπ[χιφιθυεσ αφιν δε βιεν λεσ μαρθυερ πουρ λα πιε. √θεαν-Πιερρε√ εν [ταιτ υν... Δανσ λεσ παψσ μ[διτερραν]ενσ, χ@[ταιτ μ]με λε νομ δε φαμιλλε θυι ραππελαιτ αυξ γ[ν]ρατιονσ ∠ πενιρ λα ταχηε οριγινελλε (παρ εξεμπλε *Εσποσιτο*).

<sup>2</sup> N.B. Υν οργανε προχηε δεσ αναρχηιστεσ, λ@υν δεσ ραρεσ ∠ αποιρ συρπ[χ]υ αυξ √λοισ σχ[λ]ρατεσ√ δε 1894. Λε τιτρε εστ υνε ρ[φ]ρενχε αυ Π[ρ]ε Δυχηεσνε δε Η[β]ερτ, λ@υν δεσ φαχοβινσ δε λα γρανδε Ρ[πολυτιον: υνε ρ[φ]ρενχε τουφουρσ εσσεντιελλε... Λε τον, λυι, εστ ιμιτ] δε Λ@αμι δυ πευπλε δε Μαρατ, ετ δεσ λιβελλεσ δε Βλανθυι. Λε λανγαγε, πολοντιερσ πιολεντ, εξχεσσιφ, παρφοισ σχατολογιθυε, εστ υνε εσπ[χε] δε ρεχρ[ατιον] δυ παρλερ ποπυλαιρε παρισιεν, πασσαβλεμεντ αρτιφιχιελλε: λα σπνταξε νοταμμεντ εστ δεσ πλυσ σαπαντε, απεχ σεσ χασχαδεσ δε συβορδονν[ε]σ.

choses de leurs patrons; mais encore, le recrutement des troubades<sup>1</sup> serait rendu cotonneux. Et ce n'est fichtre pas tout! Les gosselines que les vieux porcs de la haute aiment tant flairer se feraient rares, elles aussi.

(...) Ohé, les chameaucrates, [au lieu d'essayer de faire peur avec la natalité des Allemandes], (...) pourquoi ne prêchez-vous d'exemple? Pourquoi vos guenons ne commencent-elles pas le repeuplement? (...) Mais voilà, les richardes ont les pieds plats, — et elles veulent conserver leurs ventres idem!

(...) Ce qui fait que les bonnes bougresses refoulent à la maternité c'est qu'elles songent avec terreur que les gosses sont rudement difficiles à nourrir. D'autre part, savez-vous bien qu'en prenant les gosselines toutes jeunettes et en les enfournant dans vos bagnes industriels<sup>2</sup>, vous leur entravez la maternité; si vous étiez moins rapias, si vous vous contentiez d'exploiter les hommes, sans encore prendre les femmes et les enfants, vous n'auriez pas à tant chialer contre le dépeuplage ».

Du côté du gouvernement, il n'y eut **aucune politique démographique**, à part, à la veille de 1914, des mesures d'assistance aux familles de plus de quatre enfants sous réserve d'un maximum de salaire; et aussi les premiers congés de maternité (voyez dans la partie suivante). Ce retard était dû en partie au désintérêt des hommes de la III<sup>e</sup> République pour les questions économiques et sociales; mais aussi sans doute au fait que les "repopulateurs" étaient des hommes de droite. Et si à l'extrême fin de la période, lorsque la perspective d'une guerre contre l'Allemagne se fit plus proche, la démographie commença à faire l'objet d'un débat national, un peu tard, c'était sans doute un aspect parmi d'autres d'un phénomène caractéristique de ces années 1905-1914: la République connut alors une dérive nationaliste et reprit à son compte les thèmes et les obsessions d'hommes qui depuis vingt ans critiquaient sa mollesse.

## **II) La population active et la condition des femmes.**

La **population active**<sup>3</sup> passa de 14.200.000 personnes en 1856 (soit 40% de la population totale, une proportion très faible<sup>4</sup>) à 20.900.000 en 1911 (soit 53% de la population totale, un taux nettement supérieur à ceux d'aujourd'hui). Cette évolution était due en grande partie à l'entrée des femmes sur le marché du travail moderne, qui se fit peu à peu tout au long de la période 1850-1911: en 1911, un ouvrier et un fonctionnaire sur trois, un membre sur quatre des professions indépendantes (commerçants compris) était une femme. Dans les grandes villes, le taux de **féminisation des emplois** était comparable à celui d'aujourd'hui (à Paris en 1911, 37% des actifs étaient des femmes).

L'idéologie de l'époque valorisait pourtant la **femme au foyer**, soumise à son mari, qui se consacrait à la gestion de la maison, à l'éducation de ses enfants et, éventuellement, à la "vie sociale": tenir un salon, ce qui, bien sûr, servait la carrière du mari — ce type de sociabilité était encore bien vivant, voyez Proust —; visiter les pauvres pour faire acte de charité; éventuellement écrire des vers comme la poétesse (et vicomtesse) Anna de Noailles, etc.; mais les activités artistiques d'une Sarah Bernhardt n'étaient pas très bien vues. Une

<sup>1</sup> Σολδατος, τρουφιονσ.

<sup>2</sup> Μ[ταπηροε βαναλε ρ λ[ποθυε δανσ λε δισχουρσ δε γαυχηε.

<sup>3</sup> Χεεστ-ϒ-διρε λεσ ηομμεσ ετ φεμμεσ, φραν|αισε ου νον, δε 15 ϒ 64 ανσ, εμπλοψ[ε ου ϒ λα ρεχηερχηε δευν εμπλοι.

<sup>4</sup> Δυ μοινσ σι λεον σε φονδε συρ λεσ δονν[εσ βρυτεσ δεσ ρ[φ[ρενδυμσ. Σι λεον χονσιδ[ρε θυε λεενσεμβλε δεσ φαμιλλεσ παψσαννεσ τραπαιλλαιεντ, ον αρριπε αυ χοντραιρε ϒ υν ταυξ βιεν πλυσ [λεω[ θυεαυφουρδεηυι: 62%. Μαισ χεσ αχτιπιτ[σ νε[ταιεντ πασ χονσιδ[ρ[σ ϒ λ[ποθυε χομμε δεσ εμπλοισ: ιλ σεαγισσαιτ δεαιδερ λε χηεφ δεεξπλοιτατιον (ετ χηεφ δε φαμιλλε), σευλ μεμβρε δε λα φαμιλλε ϒ δε[χλαρερ υνε προφεσσιον.

femme convenable, dans les classes moyennes et dans la bourgeoisie, ne travaillait pour de l'argent que lorsqu'elle ne pouvait pas faire autrement, par exemple en cas de veuvage<sup>1</sup>. Ou alors, surtout vers la fin de la période ici évoquée, il s'agissait d'un engagement personnel, admis dans la mesure où le mari, par progressisme, le tolérait. Grâce aux progrès de l'éducation (à la loi Camille Sée notamment), quelques **pionnières** purent ainsi accéder à des professions jusque-là réservées aux hommes. On comptait quelques centaines de femmes médecins; les femmes accédèrent au barreau en 1900, et en 1912, pour la première fois, une avocate plaida en cour d'Assises. **Marie Curie** (1867-1934) reçut deux fois le prix Nobel (de physique en 1903, de chimie en 1911 — mais le jury des prix Nobel est suédois!) et enseigna en Sorbonne après le décès accidentel de son mari, écrasé par un tramway, en 1906; mais elle échoua deux fois à l'Académie des sciences. En 1911 le prestigieux prix de Rome de sculpture alla à une femme (mais rappelez-vous les ennuis de Camille Claudel, qui finit à l'asile!), et l'année suivante une femme fut reçue première à l'agrégation de grammaire.

Les femmes, du reste, étaient **des mineures légales**. Le Code civil napoléonien de 1804 posait le principe de l'incapacité féminine. Les filles majeures et les veuves sans enfants ne pouvaient pas témoigner en justice pour les testaments ni pour les actes civils<sup>2</sup>. Le Code civil, en son article 213, affirmait que « **la femme doit obéissance à son mari** » (cette disposition ne fut abrogée qu'en 1965). L'homme fixait la résidence du couple, exerçait un droit de contrôle sur la correspondance. Les femmes n'avaient pas d'existence juridique propre: l'autorisation du mari était indispensable pour ester en justice, pour accepter une succession, pour aliéner ou pour hypothéquer un bien, obtenir des papiers officiels, exercer un métier; jusqu'en 1907, l'époux disposait librement du salaire de son épouse<sup>3</sup>.

L'idéal de la femme au foyer était pourtant fort éloigné de la réalité quotidienne. Dès les années 1880, Zola avait brossé une série de portraits attachants de femmes au travail: Gervaise la blanchisseuse, La Maheu dans la mine de *Germinal*, la vendeuse Denise Baudu dans *Au bonheur des dames*... Différents archétypes de femmes au travail apparurent peu à peu: la vendeuse (dès le second Empire); la **cousette** travaillant dur et s'usant les yeux dans sa mansarde (mais, selon une autre version du stéréotype, aux mœurs légères, à la limite de la prostitution); l'institutrice (encore minoritaire dans sa profession: les "hussards noirs" étaient des hommes!), la **demoiselle de la poste** (cette appellation d'époque est révélatrice: elles étaient censées s'arrêter de travailler à leur mariage; dans certaines professions, les femmes étaient même carrément renvoyées si elles se mariaient); la dactylographe (juste avant 1914). La naissance du métro provoqua l'apparition de la receveuse, qui vendait les billets; dans les

<sup>1</sup> Ετ ενχορε, σανσ σθεν παντερ. Εν τ[μοιγνε λə[τοννεμεντ δəυν Φραν]αισ δ[χουπραντ δəαυτρεσ ρ[αλιτ[σ, αυξ ɔτασ-Υνισ, εν 1918: ↔ θəαι φαιτ λα χονναισσανχε δəυνε δαμε φορτ ιντελλιγεντε θυι, σ[παρ]ε δε σον μαρι, σəεστ μισε ɔ τραπαιλλερ. Ελλε α μοντ[νε μαισον δε ʋδ[χορατιον ιντ[ριευρεʋ. Χε θυι μəα φραππ[, χəεστ θυε πασ υν ισταντ ιλ νε λυι πιενδραιτ ɔ λəιδ[ε θυειλ ψ α [λαχυνε] ɔ ποιρ υνε φευνε φεμμε χομμε ελλε αστρειντε αυξ μ[μ]εσ ν[χ]εσσιτ[σ. [Εν Φρανχε] ελλε τραπαιλλεραιτ απεχ λε μ[μ]ε χουραγε, μαισ ελλε αυραιτ υνε δισχρ[τιον, υνε πυδευρ ινχοννυε ιχι. Νουσ δισονσ πυδευρ πουρ νουσ εξχυσερ, λεσ Αμ[ριχ]αινσ διραιεντ φιερτ[ετ φαυσσε ηοντε. Ελλε νəαυραιτ πασ σον νομ αφφιχη] ɔ λα πορτε χομμε λəα Μμε Ε., νι ιμπριμ] εν τουτεσ λετρεσ συρ τουτεσ λεσ [τιθυεττεσ, ετ συρτουτ ελλε νε πουσ χονδυιραιτ πασ δανσ σον μαγασιν απρ[σ δ[φευνερ πουρ ψ πρενδρε λε χαφ]. θε νε φυγε πασ, φε χονστατε ≈ (Χηριστιαν Ρουλλεαυ, Λεττρεσ, λεσ ρ[φ]βρενχεσ φιγυρεντ δανσ λε χηαπιτρε 2 δυ χουρσ συρ λεσ ɔτασ-Υνισ).

<sup>2</sup> Χεπενδαντ, ɔ παρτιρ δε 1897 λεσ φεμμεσ ευρεντ λε δροιτ δε τ[μοιγνερ δανσ λεσ αχτεσ δə[τ]ατ χιπιλ ετ δανσ λεσ αχτεσ νοταρι[σ.

<sup>3</sup> Χεττε ανν[ε-λɔ, λεσ φεμμεσ ρε]υρεντ λε δροιτ δε πλαιδερ σανσ αυτορισατιον μαριταλε δανσ λεσ αφφαιρεσ χονχερναντ λευρ σαλαιρε, χελυι δəαδμινιστρερ ετ δəαλι]νερ λεσ βιενσ προπεναντ δəυνε προφεσσιον σ[παρ]ε, αινσι θυε λε δροιτ δε τυτελλε δεσ ενφαντο νατυρελσ.

premières années, elle était obligatoirement l'épouse du poinçonneur, qui officiait sur une petite chaise à côté de sa guérite... Ainsi, point de danger pour la morale!

En revanche, on avait (et on a toujours) tendance à oublier **le rôle des femmes dans le secteur agricole**: il était évidemment très important, car dans les familles paysannes il n'était pas question que la femme ne prît pas sa part de la tâche (comme du reste les enfants et les vieillards encore valides); et c'était un travail à plein temps! Pensez aux *glaneuses* de Millet, à la traite des vaches et des chèvres, à l'entretien du potager et de la basse-cour, à la préparation du repas pour la famille élargie et la domesticité, etc... Mais les statistiques n'en tenaient pas compte; il va sans dire que les femmes qui travaillaient aux exploitations agricoles familiales ne recevaient aucun salaire, aucune part des bénéfices. Dernière figure archétypale du travail féminin en France: la "bonne à tout faire", la "bonniche", la "p'tite bonne", la domestique, **Bécassine** — la bande dessinée date d'avant 1914<sup>1</sup>.

Dans l'industrie comme dans les autres secteurs, les femmes exerçaient les tâches les moins prestigieuses, les moins qualifiées, les moins chargées de responsabilités, les plus rudimentaires et les plus pénibles (mais, le plus souvent, pas les plus dures physiquement). Pensez aux ouvrières de l'impression sur soie, enfermées dans des étuves à 36°; à celles des ateliers de mousseline de Tarare (près de Lyon), travaillant presque nues par des températures de 32° à 38°; aux laveuses plongées tout le jour à mi-corps dans les lavoirs... La journée d'une domestique durait de 6h à 22h!

Vers 1900 les femmes qui travaillaient étaient en gros **deux fois moins payées que les hommes**, en partie parce qu'elles occupaient plutôt des emplois non qualifiés, en partie parce qu'un salaire féminin était considéré comme un appoint: le salaire de l'homme devait suffire à assurer ses propres besoins et ceux de sa famille, celui de la femme ne pouvait être qu'une compensation provisoire à certains manques (par exemple pour payer des dettes, pour faire face aux conséquences d'une maladie)... Pour les employeurs, **engager des femmes, c'était donc économiser sur les salaires**. Vers 1890-1914, certains à gauche pestaient contre cette concurrence déloyale faite aux ouvriers (un terme pour eux exclusivement masculin), et réclamaient aux patrons un "salaire familial" suffisant pour permettre à la femme de rester à la maison à s'occuper à ses tâches "naturelles". **La mouvance socialiste et syndicaliste était particulièrement rétive à la féminisation de l'emploi** — ce malgré la grande figure de Louise Michel, morte en 1905: ainsi les effectifs de la C.G.T. étaient presque exclusivement masculins. Seuls les anarchistes "libertaires" étaient un peu plus ouverts sur la question — et encore pas tous: dans le texte du *Père Peinard* cité plus haut, l'emploi des femmes est tenu pour un scandale...<sup>2</sup> Il n'y avait pratiquement pas de protection sociale spécifique pour les

<sup>1</sup> Λεσ χονδιτιονσ δ[σαστρευσεσ δε λεξεποιατιον δεσ δομεστιθουσ εν Φρανχε οντ [τ[ δ[χριτες δανσ λε θουρναλ δουνε φεμμε δε χηαμβρε δεΟχταπε Μιρβεαυ, παρυ εν 1900. Χεεστ υν ρομαν μιλιταντ ετ εξχεσσιφ, πλειν δε πορτραιτσ ρ χηαργε. Πλυτ|τ θυε δεεν χιτερ δεσ εξτραιτσ, φε γλισσε ιχι υνε χιτατιον υν πευ πλυσ ταρδιπε (ελλε χονχερνε λεσ ανν[εσ 1930), θυι χονχερνε υνε φαμιλλε χηρ[τιεννε δοντ λε χηεφ εστ μορτ εν δ[πορτατιον, πουρ ιλλυστρερ λε φαιτ θυε περσοννε, μ|με παρμι λεσ πλυσ V[χλαιρ[σV, νε σε σουχιαιτ δυ σορτ δεσ VβοννεσV: ⇔ Πευτ-|τρε λε χασ δε λα VβοννεV, αππενδιχε οβλιγ[ δε τουτε φαμιλλε βουργεοισε, εστ-ιλ ενχορε πλυσ σιγνιφιχατιφ. Νοσ παρεντσ [ταιεντ βονσ ετ ιντελλιγεντσ. Ιλσ σε προχχυπαιεντ δυ Vρ|λε σοχιαλ δε λεοφφιχιερV. Ετ πουρταντ, ιλσ χονσιδ[ρεραιεντ χομμε νατυρελ θυελθουσ ανν[εσ πλυσ ταρδ θυεΑγγ[λε, δομεστιθυε ηψδροπιθυε ετ αστηματιθυε, θυιττε χηαθυε σοιρ νοτρε αππαρτεμεντ βιεν χηαυφφ[ πουρ ρεγαγνερ, παρ λεεσχαλιερ δε σερπιχε, υνε χηαμβρε δε βοννε γλαχιαλε ετ σανσ [λεχτριχιτ[ ≈ (Σαγα βρ[πε ετ παρτιελλε δε λα φαμιλλε Λουισ Γεντιλ; λα ρ[φ[ρενχε χομπλ[τε φιγυρε ρ λα φιν δυ χηαπιτρε 12).

<sup>2</sup> Μ[φιεζ-πουσ ρ δε προποσ δεσ Χλοχηεσ δε Β@λε, δεΑραγον, δοντ φε χιτε δεσ εξτραιτσ ρ διπερσεσ ρεπρισεσ, ετ θυι πρ[σεντε υν περσονναγε δεουπριερ φαποραβλε ρ λε[μανχιπατιον ιμμ[διατε δεσ φεμμεσ, ζιχτορ Δεηαψνιν, ασσεζ πευ ρεπρ[σεντατιφ δε λε[ποθυε ο] σε πλαχε χεττε παρτιε δυ ρομαν (1912).

femmes, à l'exception d'une loi de 1890 qui accorda des congés de maternité "au nom de l'intérêt supérieur et évident de la race humaine" — mais une femme sur quatre à peine était concernée par cette législation, essentiellement dans la fonction publique. Quelques entreprises faisaient des efforts dans ce domaine, notamment dans le secteur des chemins de fer; mais rien ne les y obligeait.

Le **mouvement féministe**, très minoritaire et limité à des milieux bourgeois ou petit-bourgeois (employées, institutrices), n'était pas axé sur les problèmes sociaux (et du reste, guère lié au combat de l'extrême-gauche, quelques exceptions individuelles mises à part — comme **Louise Michel**: voyez aux chapitres 4 et 5, et Clara Zedkin qui n'était pas française<sup>1</sup>), mais plutôt sur le problème des droits civils (notamment sur celui de l'indépendance juridique vis-à-vis du mari: légalement, celui-ci disposait du patrimoine et des revenus de sa femme). Les plus avancées revendiquaient le droit de vote: c'étaient les fameuses "suffragettes" dont la presse populaire se gaussait, bien moins nombreuses et dynamiques cependant qu'en Grande-Bretagne. À l'extrême-gauche, quelques isolées réclamaient la possibilité de contrôler les naissances. Les féministes prétendaient remplacer l'homme dans ses fonctions "naturelles": on les représentait comme des hommes manqués, des êtres à la féminité incomplète ou dévoyée — voire, à mots couverts, comme des lesbiennes; et leurs maris, comme de pauvres lopettes incapables d'affirmer leur virilité. Parmi celles qui eurent le courage d'affronter l'époque, vous pouvez retenir la figure de **Marguerite Durand**, fondatrice de *La Fronde*, journal entièrement rédigé par des femmes qui parut de 1897 à 1905, et celle de **Séverine**, l'ancienne secrétaire de Jules Vallès, proche des anarchistes<sup>2</sup>. Aragon a

<sup>1</sup> Χλαρα Ζεδκιν (1857–1933) [ταιτ αλλεμανδε; ελλε νε π[χ]υτ ◊ Παρισ θυε δε 1882 ◊ 1891. Ελλε οργανισα υνε Χονφ[ρε]νχε ιντερνατιοναλε δεσ Φεμμεσ σοχιαλιστεσ ◊ Στυτγαρτ εν 1907; υνε αυτρε χονφ[ρε]νχε δυ μ|με στυλε, εν 1910, αβουτιτ ◊ λεοργανισατιον, χηαθυε διξ-ηυιτ μαρσ, δευνε θυορν[ε] ιντερνατιοναλε δεσ Τραπαιλλευσεσ θυι εστ δεπευνε αυφουρδεηυι λα θυορν[ε] ιντερνατιοναλε δεσ Φεμμεσ. Ελλε ρεπιντ βρι[ω]πεμεντ εν Φρανχε εν 1920 χομμε ενποψ[ε] δε λα ΙΙε Ιντερνατιοναλε ετ φουα υν ρ|λε νοταβλε αυ χονγρ[ε]σ δε Τουρσ, χοντριβυαντ ◊ χονπαινχρε λα μαφοριτ[ε] δεσ δ[ε]λ[γ]υ[σ] δεαχχεπετερ λεσ πονγτ ετ υνε χονδιτιονσ δε Λ[ε]νινε. Ελλε μουρυτ εν εξιλ εν Υ.Ρ.Σ.Σ. απρ[ε]σ αποιρ φου[ε] υν ρ|λε ιμπορταντ δυραντ τουτε λα Ρ[ε]πυβλιθυε δε Ωειμαρ, δανσ λεσ ρανγσ δε λα Κ.Π.Δ.

<sup>2</sup> Λεσ φ[ε]μινιστεσ δεαυφουρδεηυι, ου δεηιερ, ψ αφουτεραιεντ σανσ δουτε λε[ε]τρανγε φιγυρε δε **Ραχηιλδε** (Μαργυεριτε Ξμερψ, 1860–1953), [γ]ριε δυ μουπεμεντ **Βδ[ε]χαδεντ** δεσ ανν[ε]σ 1880–1890 (Ηυψμανοσ, Π[ε]λαδαν, Ξλ[ε]μυρ Βουργεσ, ετχ.); ελλε εστ λεαυτευρ νοταμμεντ δευν ινπραισεμβλαβλε ρομαν, *Μονσιευρ ζ[ε]νυσ* (πυβλι[ε] εν 1884), υνε εσπ[ε]χε δε χαταλογυε δε περπερσιονσ σεξυελλεσ θυι σε τερμινε παρ υνε σχ[ε]νε ο] λε πρινχιπαλ περσονναγε φ[ε]μινιν, Ραουλε δε ζ[ε]ν[ε]ρανδε, φαιτ λεαμουρ, εν ποσιτιον αχτιπε (ετ ◊ λεαιδε δευνε χραπαχηε), απεχ λε χαδαπρε εμβαυμ[ε] δε σον αμαντ (υν ουπριερ φλευριστε)... Λεαφφαιρε σε τερμινε εν προχ[ε]σ ρετεντισσαντ; λε ρομαν φασχινα εντρε αυτρεσ λε φευνε Βαρρ[ε]σ, θυι ινπεντα λε σοβριθυε δε **Μαδεμοισελλε Βαυδελαιρε**. Πλυσ ταρδ Ραχηιλδε σεασσαγιτ υν πευ, πασσα αυ Παρνασσε, σουτιντ Χολεττε; μαισ χε φυτ ελλε θυι φυτ ρεσπονσαβλε δυ ρεφυσ δε σον [ε]διευρ, λε *Μερχυρε δε Φρανχε*, δε[ε]διτερ Προυστ. **Ν** μον απισ Ραχηιλδε νε[ε]ταιτ πασ ◊ προπρεμεντ παρλερ υνε φ[ε]μινιστε: λα πλαχε δεσ φεμμεσ δανσ λα σοχι[ε]τ[ε] ρ[ε]λλε λειντ[ε]ρεσσαιτ ινφινιμεντ μοισ θυε λεσ αβ[ε]μεσ δυ δε[ε]σιρ. Παρ σον ημοσεξυαλιτ[ε] αφφιχη[ε], δανσ λεσ ανν[ε]σ 1880–1890 Ραχηιλδε [ταιτ τοταλεμεντ ισολ[ε] δεσ λα σοχι[ε]τ[ε] δε σον τεμπσ ◊ σινον δανσ υνε χερταινε απαντ-γαρδε ετ δανσ υν χερταιν μονδε εν μαργε: πενσεξ ◊ Οσχαρ Ωιλδε εν Γρανδε-Βρεταγνε, υν βιεν μειλλευρ [χ]ριπαιν παρ αιλλευρσ, μαισ θυι χομμιτ λεερρευρ δε τροπ σεαφφιχηηερ (*Λε πορτραιτ δε Δοραιν Γραψ*, ρομαν τρ[ε]σ ινφλυενχ[ε] παρ λεσ δε[ε]χαδεντσ φραν[ε]σ, δατε δε 1891, ετ λε προχ[ε]σ ετ λα χονδαμνατιον δε Ωιλδε πουρ σοδομие, δε 1895).

θε πουσ σιγναλε αυ πασσαγε θυειλ εξισταιτ θυελθυεσ χλυβσ τρ[ε]σ φερμ[ε]σ ο] υνε πιε ημοσεξυελλε τρ[ε]σ δισχυ[ε]τε απαιτ λιευ; νοταμμεντ *Λε μονοχλε*, ◊ Πιγαλλε, υνε βο[ε]τε ρ[ε]σερψ[ε] αυξ φεμμεσ ◊ ετ ποιנט ινχοννυ δε λα πρεσσε, δεφ[ε] φασχιν[ε] παρ λεηομοσεξυαλιτ[ε] φ[ε]μινινε. Ιλ ψ απαιτ αυσσι υνε δισχυ[ε]τε τραδιτιον δε

fait un beau portrait de féministe de la Belle Époque dans *Les cloches de Bâle*, roman paru en 1936: Catherine Simonidzé (Clara Zedkin apparaît également au dernier chapitre).

### III) Villes et campagnes. Paris.

#### A) Villes et campagnes.

La **population urbaine** augmentait bien plus vite que l'ensemble de la population du pays; et les villes les plus grandes étaient celles qui croissaient le plus vite (Lyon, par exemple, passa de 175.000 à 325.000 habitants), ainsi que les agglomérations industrielles (Saint-Étienne passa de 56.000 habitants à environ 100.000; le Creusot, de 8.000 habitants en 1851 à 24.000 en 1874). Ces évolutions, assez sensibles sous le second Empire, continuèrent sous la IIIe République, un peu plus lentement à l'époque de la dépression, un peu plus vite ensuite. En 1871 la France comptait huit villes de plus de 100.000 habitants: Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Toulouse, Saint-Étienne, Rouen; le ralentissement démographique aidant, le chiffre ne passa qu'à seize en 1911. Mais il ne faut pas perdre de vue, d'une part que beaucoup d'urbains l'étaient de date récente et conservaient des liens avec la campagne et des habitudes rurales (c'était encore plus vrai dans les petites villes et au début de la période); d'autre part qu'une part notable des élites passait une bonne partie de l'année à la campagne où elle menait une vie sociale active: par exemple dans les somptueux châteaux dont la Sologne, bonifiée sous le second Empire, se couvrit entre 1860 et 1914. Voyez notamment les scènes rurales des *Voyageurs de l'impériale* d'Aragon, roman publié en 1939.

La **population rurale** diminuait en proportion. L'évolution fut très nette sous le second Empire: les ruraux représentaient 75% des Français en 1848, mais seulement 66% en 1872; elle continua sous la IIIe République: les campagnes rassemblaient 67,5% des Français en 1876<sup>1</sup>, 56% en 1911. Mais ce recul n'était guère sensible en chiffres absolus: jusqu'aux premières décennies de la IIIe République, la population rurale continua à s'accroître dans certaines régions, et elle ne commença à baisser nettement que dans les montagnes pauvres: le Haut-Languedoc, les Basses-Alpes, l'Isère, la partie la plus enclavée du massif central. En 1911, les communes rurales (qui représentaient 96% des communes françaises) avaient en moyenne 525 habitants; seules 4% avaient moins de 100 habitants; 5%, avec plus de 1.500 habitants, étaient de véritables petits bourgs. **La France rurale restait majoritaire**; pourtant il existait déjà tout un courant de pensée, un courant littéraire aussi, qui pleurait la fin du monde traditionnel des campagnes; ce courant dépassait largement les milieux de filiation légitimiste (au chapitre 5 nous en avons vu la traduction politique avec Jules Méline). En 1899 l'écrivain René Bazin publia un roman au titre emblématique: *La terre qui meurt*.

La "République des paysans" peut apparaître au premier abord, rétrospectivement, comme une sorte d'"**âge d'or**" **des campagnes françaises**. Elles n'ont sans doute jamais été aussi prospères, grâce aux progrès accumulés depuis le début du siècle, et qui continuèrent durant toute la période: l'accroissement des surfaces cultivées, l'amélioration des rendements

---

Ἐδραγεῦν/προσπιτυτιον πλυσ ου μοινοσ ινοστιτυτιονναλισ[ε: Ϟ Παρισ λεσ γαρ|ονσ  
βουχηρεσ δε λα ζιλλεττε, παρ αιλλεουρσ χ[λ|βρεσ εν ταντ θυε νερωπισ δε λεεξτρ|με-  
δροιτε δανσ λαεντρε-δευξ-γυερρεσ, ψ απαιεντ υνε πλαχε ιμπορταντε σι λαον εν  
χροιτ λεσ τ[μοιγναγεσ, τρ|σ ποστ|ριευερσ πουρ λα πλυπαρτ ετ πευτ-|τρε εν παρτιε  
φαντασμη[σ.

<sup>1</sup> Χεσ χηιφφρεσ νεοντ πασ λα μ|με οριγινε θυε χευξ θυι χονχερνεντ λε σεχονδ Εμπιρε □  
χε θυι εξπλιθυε δανσ δουτε λεινχοη|ρενχε εντρε χελυι δε 1866 ετ χελυι δε 1876, πλυσ θυε λα  
περτε δε λα Αλσαχε-Λορραινε.

(fort lente quand même), les progrès persistants des transports (les chemins de fer, mais aussi les routes et les chemins vicinaux) qui permettaient une spécialisation locale croissante, encore qu'insuffisante globalement à l'échelle du pays, et, de ce fait, l'entrée de la paysannerie dans un embryon d'économie monétaire. Grâce sans doute aussi à un **exode rural** encore sélectif mais réel, qui permettait d'éviter une trop grande pression démographique, sans encore attaquer les forces vives des campagnes. Cet exode touchait surtout les artisans (sauf les forgerons et les sabotiers) et les ouvriers ruraux, les tout petits exploitants et les ouvriers agricoles, les jeunes filles qui allaient se placer en ville (provisoirement — mais, comme le service militaire des garçons, cela diminuait pour un temps le nombre de bouches à nourrir par ferme); ainsi qu'une partie des notables (médecins, notaires) et les propriétaires ruraux, châtelains nobles ou bourgeois, appauvris par l'effondrement de la rente foncière. Il est vrai que dans le même temps la fonction publique était de plus en plus largement représentée au village: instituteurs (leur nombre passa de 45.000 à 155.000 entre 1870 et 1914), facteurs, percepteurs, gendarmes; ainsi que le petit commerce (notamment les débits de boisson...); mais dans l'ensemble, on peut écrire que la vie rurale se "paysannisa" sensiblement — une évolution inquiétante pour l'avenir mais mal perçue à l'époque: malgré ce premier exode, les campagnes françaises restaient très peuplées.

Le **réseau urbain** se modifia très peu: la France est un pays de très vieilles agglomérations. Il n'y eut aucune fondation nouvelle. Les villes des vallées de la Loire et de la Garonne, qui sont des culs-de-sac, eurent tendance à croître moins vite que d'autres, ainsi que celles de la Provence intérieure (il s'agissait de régions touchées à la fois par la crise agricole et par la concurrence accrue faite par le chemin de fer à la voie d'eau), ainsi que les ports de l'Atlantique (à l'exception du Havre), touchés par le déclin du commerce colonial avec l'Amérique. Surtout, vers 1890 les petits bourgs ruraux des montagnes, de l'ouest et du bassin parisien commencèrent à s'essouffler, à cesser de croître, à perdre une partie de leurs notables. La somme de ceux qui les quittaient valait celle de ceux qui les gagnaient: c'était la suite logique de l'exode rural déjà entamé depuis un demi-siècle, les enfants de ceux qui avaient quitté le village pour le bourg quittaient désormais le bourg pour la ville moyenne ou la métropole. Cette évolution toucha aussi un certain nombre de villes liées à des industries anciennes (par exemple Annonay, en Ardèche), de même que des agglomérations aux fonctions exclusivement administratives, laissées de côté par l'industrialisation (Aix, Arras; Draguignan qui était alors la préfecture du Var mais ne parvenait pas à concurrencer Toulon); un certain nombre d'anciens évêchés du Midi redevinrent de simples bourgs. En revanche, les villes des régions minières, de la côte d'Azur (plus un certain nombre de villes de loisir comme Deauville ou Vichy), et surtout celles situées sur le tracé des chemins de fer, progressèrent plutôt plus vite que la moyenne.

Ainsi dans le Languedoc, on vit, sur l'ensemble de la période, se développer les villes liées au vignoble, activité de plus en plus dominante sinon toujours prospère, ainsi que le grand centre urbain polyfonctionnel de la région, Béziers, et les villes du bassin minier, comme Alès; en revanche, les villes d'industries anciennes comme Beaucaire, ou les villes administratives comme Nîmes, commencèrent à décliner, au moins relativement.

## **B) Paris après Haussmann.**

**Paris** occupait une place de plus en plus dominante dans le réseau urbain, sans que personne ne s'en inquiétât particulièrement: avec trois millions d'habitants, elle concentrait 28% de la population urbaine du pays en 1911, contre 14% en 1806. Lyon, deuxième ville du pays, n'avait que cinq cent mille habitants environ. Paris était une ville de plus en plus

ouvrière: 54% de la population active était constitués d'ouvriers en 1881, 60% en 1906... (le quartier le plus ouvrier de la capitale était Combat, sur les pentes de Belleville<sup>1</sup>: on y comptait 85% d'ouvriers en 1906!). À l'aise au départ dans ses nouvelles limites de 1860, la capitale combla très vite les vides qui subsistaient (du côté du revers de Montmartre, de la plaine Montceau, de la Glacière<sup>2</sup>, etc.), à l'exception des zones proches des fortifications de 1840, où l'État interdisait de construire pour des raisons militaires et où s'installèrent peu à peu des bidonvilles plus sordides les uns que les autres: c'était ce que l'on appelait tout simplement "**la zone**", lieu de toutes les marginalités, de tous les dangers, repaire des "apaches" (les jeunes délinquants de la Belle Époque) et de la prostitution la plus sordide (voyez les premières pages de *Mort à crédit*).

Mais la métropole avait depuis longtemps dépassé les limites administratives, et celles dessinées par les fortifications: en 1911, un tiers des villes de plus de 30.000 habitants étaient des villes de banlieue parisienne. Les **banlieues** se développèrent d'abord, dès le second Empire, le long des premières voies de chemin de fer de banlieue (Asnières, Ivry) et des routes (Neuilly, Saint-Denis); puis un peu dans toutes les directions après 1870, grâce à l'essor des différents transports en commun urbains, surtout à l'est et à l'ouest (un peu moins au sud, sauf sur le tracé de l'actuelle ligne B du R.E.R., et pas encore beaucoup au nord-est, sauf dans l'immédiate proximité de Paris où d'anciens villages maraîchers comme Bobigny et Montreuil se peuplèrent d'ouvriers). Il se constitua aussi des banlieues chic, "sous bois": notamment vers 1890, par le lotissement des forêts du Vésinet, à l'ouest, et de Bondy, à l'est (Pavillons-sous-Bois, Aulnay-sous-Bois, le Raincy); on y attirait les gens en offrant des billets gratuits de chemin de fer, et en vantant le mode de vie élégant et moderne, "à l'anglaise".

Je n'insiste pas sur les bouleversements de l'urbanisme parisien: ils datent surtout du second Empire et je les ai évoqués dans le chapitre 3. La III<sup>e</sup> République ne fit qu'achever le cycle haussmanien: ainsi l'on termina le percement de la rue Monge, prévue par les plans de Haussmann — mais on échoua à prolonger la rue de Rennes jusqu'à la Seine, à cause de l'opposition de l'Académie française, car la nouvelle avenue était censée traverser la cour de l'Institut... Il y eut peu de lotissements importants. Parmi les quelques monuments nouveaux, à côté de la calamiteuse basilique du **Sacré-Cœur**, achevée en 1919 seulement (et de ses émules ou devancières provinciales: Fourvière, Notre-Dame de la Garde), il faut évidemment mentionner la **tour Eiffel**, construite à l'occasion de l'exposition universelle de 1889, triomphe du fer — mais triomphe non dépourvu d'ambiguïté, car la tour Eiffel est un manifeste de modernité, non un espace à vivre; la bourgeoisie de l'époque eût refusé d'habiter dans une architecture de ce style. Par ailleurs, si elle est exempte de toute tentative d'ornementation dans un style plus ou moins éclectique, c'est parce qu'au départ elle était censée être détruite à la fin de l'exposition. Une partie de la population, et des élites culturelles, haït longtemps ce symbole du prosaïsme de l'âge industriel — on entendait sur la tour Eiffel à peu près les mêmes idioties qu'aujourd'hui sur le centre Pompidou. Onze ans plus tard, les bâtiments construits à l'occasion de l'exposition universelle de 1900 (le **Grand** et le **Petit Palais** et la gare d'**Orsay**) cachaient en partie leur ossature de fer sous une profusion d'éléments ornementaux divers, citations plus ou moins kitschs de styles architecturaux du passé; la principale innovation dans ces monuments, c'était la taille des espaces intérieurs inentravés.

Bien sûr il y eut des innovations, mais elles portèrent plutôt sur l'architecture individuelle des bâtiments que sur l'organisation générale de la ville. Le fer était de plus en

---

<sup>1</sup> Λα σατιον δε μ[τρο Χολωνελ-Φαβιεν εστ λθανχιεννε στατιον Χουμβατ. Εν 1971, λε Π.Χ.Φ. α ινσταλλ[σον σι\γε νατιοναλ δανσ χε φιεφ ουπριερ.

<sup>2</sup> Ο] υνε φερμε α θυανδ μ|με συβσιστ[ φουσθυεαυξ ανν[εσ 1970!

plus employé, comme on vient de le voir; du côté de Belleville on peut encore voir de beaux exemples de logements ouvriers à armature de fer et "remplissage" de briques, qui doivent avoir été construits vers 1900. Au tournant du siècle, les armatures de **béton armé** (une technique inventée en France en 1848) commencèrent à prendre la relève; moins vulnérable en cas d'incendie, le béton était aussi moins chocant dans son apparence, car il pouvait rappeler la pierre. Dans un premier temps, il s'agit surtout d'architecture industrielle. Le premier immeuble d'habitation en béton date de 1898 (au 1, rue Danton); autre manifeste de l'architecture de béton, l'église Saint Jean de Montmartre choqua tellement par son dépouillement que les travaux furent interrompus durant trois ans (1899-1902) et qu'on faillit démolir ce qui avait été déjà construit.

La province était parfois en avance sur la capitale: loin du pouvoir et des institutions académiques, les audaces étaient plus faciles. Il faut ici absolument citer, à Lyon, l'immense et magnifique halle construite par **Tony Garnier** entre 1905 et 1913, toute en béton, dans un esprit qui annonçait, mieux que n'importe quel monument parisien, les avant-gardes architecturales de l'entre-deux-guerres.

Dans les années 1900, des innovations d'ordre plus étroitement stylistique occupèrent le devant de la scène: ce fut l'explosion du "*modern style*" ou "**architecture art nouveau**", un style qui tournait le dos à l'éclectisme des années précédentes et refusait l'influence de l'architecture industrielle, rejetait tout fonctionnalisme, s'inspirait de formes naturelles déjà réinterprétées par les arts décoratifs depuis les années 1880, et du reste s'intéressait au mobilier aussi bien qu'au bâtiment, recherchant une harmonie entre l'aménagement intérieur et l'apparence extérieure des bâtiments. Il s'agissait d'un mouvement européen; il a plutôt eu moins d'influence à Paris qu'à Bruxelles, à Edimbourg, à Riga ou à Nancy (capitale française de l'art nouveau, avec notamment l'ébéniste et architecte Louis Majorelle<sup>1</sup>), et surtout qu'à Barcelone où Antoni Gaudí en a fait un élément essentiel de la renaissance culturelle catalane. À Paris on lui associe le nom d'Hector **Guimard** (1867-1942; il construisit son premier bâtiment, 14 rue de la Fontaine, à partir de 1895); aujourd'hui, ce nom nous évoque plutôt les fameuses entrées de métro que des bâtiments, pourtant Guimard et ses émules ont laissé des réalisations assez nombreuses, et pas toujours dépourvues d'élégance, essentiellement dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement. Dès 1910, le *modern style* entra en crise— assez vite, il avait été critiqué pour n'être qu'un placage d'éléments décoratifs nouveaux sur des bâtiments tout à fait traditionnels dans leur organisation, sans tentative de repenser leur fonction d'ensemble; et il ne s'était jamais réellement imposé: durant toute cette période, quantitativement, l'éclectisme post-haussmanien avait continué à dominer.

Il y eut des progrès du point de vue de l'hygiène et de la propreté. Certes les immeubles, sauf les plus récemment construits, restaient noirs et sales (la loi Malraux n'était pas encore passée par là, qui oblige les propriétaires à un entretien régulier des façades), et le confort intérieur, des plus sommaire sauf dans les quartiers huppés (je l'ai déjà noté dans la partie sur la démographie); mais en mars 1884, le préfet de la Seine Eugène **Poubelle** (1831-1907, en poste de 1883 à 1896) obligea les propriétaires d'immeubles parisiens à mettre à la disposition des occupants "des récipients communs de capacité suffisante pour recevoir les résidus du ménage"... à la grande fureur des chiffonniers et autres professionnels du recyclage, encore nombreux et habitués à trier des tas d'ordures dans la rue<sup>2</sup>, et aussi des concierges furieux des tâches nouvelles qu'imposait ce nouveau système. Mais Poubelle allait

---

<sup>1</sup> Et αυσσι, μαισ χελα νε χονχερνε πασ διρεχτεμεντ χε χηαπιτρε, δεσ περριερσ, Δαυμ ετ Γαλλ].

<sup>2</sup> Λα πουβελλε, ετ συρτουτ λαενλ\πεμεντ σψστ[ματιθυε δεσ ορδυρεσ παρ λεσ σερπιχεσ μυνιχιπαυξ, σονν\ρεντ λε γλασ δε λευρ αχτιπιτ[ : ιλσ δυρεντ σε ρεπλιερ συρ λεσ δ[π|το δεορδυρε εν βανλιευε, φυσθυεϙ χε θυεον χομμεν|@τ ϙ πρατιθυερ λαινχιν[ρατιον.

dans le sens de l'Histoire: en 1882, des cours d'hygiène avaient été introduits dans les écoles publiques... en même temps qu'on supprimait le catéchisme. En 1894, Poubelle rendit obligatoire le raccordement des appartements parisiens au tout-à-l'égout<sup>1</sup>.

À l'intérieur des immeubles, au moins dans les beaux quartiers, le progrès le plus notable fut l'**ampoule électrique**, inventée par Edison en 1878 (mais c'était le gaz industriel, un sous-produit du charbon, qui éclairait les villes à la Belle Époque, sauf pour les "illuminations électriques", encore exceptionnelles et qui faisaient courir les foules). Ce fut aussi l'électricité qui permit la généralisation des **ascenseurs** dans les immeubles bourgeois neufs dans les années 1900. L'ascenseur libérait l'habitat des contraintes de hauteur; allié au béton, il allait rendre possible une révolution sans précédent dans l'habitat, mais seuls les Américains, qui n'avaient pas de centre-villes anciens, commencèrent, dès avant 1914, à en tirer les conséquences et à inventer les paysages urbains du XXe siècle (voyez le célèbre passage du *Voyage au bout de la nuit*: où Bardamu arrive à New York: « New York c'est une ville debout » — la scène est censée se placer en 1916).

Je voudrais terminer par quelques mots sur les **transports urbains**, qui connurent une véritable révolution. En surface, en 1850 on circulait toujours en voitures à cheval, dites aussi "voitures de place" ou "**fiacres**", de deux ou quatre places, que l'on hélait dans la rue ou que l'on allait chercher à des stations, et en "**omnibus**" hippomobiles de douze à vingt places (plus éventuellement des sièges sur le toit à partir de 1853, d'où sans doute l'appellation d'"impériales"), qui parcouraient des lignes régulières — mais il n'y avait pas d'arrêt fixe<sup>2</sup>. C'étaient les seuls transports en communs disponibles, avec les coches d'eau sur la Seine<sup>3</sup>: Ils étaient assez chers, surtout les fiacres, et les omnibus ne parcouraient que le centre-ville: la "blouse" allait à pied... ou ne quittait jamais son quartier — un aspect oublié de la condition ouvrière au XIXe siècle! Vers 1890, une étude pour estimer la fréquentation future du métro dénombra 200.000 piétons par jour au carrefour de Belleville; aux heures d'ouverture des ateliers, c'était du coude à coude, on eût dit une manifestation. Les choses commencèrent à changer avec la construction du chemin de fer de ceinture<sup>4</sup>, bouclé en 1867, d'un funiculaire pour grimper la colline de Belleville en 1891<sup>5</sup>, et surtout avec les premiers **tramways**: hippomobiles d'abord (entre 1870 et 1875), électriques ensuite (dans les années 1880)<sup>6</sup>. Le premier fiacre automobile (c'est-à-dire le premier **taxi**) apparut en 1896. Vers 1910, les véhicules à traction électrique ou à essence commençaient à menacer les différents transports hippomobiles, mais l'on continuait à voir des chevaux partout — et à prendre pitié de la manière dont les conducteurs menaient ces vieilles charnières épuisées: d'où les expressions "traiter quelqu'un comme un cheval", "mourir comme un cheval". À pester aussi contre la pollution... hippomobile: par rapport au crottin et à l'urine, l'automobile fut un progrès!

Puis vint le **métro**. C'était qu'un chemin de fer à traction électrique, ce qui rendait possible la circulation en tunnel sans asphyxier les passagers: les ingénieurs avaient mis des

<sup>1</sup> Υν αυτρε προφρετ χ[λ]βρε δε Παρισ ρ λ[ε]ποθυε (δε πολιχε χελυ-χι): Λουισ Α[π]ινε (1846-1933), δ[φ] ρ νομμ[α] αυ χηαπιτρε 6, φυτ εν ποστε δε 1893 ρ 1913, απεχ δευξ ανν[ε]σ δειντερρυπτιον δε 1897 ρ 1899. Λε νομ δ[ε]υν χ[λ]βρε χονχουρσ δεινπεντευρσ λυι δεμυρε ασσοχι[λ].

<sup>2</sup> Χεσ δευξ τυπεσ δε π[η]χιλυεσ δατεντ δυ Ξσιε σι\χλε. Βλαισε Πασχαλ σεραϊτ ρ λ[ε]οριγινε δε λεινπεντιον δε λ[ε]ομνιβυσ ρ μαισ ιλ ν[ε]ψ ευτ δε π[ρ]αι ρ[ι]σεαυ θυ[ε] ρ παρτιρ δε 1828.

<sup>3</sup> Χε μοψεν δε τρανσπορτ τρ[ο]σ ποπυλαιρε, μαισ αυ ραψον δ[ε]αχτιον λιμιτ[ρ], συβισστα φυσθυ[ε] ρ λα πρεμι[ρ]ε γυερρε μονδιαλε; λα χονχυρρενχε δυ μ[ε]τρο λυι φυτ φαταλε.

<sup>4</sup> Διτ αφουρδ[ε]ηυι ρ δε πετιτε χειντυρε ρ χαρ υν αυτρε α [τ] χονστρυιτ δεπυισ ρ λ[ε]υν ετ λ[ε]αυτρε οντ φερμ[α], υνε παρτιε δε λευρσ εμπρισεσ οντ [τ] ρ[ι]χυπ[ρ]εσ παρ διφφ[ρ]εντεσ αυτρεσ λιγνεσ, χομμε λα λιγνε Χ δυ Ρ.Ε.Ρ.

<sup>5</sup> Χ[λ]βρε πουρ σα λεντευρ, ιλ φερμα εν 1924 πουρ χ[ι]δερ λα πλαχε ρ λα λιγνε 11 δυ μ[ε]τρο, ουπερτε εν 1935.

<sup>6</sup> Ιλσ δισπαρυεντ εν 1937, ετ Παρισ ν[ε]υτ πλυσ θυε δεσ βυσ αυτομοβιλεσ, φυσθυ[ε]εν 1992.

années à mettre au point cette technique, alors que l'on rêvait à un chemin de fer métropolitain depuis les années 1840 — cela avait fait couler beaucoup d'encre et donné lieu à des accès de délire, comme chez cet officier de marine du nom de Mazet qui, vers 1885, imagina des gondoles "navigant" en l'air, sans rail, d'un réverbère à l'autre, un peu comme Tarzan de liane en liane, quoiqu'avec plus de componction. Paris fut la quatrième ville d'Europe à se doter d'un chemin de fer métropolitain<sup>1</sup>. Les travaux furent lancés en 1898 et la première ligne fut inaugurée en juillet **1900**, à l'occasion de l'exposition universelle, entre Nation et Porte Maillot; en 1910 il y avait déjà six lignes, appartenant à deux compagnies privées<sup>2</sup>. Il faut connaître le nom de l'ingénieur Fulgence **Bienvenue**<sup>3</sup>, père du projet (il supervisa les aspects techniques du réseau jusqu'en 1936), et celui de Guimard, déjà cité un peu plus haut, qui décora une bonne partie des premières stations — la majeure partie de ses œuvres ont été détruites entre 1920 et 1970, durant le "purgatoire" de l'art nouveau.

Ce fut un immense succès dès le début en termes de fréquentation (il transportait déjà quatre cents millions de personnes en 1914) et de popularité, en dépit des nuisances liés au chantier (les embarras de Paris redoublèrent durant une quinzaine d'années). Le métro révolutionna la vie des Parisiens, celle des ouvriers notamment; mais ce ne fut que dans les années 1930 qu'il franchit les limites des vingt arrondissements pour se risquer en banlieue. Les débuts furent marqués par des difficultés: en août 1903, un début d'incendie dû à un court-circuit dans une motrice fit 84 morts par asphyxie aux stations Couronnes et Ménilmontant. Il fallut changer le matériel (il y avait trop de bois), repenser l'organisation des stations (trop encombrées d'édicules divers en cas de panique) et l'encadrement du réseau. Il n'y eut plus jamais d'accident aussi grave<sup>4</sup>.

Vers 1910, Paris était au zénith de son rayonnement culturel. C'était la "ville-lumière", la capitale mondiale de la culture; c'était tout particulièrement **la capitale des avant-gardes** artistiques<sup>5</sup>, réputation qui est évidemment à relier directement à celle de la France, pays progressiste en politique, tolérant. Effectivement on respirait à Paris un air nettement plus cosmopolite, nettement moins confiné qu'ailleurs en Europe, sans parler de l'Amérique puritaine d'alors: c'était le Paris des cabarets montmartrois ou de la rue de Lappe (voyez plus bas dans le même chapitre), avec des artistes de renommée internationale comme Yvette Guilbert; le Paris des ateliers d'artistes (à Montmartre, le tourisme culturel faisait rage déjà sur les lieux héroïques de la bohème des impressionnistes, laquelle désormais appartenait au passé); le Paris de l'opéra et des musées, de tous les raffinements et de tous les plaisirs, où les jeunes aristocrates britanniques et la progéniture des grands bourgeois américains venaient parfaire leur éducation (voyez certaines nouvelles de Henry James, par exemple *Collaboration* qui date de 1892) et les millionnaires brésiliens et mexicains, gaspiller l'argent volé à leurs compatriotes. Mais d'autres centres de l'avant-garde apparurent juste avant la

---

<sup>1</sup> Απρὸς Λονδρεὺς ἐν 1863, Βερολίην ἐν 1882 (ὡν μῆτρο ἀβριεν), Πεκίνο ἐν 1896 ἐτ ζιεννε ἐν 1898. Αὐξῆς Ὁτατσ-Υνις, Νεὼ Ψορκ ἀπαιτ ὡν χηεμιν δε φερ ὑρβαίν ἀβριεν δεπυισ 1878 (λᾶΕλεπατεδ), ἐτ Βοστον ὡν μῆτρο σουτερραίν δεπυισ λες ἀννῆς 1890.

<sup>2</sup> Λα πρεμιῆρε νῆε σᾶαππελαιτ λα Χ.Μ.Π.; λᾶαυτρε, ῶ παρτιρ δε 1910, ἐξπλοιατ λᾶαχτυελλε λιγνε 12 ἐτ δεσ φραγμαεντσ δε χε θυι ἐστ δεπενε αὐφουρδᾶηυι λα λιγνε 13, ἐτ σᾶαππελαιτ λε ὩΝορδ-ΣυδὩ. Ἐλλεσ φυσιοννῆρεντ ἐν 1931 ἐτ φυρεντ νατιοναλισῆεσ (οὐ πλυτ | τ ὩμυνιχιπαλισῆεσὩ) παρ λε ρῆγιμε δε ζιχηψ, δῆχισιον χονφιρμῆε ῶ λα Λιβῆρατιον; ἐν μαρσ 1948 ἐλλεσ φορμῆρεντ λα Ρ.Α.Τ.Π., ρῆγιε μυνιχιπαλε δε λα πιλλε δε Παρισ.

<sup>3</sup> Λε τρῆμα φαυτιφ ἐστ δᾶοριγινε.

<sup>4</sup> Ἐν ρεπανχηε, χε νε φυτ θυε δανσ λες ἀννῆς 1970 θυᾶυνε πιλλε δε προπινηε, Λψον, εὐτ ῶ σον τουρ ὡν μῆτρο ῶ ἐλλε ἀπαιτ δῆφῶ, δε λονγυε δατε, δε νομβρεϋξ φυνιχυλαιρεσ ἐτ ἀπαιτ τουφουρσ χονσερπῆ θυελθυεσ τραμωαψσ.

<sup>5</sup> Θε τραιτε πλυσ πρῆχισῆμεντ δε χεσ ἀπαντ-γαρδεσ δανσ λε χηαπιτρε 19.

guerre, notamment en Allemagne: Munich avec le groupe du *Blaue Reiter* (en 1911), Berlin avec le groupe *Die Brücke*, etc.

Parmi les **artistes étrangers** qui vinrent s'installer à Paris ou en banlieue à cette époque, le Néerlandais Vincent Van Gogh (dans les années 1880), le Catalan Pablo Picasso, installé définitivement à Paris en 1904, le Roumain Constantin Brancusi, le Russe Chaïm Soutine, ou Piet Mondrian, un autre Néerlandais. Rainer Maria Rilke fut le secrétaire du sculpteur Rodin; par ailleurs, ce fut en France qu'Oscar Wilde vint se réfugier à sa libération de prison en 1897, et c'est au Père-Lachaise qu'il est enterré. La philosophie positiviste de Renan et de Taine, je l'ai noté au chapitre 5, rayonnait dans le monde entier; en revanche la révolution darwinienne, qui commença sous le second Empire et toucha aussi bien la biologie que l'anthropologie et l'Histoire (pour le meilleur et pour le pire!), eut lieu pour l'essentiel hors de la Sorbonne. Un écrivain français (c'est-à-dire installé à Paris), Sully Prudhomme, reçut en 1901 le premier prix Nobel de littérature; Romain Rolland suivit en 1915 — entre les deux, certes il y avait eu Frédéric Mistral en 1904, qui n'habitait point à Paris et n'écrivait pas en français (voyez un peu plus bas).

En élargissant le propos, on peut noter que le français demeurait la langue internationale, celle notamment des diplomates: le congrès de Berlin, en 1884-1885, eut lieu en français. Le français était aussi la langue des noblesses européennes, notamment la noblesse russe qui, elle aussi, prenait ses quartiers d'hiver dans les beaux quartiers parisiens quand elle ne les prenait pas sur la côte d'Azur. Cette noblesse était largement francophone, des gouvernantes françaises, ou tout au moins francophones, éduquaient ses enfants — voyez le personnage inénarrable de Mademoiselle O dans *Autres rivages*, les Mémoires d'enfance et d'adolescence de l'écrivain russe (de langue anglaise) Vladimir Nabokov.

Cela avait ses revers, d'ailleurs. La culture française, si fière de son rayonnement, effectivement très fort dans les pays latin (Roumanie comprise), était fort repliée sur elle-même. Les intellectuels français parlaient peu de langues étrangères, je l'ai noté concernant Péguy au chapitre 6; le dialogue avec d'autres cultures n'était pas un réflexe dans le pays qui était censé avoir donné l'universel au monde; il était assez mal vu concernant l'Allemagne, comme on le voit bien dans la nouvelle susnommée de James. Les traductions littéraires étaient assez peu nombreuses, souvent limitées à des "classiques" (comme Shakespeare et Cervantès) ou à des auteurs auxquels des auteurs français s'étaient intéressés (ainsi Edgar Poe avait été traduit par Baudelaire, Conrad par Gide). Mais le grand public lisait infiniment peu de littérature étrangère, à quelques tocases près dont la spectaculaire popularité des romans russes (Tolstoï, Dostoïevski). Seules la philosophie et la musique échappaient à ces tendances, cette dernière grâce à l'opéra italien et à Wagner — mais n'oubliez pas qu'il y avait alors tout un répertoire français, aujourd'hui largement oublié. Cela dit, Schumann, Schubert et même Mozart étaient alors largement méconnus! Il est vrai que la Grande-Bretagne et l'Allemagne étaient alors tout aussi repliées sur elles-mêmes du point de vue culturel.

#### **IV) L'évolution des classes sociales.**

##### **A) Les paysans.**

La **population agricole**, qui n'est pas égale à la population rurale, régressa en proportion du total des actifs: entre 1856 et 1911 le secteur primaire<sup>1</sup> passa de 51 à 41 ou 43% (selon les sources) de la population active, des chiffres à relever nettement si l'on tient compte de l'emploi des femmes et des enfants. Ce recul était limité par rapport aux pays voisins (il fut de 10 à 12%, contre 18% en Allemagne et surtout 38% en Grande-Bretagne), mais important par rapport à l'Europe ibérique, centrale et orientale. En chiffres absolus, la population agricole continuait à s'accroître: elle passa de 7.600.000 à 8.600.000 ou 8.900.000 personnes dans la même période, avec cependant une première baisse légère, sans lendemain, entre 1906 et 1911. Bref, la Belle Époque fut, avec les années 1920, le temps où la France compta le plus de paysans; rien d'étonnant à ce qu'ils aient joué un tel rôle dans la IIIe République, "République des paysans"...

Les **prix** agricoles et les **rendements** augmentèrent lentement jusque vers 1870, puis se mirent à stagner ou à diminuer; malgré tout, peu à peu, avec obstination, les paysans continuaient à acheter des terres, parcelle après parcelle, même si la grande propriété (en recul lent mais continu pour cause de productivité très basse, notamment par rapport à l'industrie), restait aux mains de la bourgeoisie urbaine et de la noblesse — sur la **faim de propriété** des paysans, voyez Zola: *La terre*.

Il s'ensuivit une **modification des modes de faire-valoir** des terres. La majorité des exploitations étaient en faire-valoir direct: vers 1870, on comptait deux à trois millions de propriétaires (dont tous ne vivaient pas que de leur terre! Dans de nombreux cas elles étaient trop exiguës, il fallait des activités d'appoint) pour un million et demi de fermiers et métayers. Le fermage, en revanche, ne reculait pas: il est plus rentable que le F.V.D. lorsque la rente foncière n'est pas trop élevée, car le fait de ne pas posséder la terre libère pour l'exploitant un capital qu'il peut investir ailleurs, en machines par exemple. De ce fait, sous la IIIe République il avait plutôt tendance à progresser dans les régions d'agriculture moderne: en 1911 le fermage à temps complet concernait 15% des exploitations. En revanche le métayage, ce système où l'on paye au propriétaire non un loyer fixe, mais une part de la récolte, était en recul dès le second Empire, et ce recul s'accrut sous la IIIe République. En 1911 les chiffres étaient les suivants: 53% de la S.A.U. était exploitée en F.V.D.: 36% étaient affermés (les exploitations affermées étaient plus étendues que la moyenne); 11% étaient en métayage.

Mais tous les paysans français n'étaient pas des exploitants. Il subsistait un très important **prolétariat rural**, souvent complètement dépourvu de terres ou ne possédant que quelques parcelles, dont une partie continuait à migrer saisonnièrement sur des centaines de kilomètres: sous le second Empire cela concernait 3.500.000 à 4.200.000 ouvriers agricoles, journaliers et domestiques. Ce prolétariat des campagnes ne déclina que très lentement sous la IIIe République. En 1906, 48% des exploitations agricoles n'avaient aucun salarié; 0,3% en avaient plus de dix; mais **49% des exploitants agricoles avaient encore entre un et cinq salariés**: en moyenne, il y avait alors un ouvrier agricole à temps complet pour deux propriétaires à temps complet (une proportion inverse en gros de celle de 1850, quand même). La fille de ferme dans sa souillarde, le valet logé au-dessus de l'étable à cochons, l'un et l'autre plus ou moins forcés au célibat, corvéables à merci, pratiquement pas payés (encore que la situation s'améliorait peu à peu), étaient encore des figures omniprésentes dans les campagnes de la Belle Époque. Bref, le monde rural français était **un monde très inégalitaire**, contrairement à l'image idyllique que la IIIe République prétendait en donner; mais sans doute nettement moins que dans le reste de l'Europe — notamment là où la grande propriété nobiliaire dominait encore: en Allemagne orientale, en Hongrie, en Russie, au Portugal, au centre et dans le sud de l'Espagne...

---

<sup>1</sup>  $\theta\epsilon \nu[\gamma\lambda\iota\gamma\epsilon \lambda\epsilon\sigma \pi|\chi\eta\epsilon\upsilon\rho\sigma, \theta\upsilon\iota \phi\omicron\nu\tau \pi\alpha\rho\tau\iota\epsilon \epsilon\upsilon\zeta \alpha\upsilon\sigma\sigma\iota \delta\upsilon \sigma\epsilon\chi\tau\epsilon\upsilon\rho \pi\rho\iota\mu\alpha\iota\rho\epsilon.$

Vers 1870 les **conditions matérielles** de vie des paysans restaient très dures (que ce fût au niveau de l'habitat, de l'habillement, de la nourriture — on consommait peu de viande); en revanche l'**instruction**, déjà, progressait lentement, et ces progrès s'accéléchèrent à partir des années 1880, lorsque l'école de Jules Ferry se mit en place<sup>1</sup>. Sous la III<sup>e</sup> République, on assista à **un certain rattrapage dans l'habitat** et dans l'équipement des maisons: les campagnes se couvrirent de fermes en pierre; la tuile ou l'ardoise, selon les régions, remplacèrent le chaume; mais la terre battue continuait à dominer, l'eau courante était rare, certaines familles continuaient à s'entasser dans une ou deux pièces crasseuses, obscures et enfumées, à proximité immédiate des bêtes (tout ceci parce qu'il fallait conserver la chaleur: pas question de larges fenêtres!). Des produits modernes pénétraient de plus en plus dans les fermes: vêtements de confection industrielle, objets quotidiens manufacturés (vaisselle, brocs...), presse. **L'alimentation** évolua dans le sens d'un lent recul de l'autoconsommation: on achetait davantage au village, du sucre et du café surtout, secondairement la viande de boucherie, des fruits et légumes, du vin. On consommait quand même toujours essentiellement du pain, des œufs et du fromage, un peu de viande de la basse-cour: une alimentation très monotone — sauf en quelques occasions mémorables, repas de fête ou de chasse, surtout du reste dans la paysannerie moyenne et aisée, où se déployait la variété des traditions gastronomiques françaises qui atteignirent vers cette époque des sommets de raffinement, et où l'on mettait à rude épreuve la résistance des organismes.

Le paysan français restait très individualiste: l'esprit d'association n'était pas son fort. Il y avait très exactement cinquante-quatre coopératives agricoles en 1914! Pourtant, après 1884 l'on vit apparaître les premiers **syndicats agricoles**, liés le plus souvent au catholicisme social (beaucoup étaient dirigés par des prêtres); après 1900 les radicaux tentèrent, sans grand succès, de rattraper leur retard en ce domaine. Tous ces syndicats se voulaient "d'union des classes et de paix sociale" — d'autant plus qu'ils ne mordaient pratiquement pas sur le prolétariat des ouvriers agricoles (les syndicats révolutionnaires non plus, du reste: rien de comparable en France à la diffusion massive de l'anarchisme parmi les ouvriers agricoles espagnols, qui eut lieu à la même époque). Le crédit agricole et l'assurance rurale étaient encore embryonnaires.

Dans l'ensemble les paysans se montrèrent plutôt favorables aux régimes en place: l'Empire, puis la République — les légitimistes échouèrent totalement dans leurs tentatives de conserver la fidélité des campagnes (voyez notamment le chapitre 4). Ce **déclin de l'influence de l'Église et des notables** "d'Ancien Régime" était quand même très inégal selon les régions, comme on le vit au moment de la querelle des inventaires (voyez au chapitre 6). Voici un rapide tableau qui vaut en gros pour l'ensemble de la période. Parmi les "campagnes de gauche", très déchristianisées et très républicaines, parfois enclines à voter à l'extrême-gauche, on peut citer le Limousin, les Charentes, le Var, les régions protestantes des Cévennes; parmi les "campagnes républicaines", bastions de la majorité opportuniste dans les années 1880 et 1890, puis des radicaux, le Languedoc et la vallée de la Garonne (terre de ce qu'on commençait à appeler, vers 1914, les "radicaux-cassoulet", c'est-à-dire des radicaux devenus complètement conservateurs). Parmi les "campagnes calotines", cléricales et hostiles à la République, le Béarn, le pays basque, l'Aveyron, les Flandres. Dans d'autres régions le respect des notables s'ajoutait à celui de l'Église, comme en Vendée, en Bretagne intérieure; mais cela ne menaçait guère la République — le châtelain légitimiste, même s'il continuait à

---

<sup>1</sup>        ζερσ 1890, ιλ δεμευραιτ θυανδ μ|με 16% δειλλεττρ|σ παρμι λεσ πατρονο δειξπλοιτατιονσ αγριχολεσ ετ 21% παρμι λευρσ φεμμεσ, χοντρε 8% ετ 10% παρμι λεσ ουπριερσ δεσ πιλλεσ.

se faire réélire régulièrement, était parfaitement incapable de peser sur l'évolution générale du pays. La situation pouvait d'ailleurs varier d'un village à l'autre, comme l'illustre sur le mode humoristique le roman de Louis Pergaud, *La guerre des boutons* (paru en 1912), qui conte la rivalité des gosses de Longevernes la radicale et de ceux de Velrans la calotine.

Le processus d'intégration à la culture dominante des villes continua, et s'accéléra décisivement sous la III<sup>e</sup> République, à cause, en gros, des échanges croissants, de l'école de Jules Ferry et du service militaire obligatoire. On assista à **une érosion** de plus en plus nette **des spécificités des cultures paysannes**: le costume régional déclina ou se "folklorisa", la mode des villes commença à s'imposer, au moins pour la tenue du dimanche — la presse et les premiers catalogues y jouèrent un rôle important. Les anciennes confréries religieuses cédèrent la place à des sociétés de chasse. La République imposa des fêtes nouvelles: le 14 juillet faisait concurrence aux pèlerinages, aux pardons, aux fêtes des saints locaux — sans encore les marginaliser (en revanche les fêtes du solstice d'été, de la Saint-Jean, avaient tendance à se laïciser — il est vrai que l'Église n'avait jamais vraiment apprécié ces reliques du passé païen: voyez plus bas dans ce même chapitre). Des habitudes nouvelles, apportées par les instituteurs et les commerçants, les migrants et les jeunes de retour de la caserne, pénétraient les villages, par exemple en matière d'alimentation. Les savoir-faire locaux se perdaient, notamment en matière artisanale. Le second Empire vit le déclin de la littérature de colportage. Contes, récits et chants traditionnels souffraient de la concurrence de la lecture de la grande presse nationale, surtout après 1900: parmi les titres très lus dans les campagnes, on peut citer le *Petit journal*.

**L'usage du français allait croissant**, sinon dans la vie de tous les jours, du moins dans les situations de contacts avec les étrangers au village, avec les notables (par exemple dans le cadre des campagnes politiques); et aussi dans les contacts avec les agents de l'État, de plus en plus nombreux et présents dans la vie des Français, y compris dans les régions les plus reculées: l'instituteur, le percepteur. Le monde de l'écrit, de plus en plus prégnant aussi, était bien entendu exclusivement francophone. Les parlers ruraux, sans être encore menacés dans leur existence, perdaient de leur prestige (si tant est qu'ils en eussent eu beaucoup auparavant), et surtout de leur utilité; ce fut à cette époque que, contrairement à ce qui se passa dans de nombreuses régions d'Europe centrale, ils se trouvèrent définitivement ravalés au rang de "patois" sans avenir, méprisés même par ceux qui les parlaient, traces d'un passé archaïque destinées à disparaître avec l'avancée du progrès.

Pourtant ce fut en 1854 qu'en Avignon naquit le **Félibrige**, sous l'impulsion de sept poètes, dont Joseph Roumanille, Théodore Aubanel et surtout **Frédéric Mistral** (1830-1914): c'était un mouvement de défense et d'ennoblissement de la culture occitane<sup>1</sup>, donc, en principe, de la culture rurale du sud de la France; il s'inscrivait dans le mouvement romantique de renaissance des cultures locales, des "nations" au sens culturel du terme. Mais le Félibrige illustre bien **l'impasse dans laquelle se trouvaient les cultures autre que la**

<sup>1</sup> Θεεμπλοιε ιχι λε μοτ ΒοχχιτανΒ, θυι εστ πλυσ γ[ν]ραλ; Μιστραλ δισαιτ Βπροπεν|αλΒ. Λεσ δευξ αππελλατιονσ χοεξισαιεντ, χε θυι εστ ρ[ω]λατευρ δευνε φαιβλεσσε. Εν φαιτ, λεσ φ[λι]βρεσ ετ λευρσ [μυ]λεσ νε σοντ φαμαισ παρπενυσ ρ υνιφιερ λιττ[ραι]μεντ λεσ παρλερσ δυ συδ δε λα Φρανχε; ιλ ψ α τουφουρσ ευ υνε νορμε λιττ[ραι]ε προπεν|αλε ετ υνε αυτρε πουρ λε συδ-ουεστ □ ετ μ|με δευξ ορτηογραπησ διφφ[ρε]ντεσ: χε θυι εν Προπενχε σ[ε]χριτ λουσ γαιλλαρδσ (υνε ορτηογραπηε φρανχισαντε, δεστιν[ε] ρ φαχιλιτερ λα λεχτυρε) σ[ε]χριτ εν Λανγυεδοχ λουσ γαληαρδσ (υνε ορτηογραπηε μιτ[ε] δεσ υσαγεσ μ[δι]παυξ ετ δε λευσσαγε χαταλαν, πουρ δοννερ δυ πρεστιγε ρ λα λανγυε ετ ρεσσερρερ λεσ λιενσ απεχ λεσ φρ[ε]σ δ[ε]Εσπαγνε)... Χεχι ν[ε]αρρανγεαιτ γυ[ρ]ε χευξ θυι τενταιεντ δ[ε]αππρενδρε ετ δε χυλτιπερ λα λανγυε δε λευρ παψ!

Λε μοτ ΒΦ[λι]βριγεΒ πιεντ δε Βφ[λι]βρεΒ, θυι πευτ διρε Βδοχτευρ, σαγεΒ εν προπεν|αλ □ υν χοντε ποπυλαιρε [πο]θυε θ[ε]συσ ετ λεσ Βφ[λι]βρεσ δε λα Λε|Β.

**culture nationale** dans la France du XIXe siècle, une vieille nation en voie de modernisation où l'État avait les moyens d'imposer la langue et la culture dominantes avec de plus en plus de force, et où l'idéologie dominante ne laissait aucune place à l'expression des "régionalismes". C'est pourquoi je voudrais m'y arrêter un moment; ces quelques notes complètent les données du chapitre 5 sur les rapports du français et des langues régionales.

L'occitan, langue littéraire prestigieuse au Moyen Âge, connu effectivement **une brillante renaissance** grâce aux félibres. Ils lui donnèrent une grammaire modernisée, des dictionnaires (baptisés "trésors", de manière révélatrice); ils organisèrent des "jeux floraux" (des concours publics de poésie) sur le modèle catalan; ils multiplièrent les publications littéraires de grande qualité, sinon toujours très lisibles maintenant que le monde auxquelles elles font référence s'est effacé. Mistral publia son grand poème *Mirèio* en 1859<sup>1</sup>; il reçut le prix Nobel de littérature en 1904. **Maurras** aussi, je l'ai déjà signalé, écrivit des poèmes occitans, tout en restant toujours en marge du Félibrige. Mais **cet occitan littéraire n'est jamais arrivé à s'imposer** face au français ou à côté de lui: l'hostilité de Paris, de l'administration, de l'enseignement, et de la majeure partie des élites locales dans le sud de la France, fut absolue, jusque vers 1970. Or, autant avant 1850 une langue pouvait survivre des siècles sans appui officiel, autant la modernité peut entraîner sa disparition en quelques générations, par acculturation de ses locuteurs. Les populations du Midi ignorèrent toujours les travaux des félibres, qu'on ne leur enseignait pas à l'école; bien au contraire, ils y apprirent à mépriser leurs "patois", les parlers occitans oraux<sup>2</sup> et, au XXe siècle, ils les délaissèrent pour la langue française, la langue de la culture et du pouvoir, des médias, de l'école et de l'État, des préfets et de toutes les gauches, même méridionales. Aujourd'hui les derniers félibres vieillissants sont à peu près les seuls à pratiquer encore l'occitan, avec quelques vieux paysans qui mêlent leur patois de mots français<sup>3</sup>; et l'on lit désormais Mistral dans les écoles, mais dans des traductions françaises.

Traductions de Mistral lui-même, du reste... Il faut dire aussi que ce furent de jeunes méridionaux déjà très francisés (car instruits) qui lancèrent le Félibrige. Leur statut a toujours été ambigu: Mistral était-il une gloire littéraire dont toute la France pouvait s'enorgueillir, ou bien un "poète populaire", local (donc mineur), particulièrement doué? Ou encore le représentant d'une ère dépassée, d'un romantisme terricole qui parvenait en province à l'heure où Zola et le Parnasse dominaient la vie culturelle à Paris, le dernier grognard du combat d'arrière-garde de l'académisme?

De plus, le **positionnement politique** des champions de la langue occitane était ambigu et finalement desservait leur combat. C'était pour Maurras que le problème se posait avec le plus d'acuité: écrivain et penseur immensément respecté, il était le porte-parole d'un

---

<sup>1</sup> Ιλ νουσ α λαισσ[ δευξ πρ[νομοσ θυι σοντ δεσ χρ[ατιονσ εξ νηιλο: Μιρειλλε (λξη[ρο|νε δυ πο|με εν θυεστιον) ετ Μαγαλι. Χελα μοντρε βιεν θυε σεσ [υπρεσ οντ φουι δθυνε χερταινε ποπυλαριτ[, μαλγρ[ τουτεσ λεσ λιμιτεσ θυε φε παισ σουλιγνερ.

<sup>2</sup> Ιλοσ [ταιεντ [πιδεμμεντ ασσεξ διφφ[ρεντσ δε λα λανγυε ∇λιττ[ραιρε∇ δεσ φ[λιβρεσ, θυι λευρ [ταιτ ινχομπρ[ηενσιβλε σανσ λα μ[διατιον δθυν ενσειγνεμεντ [ χεεστ λε σορτ δε τουτε λανγυε [χριτε. Δανσ χε τψπε δε σιτυατιον, ιλ ψ α τουφουρσ υν διλεμμε: δοιτ-ον [χριτε λα λανγυε λα πλυσ προχηε ποσσιβλε δε χελλε θυε παρλεντ λεσ γενσ ∠ θυι λθον θσαδρεσσε [ αυ ρισθυε δε νε|τρε χομπρισ θυε δανσ σον πιλλαγε ναταλ, χαρ λεσ παρλεσ οραυξ σοντ τρ|σ διπερσ, ετ αυ ρισθυε δε νε πασ πουπωιρ εξπριμερ γρανδ-χηροσε δε τρ|σ συβτιλ? Ου δοιτ-ον φοργερ υνε λανγυε λιττ[ραιρε, φορχ[μεντ μαλ χομπρισε δεσ γενσ δανσ υν πρεμιερ τεμπσ, ετ ενσυιτε λειμποσερ? Μαισ πουρ χεττε δερνι|ρε οπ[ρατιον ιλ φαυτ δισποσερ σοιτ δυ πουπωιρ πολιτιθυε, σοιτ δθυνε φορτε χαπαχιτ[ δε περσυασιον [ λεσ φ[λιβρεσ νεαπαιεντ νι λθυν νι λθαυτρε.

<sup>3</sup> θεξεαγ|ρε υν πευ: ιλ ψ α ευ λα πουσσ[ε ρ[γιοναλιστε δεσ ανν[εσ 1970 [ ιλ εξιστε αυφουρδεηυι πλυσιευρσ [χολεσ ετ χολλ|γεσ βιλινγυεσ (πιρω[σ [πιδεμμεντ), ∠ Τουλουσε νοταμμεντ, ετ μ|με υνε [πρευπε δεοχχιταν αυ βαχ.

courant politique quand même minoritaire et passéiste, même s'il se prétendait une force révolutionnaire et régénératrice. Les félibres à proprement parler étaient moins politisés: leur engagement était essentiellement culturel. À la fin de sa vie Mistral rêva vaguement d'une fédération européenne (une "union républicaine" du continent), respectueuse des particularismes régionaux, une sorte d'ancêtre de l'"Europe des régions" qu'appellent aujourd'hui de leurs vœux certains régionalistes corses ou bretons; mais il refusa de s'engager dans quelque forme d'action politique que ce fût, même quand Marcellin Albert le sollicita lors de la crise viticole de 1907.

Mais, fascinés comme beaucoup de romantiques par la culture des paysans, culture "originelle" et "trésor" légué par les ancêtres, **les félibres étaient** par ce fait, dans le contexte français, "portés à droite": leurs soucis les faisaient plus **proches de la droite nostalgique** du passé que des forces de progrès. Surtout, ils les éloignaient des préoccupations des ruraux du Midi, qui ne pensaient qu'à sortir de la misère et à accéder au monde moderne, même au prix d'une acculturation qui, du reste, leur était présentée comme un processus positif. La France républicaine et jacobine offrait à ses populations un modèle extrêmement attractif, contre lequel il était bien difficile de lutter au nom du seul souci de sauvegarder la richesse culturelle de telle ou telle région — et certainement contre-productif de lutter en s'alliant au curé et au châtelain. Dès 1848, les campagnes du Var (par exemple) étaient "rouges"! Sous la IIIe République, le Midi était la région radicale par excellence... et les radicaux du Midi étaient les plus jacobins de tous. **La sensibilité des félibres était dépassée même dans ces campagnes "éternelles" dont ils se croyaient les porte-paroles.** Et je ne parle même pas des villes du Midi...<sup>1</sup>

Personne, même les félibres, ne croyait à une Occitanie à naître, à l'opportunité ni même à la possibilité d'un combat pour l'autonomie ou pour l'indépendance: **on n'était pas du tout en présence d'un combat nationaliste** du type de ceux qui secouaient l'Europe centrale à l'époque, où les nationalismes attiraient les forces progressistes par opposition aux Empires réactionnaires qui sévissaient dans cette région du monde. C'était vrai même dans le cas de Maurras: son engagement politique, fort actif, se plaçait au niveau national, non pas régional. Mistral n'avait pas le projet de forger une nation nouvelle (personne ne l'eût suivi et il le savait très bien), mais de refaire de l'occitan, comme au XIIe siècle, la seconde langue de prestige de la France. Son "Midi" n'avait même pas de frontières bien précises. D'ailleurs la stratégie du Félibrige misait moins sur la conquête d'un public populaire occitan que sur celle des élites culturelles: les vers de Mistral imitaient des modèles classiques (Virgile notamment, ce qui même à Paris le faisait apprécier des conservateurs en matière de culture — mais son obstination à publier en "patois" les agaçait) plutôt que la littérature orale encore vivante à l'époque dans le Midi, pour laquelle, en fait, il n'avait que mépris. Ce ne fut que tardivement,

---

<sup>1</sup> Λα χομπαραισον απεχ λα Χαταλογνε εστ ινστρυχιτωε □ δεαυταντ θυε λε χαταλαν εστ, δυ ποινη δε πυε λινγυιστιθυε, υνε παρι[τ] δροχχιταν (ου πιχε περσα). Λα ρεναισσανχε χαταλανε α ρ[υ]σσι, αυφουρδρηι 80% δεσ Χαταλανσ παρλεντ χαταλαν (χε χηιφφρε εστ εν αυγμεντατιον χονσταντε μαλγρ[ ] υνε φορτε ιμμιγρατιον πεννε δυ συδ δε λεΕσπαγγε) ετ 53% δεεντρε ευξ (λε χηιφφρε δατε δε 1996) σοντ χαπαβλεσ δε[ ] χριρε λε χαταλαν λιττ[ ] ραιρε μοδερνε φοργ[ ] αυ ΕΙΞε σι\χλε, βιεν θυειλ αιτ [τ] ιντερδιτ δυραντ θυαραντε ανσ σουσ λα διχτατυρε δε Φρανχο. Μαισ χεεστ θυε λα ρεναισσανχε χαταλανε α [τ] αχιτωεμεντ σουτεννε παρ λα βουργεοισιε δε Βαρχελονε, λα πιλλε λα πλυσ μοδερνε δε λεΕσπαγγε δυ ΕΙΞε σι\χλε, εν οπποσιτιον περρμανεντε ◊ Μαδριδ λα ρ[ ] αχιτιονναιρε; ετ αυσσι παρ λα γαυχηε λοχαλε. Δ[ ] σ λε δ[ ] βυτ, λεσ [ ] χριπαινοσ χαταλανσ [ ] χριπιρεντ πουρ υν πυβλιχ υρβαιν ετ μοδερνε... ετ χε θυειλοσ [ ] χριπαιεντ λειντ[ ] ρεσσαιτ. Δεαυτρε παρτ λε[ ] ρτατ εσπαγγολ [ ] ταιτ βιεν πλυσ φαιβλε θυε λε[ ] ρτατ φραν[ ] αισ; λενσειγγεμεντ πυβλιχ (εν εσπαγγολ) νε τουχηαιτ θυευνε μινοριτ[ ] δεενφαντσ, χε θυι λαισσαιτ υν εσπαχε ◊ λα χονστρυχιτιον δευνε χυλτυρε νατιοναλε χαταλανε, νοταμμεντ παρ λε βιαισ δε λενσειγγεμεντ πριπ[ ], δεσ υνιπερσιτ[ ] σ ποπυλαιρεσ...

après 1920, que la récollection et la promotion du "folklore", comme on dit en France, devient l'une des occupations essentielles des fêlibres, et pour eux c'était un repli.

Le projet du Félibrige était donc voué à déboucher sur **une impasse**: par force, l'instrument qu'ils forgeaient était purement culturel, et appelé à coexister de manière déséquilibrée avec un autre instrument, le français, infiniment plus prestigieux, soutenu par une idéologie officielle très agressive et par tous les pouvoirs<sup>1</sup>.

## **B) Le secteur secondaire; la vie des ouvriers à la Belle Époque.**

Le **secteur secondaire** passa de 4.400.000 personnes en 1856 à 5.000.000 vers 1870 et 6.300.000 millions en 1906; en proportion de la population active totale, cela correspondait à une stagnation absolue (30% en 1856, 30% en 1906). Sans doute le déclin de certaines activités artisanales ou industrielles traditionnelles, notamment à la campagne, avait-t-il à peu près équilibré l'essor des industries modernes. Et puis le développement d'une économie industrielle n'a pas grand-chose à voir avec l'importance de la population occupée dans les usines: ce sont les gains de productivité qui comptent, qui sont signes et facteurs à la fois de modernisation. De 1856 à 1906, chaque travailleur de l'industrie a produit davantage... Du

---

<sup>1</sup> N.B. Ὑν πη[νομ\νε δυ μ|με ορδρε, θυοιθυε μοινσ οργανισ|, [ταιτ αππαρυ υν πευ αυπαραπαντ εν **Βρεταγνε**. Λε πιχομτε Τη[οδορε Ηερσαρτ δε λα ζιλλεμαρθυ| (1815-1895) απαιτ πυβλι| εν 1839 λε **Βαρζαζ-Βρειζ** (χξεστ-ϙ-διρε λəϑαρτ πο[τιθυε δε λα Βρεταγνεϑ): ιλ σθαγιτ δəυν ρεχυειλ δε χηανσονσ ρεχυειλλιεσ παρ λəαυτευρ παρμι λεσ παψσανσ, νοταμμεντ χευξ δε σον δομαινε; ον ψ τρουπε νοταμμεντ δεσ χηαντσ ηιστοριθυεσ ο| σεξεπριμεντ πιολεμμεντ δεσ σεντιμεντσ αντιφραν|αισ; χερταινσ [ταιεντ χενσ|σ δατερ δεσ ζε-ζε σι|χλεσ. Λəουπραγε εστ ρεστ| ασσεζ ποπυλαιρε, ιλ εστ ενχορε ρ|γυλιρεμεντ ρ|[διτ].

(Πουρ λεσ αμουρευξ δυ πασσ| χελτιθυε, σον εξιστενχε χομπενσαιτ λəαβσενχε εν Βρεταγνε δε μανυσχριτσ ανχιενσ χομπααραβλεσ ϙ χευξ δεσ βαρδεσ γαλλοισ μ|δι|παυξ, πυβλι|σ αυ δ|βυτ δυ ΞΙΞε σι|χλε; ου δəυν [θυιπαλεντ αυξ πο|μεσ δəΟσσιαν, πυβλι|σ ϙ λα φιν δυ ΞςΙΙε σι|χλε, ετ θυι απαιεντ ταντ μαρθυ| λεσ ρομαντιθυεσ. Εν φαιτ, τουτ χομμε λεσ τεξετεσ δəΟσσιαν σə[ταιεντ απ|ρ|σ φαβριθυ|σ, λα θυεστιον δε λəαυτηεντιχιτ| δεσ τεξετεσ λεσ πλυσ μιλιταντσ δυ Βαρζαζ-Βρειζ προποθυα υνε πιπε πολ|μιθυε δανσ λεσ αν|εσ 1860-1870: ιλ σεμβλε βιεν θυειλσ οντ [τ| ινπεντ|σ ϙ χε θυε Λα ζιλλεμαρθυ| α ρεχοννυ ϙ δεμι-μοτ ϙ λα φιν δε σα πιε, ετ θυι α περμισ αυξ βρετονναντσ, παρ λα συιτε, δε φαιρε δυ Βαρζαζ-Βρειζ λα πρεμι|ρε πι|χε μαφευρε δε λα λιττ|ρατυρε βρετοννε... μοδερνε).

Λα ζιλλεμαρθυ| αχχρ|διταιτ λε μπτηε δəυνε Βρεταγνε χονσερπατοιρε δεσ τραδιτιονσ γαυλοισεσ, χξεστ-ϙ-διρε δεσ πλυσ αυτηεντιθυεσ τρ|σορσ δε λα Φρανχε δəαπαντ λεσ ενπαηλοσευρσ ρομαινσ ετ φρανχο. Πλυσ ταρδ, σουσ λε σεχονδ Εμπιρε, συιπαντ λə[πολυτιον δεσ χονναισσανχεσ ετ δεσ ιδ|εσ δομιναντεσ συρ χεττε ρ|γιον, ιλ χηανγεα δε πυεσ ετ σουτιντ δ|σορμαισ λəιδ|ε δəυνε Βρεταγνε [τροιτεμεντ λι|ε αυξ ρ|γιονσ χελτεσ δυ Ροψαυμε-Υνι, πλαχε φορτε απανχ|ε συρ λε χοντινεντ δəυνε χυλτυρε χελτε χον|υε χομμε υνιθυε, ετ δε διγνιτ| [γαλε ϙ χελλε δε λəΑντιθυιτ| χλασσιθυε (ον σə[ταιτ απερ|υσ θυε λεσ Βρετονσ νε σοντ πασ δεσ δεσχενδαντσ δεσ Γαυλοισ: ιλσ σοντ πενυσ δε Χορνουαιλλεσ, φυψαντ λεσ Ανγλεσ ετ λεσ Σαξονσ ϙ ενχορε θυəαυφουρδəηυι χεττε ρεπρ|σεντατιον εστ ϙ σον τουρ χοντεστ|ε). Μαισ, πασ πλυσ θυε Μιρ|ια, λε Βαρζαζ-Βρειζ νəα [τ| χον|υ παρ σον αυτευρ χομμε λε πρεμιερ Ὑμουμμεντ λιττ|ραιρεϑ δəυνε νατιον διστινχετε δε λα Φρανχε (χε νε φυτ θυε ταρδιπεμεντ θυε Λα ζιλλεμαρθυ| σε χονπερτιτ ϙ λα δ|φενσε δəυν Ὑπευπλε βρετονϑ σπ|χιφιθυε, διστινχτ δυ πευπλε φραν|αισ); σον ινφλυενχε εν Φρανχε νε δ|πασσα φαμαισ λε σταδε δəυν δ|βατ (φορτ πιφ) συρ λα χοντριβυτιον δε λα Βρεταγνε ετ δεσ Χελτεσ ϙ λα χονστιτυτιον δε λα νατιον ετ δε λα χυλτυρε φραν|αισεσ.

Εν ρεπανχηε, χοντραιρεμεντ ϙ χε θυι σεεστ πασσ| δανσ λε Μιδι ο| λεσ φ|λιβρεσ νəοντ φαμαισ ευ δəενγαγεμεντ πολιτιθυε αχτιφ αυ νιπεαυ ρ|γιοναλ, εν Βρεταγνε ον νοτα λəαππαριτιον δε **γρουπυσχυλεσ αυτονομιστεσ** περσ 1910. Χεσ γρουπυσχυλεσ [ταιεντ ενχορε πλυσ νεττεμεντ μαρθυ|σ ϙ δροιτε θυε λε Φ|λιβριγε ϙ υνε δροιτε χατηολιθυε ετ λ|γιτιμιστε ϙ λəοριγινε μαισ θυι, εντρε λεσ δευξ γυερρεσ, δ|ριπα εν παρτιε περσ λε φασχισμε: λεσ νατιοναλιστεσ βρετονσ χολλαβορ|ρεντ αβονδαμμεντ απεχ λəοχχυπαντ νəζι εντρε 1940 ετ 1944 (ποψεζ λε χηαπιτρε 13).

reste les secteurs les plus traditionnels restaient dominants en termes d'effectifs: les industries alimentaires représentaient 15% des effectifs industriels; le bois (avec les scieries, les ébénisteries, les menuiseries), 17%; le bâtiment et les secteurs annexes (on dirait aujourd'hui le B.T.P.), 10%; le textile (où quelques entreprises très modernes coexistaient avec une myriade de petits ateliers traditionnels), 24%...

**Les ouvriers<sup>1</sup> ne formèrent jamais un monde homogène;** mais le milieu ouvrier eut quand même une nette tendance à s'homogénéiser dans la période étudiée dans ce chapitre, qui fut aussi celle où, dans les représentations politiques et culturelles, et sous l'influence très nette de Marx, une "classe ouvrière" clairement identifiée prit la place du "peuple", des "petits", de la "blouse", etc. — un processus mental qui s'étendit, en gros, de 1848 à 1890. Sous le second Empire, les ouvriers ne vivaient pas tous en ville; une partie étaient aussi agriculteurs, d'autres étaient des paysans fraîchement déracinés, d'autres encore se rattachaient à la longue tradition des ateliers urbains. Ces mondes anciens reculèrent peu à peu, sans disparaître, loin de là. Dans les petites villes comme **Carmaux** (bien connue car Jaurès en fut le député), vers 1900 les mineurs et les ouvriers gardaient encore de nombreux traits du monde rural dont ils venaient, à commencer par le patois. L'ouvrier d'atelier parisien était encore une figure importante du Paris de la Belle Époque, le **chapelier** par exemple ou le fourreur juif (deux exemples d'industries de biens de consommation installées à proximité de la clientèle, donc très bien représentées dans les grandes villes): plus à l'aise matériellement que l'ouvrier d'usine, plus instruit, plus indépendant, volontiers politisé, il penchait plutôt vers la tradition proudhonienne ou blanquiste jusqu'à la Commune, de plus en plus vers le nationalisme de droite après 1885, guère vers le socialisme légaliste à la Blanc ou à la Jaurès. Autre figure-clef de la prétendue Belle Époque, la **cousette** misérable dans sa mansarde, déjà évoquée, avait succédé à l'ouvrière à domicile des campagnes.

La III<sup>e</sup> République fut quand même **l'âge de la naissance de la grande usine;** dans les villes grandes et moyennes les liens entre le prolétariat ouvrier et le monde paysan se distendirent. Ce fut ce prolétariat-là qui fit le succès du socialisme et de l'anarcho-syndicalisme. Là aussi, il faut faire des distinctions. Dans les agglomérations monoindustrielles comme **Le Creusot**, les ouvriers étaient écrasés par la puissance de l'entreprise dominante, qui possédait leurs maisons, les magasins d'alimentations où ils se fournissaient, et contrôlait l'essentiel du tissu associatif (notamment les associations culturelles, dites "de patronage"), et les institutions sociales, comme les sociétés de secours mutuel. Dans ces villes, l'espace de l'usine tendait en fait à s'étendre à l'ensemble du cadre de vie des ouvriers; les rapports avec le patron étaient de type très traditionnel, empreintes de soumission et de conformisme — imposé par la force ou ancré dans les mentalités: difficile à dire, et puis peu importe. Cela dit, certaines de ces villes parvinrent à élire des députés socialistes dans les années 1890-1900 (l'isoloir était à peu près le seul endroit où l'on ne pouvait pas faire pression sur les ouvriers); d'autres, imperturbablement, envoyaient le patron à la Chambre. Dans **les grandes villes et leurs banlieues** en revanche les ouvriers étaient plus libres, ne fût-ce que de changer d'employeur; l'atmosphère était moins lourde.

La condition ouvrière était également très différente selon les métiers. La métallurgie et les mines avaient le prolétariat le mieux organisé, le plus sensible aux sirènes du socialisme: c'était le monde de *Germinal*. Dans le **textile** en revanche, une part importante de

---

<sup>1</sup> Δε μ|με θυε λε σεχτευρ πριμαιρε νε χορρεσπονδ πασ εξαχτεμεντ αυξ παψσανσ, λε σεχτευρ σεχονδαιρε νε χορρεσπονδ πασ εξαχτεμεντ αυξ ουπριερσ; ιλ ψ α αυσσι λεσ χαδρεσ δε λαινδυστριε, λεσ ινγ|νιευρσ νοταμμεντ □ ιλοσ σοντ ν|γλιγεαβλεσ εν πορορτιον. Πουρ χε θυι χοινχερνε λευρ μοδε δε πιε, φε λεσ τραιτεραι απεχ λεσ χλασσεσ μοψεννεσ. Εν ρεψανχηε, χομμε τουτ λε μονδε φεασσιμιλε λεσ μινευρσ αυξ ουπριερσ; τεχηνιθυεμεντ, ιλοσ απαρτιεννεντ αυ σεχτευρ πριμαιρε (πιισθυειλσ εξερχεντ υνε αχτιπιτ| δεεξτραχτιον).

la main-d'œuvre était formée de femmes et d'enfants, ce qui n'améliorait ni le niveau des salaires, ni la combativité. Je pense à ces ouvrières de la vallée du Rhône qui arrivaient de la ferme familiale le lundi matin (après avoir bien travaillé aux champs le dimanche); elles passaient la semaine dans des dortoirs à proximité des ateliers, surveillées par des religieuses... Précaution inutile. Qu'eussent-elles bien pu faire après des journées de travail de dix ou douze heures?

Le mouvement des salaires ouvriers s'orienta à la hausse sous le second Empire après trois décennies de baisse, mais le coût de la vie augmentait aussi: au total, il semble bien, contrairement à la fameuse thèse de Marx, que **la condition moyenne de l'ouvrier français ne s'est pas aggravée**, qu'il n'y a pas eu de "paupérisation absolue" du prolétariat — mais l'écart de richesse avec le reste de la population s'accrut en pleine prospérité, ce qui contribua à entretenir l'idée d'une paupérisation des ouvriers, et surtout d'une intolérable injustice; ce d'autant plus que la mobilité sociale était presque nulle. Les femmes et les enfants étaient moins payés que les hommes; le travail des enfants était théoriquement réglementé par une loi de 1841 qui ne fut pas appliquée, puis par une autre de 1892 qui ne le fut guère mieux au départ. Le niveau de vie continua à progresser sous la IIIe République, de 60% environ en moyenne en francs courants; moins si l'on tient compte de la hausse des prix, qui fut de 15% environ en quarante ans.

Et puis cela ne signifiait pas grand-chose lorsqu'un accident ou une maladie pouvaient tout remettre en question. **La condition de tous les ouvriers restait marquée par la plus grande précarité**: le risque de maladie, d'accident du travail, de voir la famille devenir pléthorique et impossible à nourrir, étaient toujours aussi présents; il restait à peu près impossible de faire des économies, on vivait au jour le jour. L'angoisse de l'âge n'était pas bien moins mordante: le sort des ouvriers âgés dépendait essentiellement de la bonne volonté de leurs familles, ou de la charité — la dame patronesse, qui « tritot[ait] tout en couleur caca d'oie / ce qui permet le dimanche à la grand-messe / de reconnaître ses pauvres à soi » (Jacques Brel), surveillant férocement leur moralité et leurs inclinations politiques, était un personnage typique de l'époque. Mais l'insécurité majeure était celle de l'emploi, surtout à l'époque de la dépression où perdre son travail était une hantise; à l'époque aucune convention collective ne réglait les rapports avec le patron (en dehors, après 1895, de quelques initiatives isolées dus à des chefs d'entreprises progressistes, proches en général du catholicisme social); le patron pouvait licencier ses employés comme il le voulait. En pleine Belle Époque, période de reprise économique, il y avait encore 5% de **chômeurs** parmi les ouvriers.

Le concept de chômage est apparu à cette époque, très précisément en 1896. Ce fut lors du recensement de cette année-là que l'on essaya pour la première fois de dénombrer ceux que la crise avait privés d'emploi, et de les isoler de la masse indistincte des indigents, des vagabonds et des invalides, bref de distinguer ceux qui recherchaient un travail de ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient travailler. Cette approche nouvelle d'une réalité sociale ancienne était liée, bien sûr, aux difficultés économiques et à leurs conséquences sociales; mais aussi à l'essor de la sociologie et la science statistique, et surtout à la création en 1891 d'un office du Travail, préfiguration du ministère du Travail, apparu en 1906. La définition que l'on donnait à l'époque du chômage était très restrictive: elle ne prenait en compte que les employés réguliers en usine ou en atelier, excluant tous les "façonniers" ou "travailleurs à façon", c'est-à-dire ceux qui louaient leurs bras à plusieurs patrons ou travaillaient à domicile — ceux-là étaient classés parmi les travailleurs "isolés" et les périodes où ils n'avaient point de travail étaient tenues pour des aléas normaux de leur condition. En 1906, on ajouta qu'un chômeur devait être âgé de

moins de 65 ans et avoir perdu son travail depuis au moins huit jours et au plus deux ans.

En dépit des restrictions que je viens d'évoquer, cette "**invention du chômage**" représentait une révolution dans les mentalités. Le problème de l'emploi commençait à échapper à des grilles interprétatives moralisantes, bien résumées par l'économiste Frédéric Le Play lorsqu'il assurait, sous le second Empire, que « la condition des hommes est la conséquence de leurs mœurs ». L'idée s'imposait peu à peu que la pauvreté n'est pas due à des tares morales ou héréditaires, ni aux influences néfastes de la grande ville, mais à l'organisation de l'économie industrielle et du marché du travail. Certains, notamment le Britannique William Beveridge dans un ouvrage paru en 1909 (*Unemployment: A Problem of Industry*), en tirèrent assez vite les conséquences logiques: il fallait rationaliser le marché du travail social en stabilisant les travailleurs par la généralisation du salariat (les contrats de travail se généralisèrent au début du XXe siècle); créer un système collectif d'assurance contre le chômage, et empêcher les licenciements incontrôlables (Beveridge fut le père des lois sociales britanniques de 1946, qui instituèrent le *Welfare State*). Ce fut en août 1914 que la France se dota d'un Fonds national du Chômage: il chapeautait l'ensemble des caisses de secours qui existaient depuis longtemps au niveau de certaines communes. Bien entendu il ne commença à fonctionner réellement que dans les années 1920<sup>1</sup>.

Autres traits communs à tout le monde ouvrier: l'impossibilité d'accéder à la culture et aux bienfaits de l'enseignement (les bourses bénéficiaient essentiellement aux enfants des paysans); l'impossibilité de toute ascension sociale, même à la génération suivante — un vrai cul-de-sac. De plus, avec la modernisation des entreprises industrielles, et même si la longueur de la journée de travail diminuait, **le rythme de travail se fit plus soutenu**: il y eut toute une lutte du patronat pour "discipliner" les ouvriers, rétifs au départ à l'uniformisation des horaires et des rythmes de travail. Ce fut en grande partie la dépression des années 1880-1890 qui permit le succès de cette lutte (la pression du chômage obligea les ouvriers à accepter des conditions de travail plus défavorables), succès symbolisé par l'apparition, dans les usines, du personnage du **contremaître**, haï des ouvriers qu'il était chargé de surveiller. Les règlements intérieurs des entreprises étaient incroyablement tatillons et formalistes; de mieux en mieux appliqués, ils sonnèrent le glas des traditions issues du temps de la "fabrique" ou du travail des champs, comme la "saint Lundi" (le fait de chômer la demi-journée ou la journée suivant le repos dominical<sup>2</sup>). La norme était de dix heures, mais parfois, l'été, la journée de travail durait 15 heures (pour compenser les journées plus courtes en hiver: jusque vers 1900 on travaillait encore souvent à la lumière du jour); il arrivait qu'il n'y eût pas de pause pour le repas (dans ce cas, les ouvriers mangeaient comme ils pouvaient, en travaillant — même en-dehors de ces cas extrêmes, souvent ils mangeaient à leur poste, assis sur la machine ou à proximité). Bref, des conditions de travail peut-être plus dures qu'à toute autre époque: rien d'étonnant à ce que les ouvriers d'alors aient été tentés par l'extrémisme politique...

---

<sup>1</sup> Δεαπρ\σ Νιχολασ Βαπερεζ, Ροβερτ Σαλαισ ετ Β\ν\διχτε Ρεψναυδ: *Λεινωπεντιον δυ χη\μαγε*, Π.Υ.Φ., 1986.

<sup>2</sup> Προγρεσσιωπεμεντ, χε ρεποσ δυ λυνδι απαιτ [τ] ασσιμιλ[, δανσ λε δισχουρσ οφφιχιελ (χελυι δεσ πατρονσ, δεσ μ\δεχινσ, δεσ ηομμεσ πολιτιθουσ, ετχ.) ∅ υνε χονσ\θυενχε δε λειπρογνεριε: λε λυνδι, λεουπριερ [ταιτ χενσ] χυπερ λε πιν βυ αυ βαλ δυ διμανχηε σοιρ, ετ ιλ [ταιτ δονχ σαλυταιρε, πουρ σα σαντ] πηψισιθυε ετ μοραλε, θυεον λεεν εμπ\χη\τ. ∅Φαιρε λε λυνδι∅ [ταιτ δεπενυ ∅ πευ πρ\σ σφνονψιμε δε ∅σε σαουλερ∅...

(Λα φιν δε λα ∅σαιντ Λυνδι∅ σιγνα λεαρρ\τ δε μορτ δυ βαλ δυ διμανχηε σοιρ, ρεμπλαχ\ παρ... λε βαλ δυ σαμεδι σοιρ!).

Le logement ouvrier était très déficient: les descriptions de Villermé ont à peine besoin d'être toilettées pour la Belle Époque Une loi de 1890 prévoyait la construction d'habitations à bon marché (H.B.M., les ancêtres de nos H.L.M.); on leur attribua les revenus de la Caisse des Dépôts et Consignations. Mais cette législation ne fut pratiquement pas appliquée avant l'entre-deux-guerres. Certaines municipalités "progressistes", certains patrons soucieux du sort de leurs ouvriers faisaient des efforts: dans le Nord ce fut à cette époque qu'apparurent les **corons**, logements construits autour d'une cour commune avec un puits. De même, des municipalités, des patrons, encourageaient la culture de petites parcelles de terre qu'ils mettaient à leur disposition, les **jardins ouvriers**; cela faisait des produits alimentaires presque gratuits; c'était bon pour l'équilibre alimentaire, pour l'hygiène... et puis, ajoutaient les patrons catholiques de filiation légitimiste, c'était une distraction saine, qui éloignait de l'immoralité des bals et des "métingues" politiques, et qui rapprochait l'ouvrier de l'univers de ses ancêtres paysans, de cette terre qui, c'est bien connu, ne ment pas. Les ouvriers bénéficièrent de certains progrès généraux de l'époque, par exemple la généralisation des vêtements de confection industrielle ou l'effondrement du prix du savon; mais leur alimentation était aussi peu variée que celle des paysans (du pain, du vin, du fromage), sauf en de rares occasions où, comme à la campagne, l'on se bâfrait pour compenser (voyez la scène célèbre de *L'assommoir*). Le seul espace de sociabilité était le cabaret, l'"assommoir" justement — il y en avait des files, des rues entières à la sortie des usines.

**L'abîme culturel et mental** entre bourgeois et ouvriers, entre "la blouse" et "l'habit", ne fit que s'élargir (même si on n'employait plus ces termes: la blouse, pièce d'habillement héritée du monde rural, recula au profit d'autres tenues professionnelles — vers 1910 on opposait plutôt "le chapeau" à "la casquette"). Si contrairement aux paysans les ouvriers des villes étaient pour la plupart francophones, **il était souvent possible d'identifier les origines sociales de quelqu'un à sa manière de parler**, voire à son accent (pensez notamment à l'accent et au parler "parigot", aujourd'hui en voie de disparition). À Paris, jusque vers 1950, l'ouvrier ne disait pas *elle*, mais *alle*, à Lyon l'ouvrier ne disait pas *des rameurs* mais *des ramors*, et je passe sur l'accent du peuple marseillais, encore bien vivant... Les argots aussi étaient plus diversifiés qu'aujourd'hui. Ce sont la radio et la télévision qui ont peu à peu réunifié le français parlé, tout au moins dans les deux tiers nord du pays, après 1930.

Les représentations sociales étaient d'une extrême violence, j'en ai déjà donné des exemples dans les chapitres d'Histoire politique — voyez aussi le texte du père Peinard, cité plus haut dans ce même chapitre. Pour l'ouvrier le "cochon de bourgeois" était l'obstacle à abattre sur la voie de l'émancipation, le parasite à éliminer; pour le bourgeois l'ouvrier était ou bien une sorte de machine à exploiter, ou bien un "nouveau barbare" qui menaçait la société. Les uns et les autres se connaissaient fort mal, surtout depuis que l'haussmanisation avait ségrégé l'habitat: une situation propice à tous les fantasmes. Dans les années 1900 cependant, l'essor du mouvement ouvrier (pas seulement dans la classe ouvrière) incita les classes moyennes et la bourgeoisie à s'intéresser d'un peu plus près aux ouvriers; mais les stéréotypes ne reculèrent guère pour autant.

Il y avait une culture ouvrière, à peu près totalement distincte de la culture bourgeoise: pas question pour un ouvrier d'écouter de la musique classique, de lire de la littérature (malgré les efforts courageux et désespérés de certains socialistes et de quelques curés, soucieux d'élever le niveau d'instruction des masses et des ouailles); par question pour les bourgeois, à part une minorité encanaillée, d'aller au bal populaire! **La culture populaire** (le tableau que je fais ici vaut en partie pour la couche inférieure des classes moyennes) était évidemment complètement hermétique aux avant-gardes littéraires, picturales ou musicales de l'époque, d'autant plus que les avant-gardes politiques étaient extrêmement conservatrices

en matière artistique, une poignée d'audacieux mis à part, ici comme en d'autres milieux et domaines.

La culture des ouvriers, ce n'était pas la lecture, le théâtre; il n'y avait pas d'argent pour cela, et fort peu de loisirs compte tenu des horaires de travail, même si, pour des raisons strictement physiologiques, les patrons n'arrivèrent jamais à faire travailler leurs employés sept jours par semaine. La **fête** pouvait être traditionnelle, religieuse ou non: fête de paroisse, fête de patronage — ces festivités pouvaient d'ailleurs prendre un sens nouveau, évoluer en fête ouvrière comme je l'ai montré pour le Premier mai au chapitre 5; fête républicaine dont les années 1880-1890 marquèrent sans doute l'apogée. Le 14 juillet était la fête républicaine par excellence, une authentique fête populaire; jusque vers 1900 elle fédérait toutes les classes sociales avec ses villes disparaissant sous les drapeaux, ses bals, ses revues militaires, etc.; après 1900, de plus en plus les ouvriers eurent leurs propres fêtes, notamment le **Premier mai**, et il arriva que la retraite militaire du 14 juillet fût conspuée dans certains quartiers ouvriers. Il faudrait aussi évoquer la foire, la vogue, le bal du dimanche puis du samedi soir, la guinguette des bords de Marne, etc... Tous lieux où les comportements n'avaient pas grand-chose à voir avec les normes bourgeoises et républicaines de l'époque (cf. le fameux crin-crin: *Le samedi soir, après le turbin, l'ouvrier parisien... Viens Poupoule, viens Poupoule, viens, quand j'entends les chansons, je m'sens tout polisson...*).

Mais méfiez-vous: il y avait aussi des guinguettes bourgeoises, on le voit bien sur les tableaux impressionnistes — et le public de tel ou tel lieu, de tel ou tel quartier, pouvait être mêlé, ou évoluer très vite, tout particulièrement lorsque la renommée s'en emparait (les chansons, les romans à cinq sous, ou ceux des romanciers populistes à public bourgeois). Vers 1920, la **rue de Lappe** avait déjà pratiquement cessé d'être un authentique lieu de plaisirs ouvriers, c'était un quartier où les classes moyennes et quelques bourgeois audacieux s'encanaillaient tandis que quelques apaches plus ou moins stipendiés entretenaient la couleur locale et le frisson nécessaire, et que chantaient les artistes de variété de l'époque... Une telle mésaventure était arrivée un peu plus tôt à **Montmartre**.

En revanche, il est indéniable que des pans entiers de cette culture ouvrière eurent tendance, surtout à partir de 1880, à **se massifier** et à s'intégrer de plus en plus à une logique de marché (effet d'une économie qui se monétarisait peu à peu; d'un pouvoir d'achat croissant, même très lentement): la presse notamment, et les musiques populaires (des formes populaires de valse s'imposèrent, avec d'autres musiques qui étaient issues du même fond, dont la java, la danse urbaine typique de la Belle Époque) — et puis, tous ces éléments de la culture, prise au sens large, que sont le costume, les objets de la vie quotidienne, etc. Il n'y avait que quelques îlots d'une **contre-culture ouvrière** consciemment bâtie comme un espace de résistance à la culture dominante, essentiellement dans les quartiers ouvriers des grandes villes<sup>1</sup>: ainsi dans les années 1900 les bourses du travail accueillait des collections de la *Bibliothèque socialiste*, publiée à partir de 1900 par une maison d'édition liée aux étudiants socialistes de la rue d'Ulm, ou les revues socialistes; mais on peut douter que ces publications animées d'une excellente volonté, mais souvent austères et parfois absconses, aient eu autant de succès dans le peuple que les formes plus ludiques de culture véhiculées par l'industrie culturelle de l'époque. Même la presse extrémiste, comme le *Père Peinard* ou les diatribes antimilitaristes de Gustave Hervé, devait avoir une audience limitée dans les milieux proprement ouvriers. Quant aux chansonniers de cabaret comme Montéhus ou Bruant, leur

---

<sup>1</sup> Ici φε παρλε βιεν εντενδυ δουνε VχυλτυρεV αυ σενο VνοβλεV: λεχτυρεσ, χονχερτσ, ετχ... Λεσ σοχιαλιστεσ σουχιευξ δε λαβ[πατιον δεσ μασσεσ μ[πρισαιεντ προφονδ[μεντ λεσ φορμεσ δε χυλτυρε ποπυλαιρε θυε φε πιενσ δε[φοθυερ (λα φοιρε, λε βαλ), χονσιδ[ρ]εσ χομμε ινφ[ριευρεσ, πριμιτιπεσ, ετ συρτουτ χουπαβλεσ δεβ[λοιγγερ λεουπριερ δε λα λυττε.

public était essentiellement bourgeois: le *Chat noir* et le *Lapin agile* n'étaient pas à la portée des bourses des vrais ouvriers... (Pour tous ces noms, voyez au chapitre 6, et plus bas dans ce même chapitre).

### **C) Le tertiaire; la France bourgeoise et les classes moyennes.**

Le **secteur tertiaire** connut un essor spectaculaire, dont les médias et les débats politiques de l'époque ne rendaient guère compte: on était en pleine obsession de la question ouvrière — il faut dire que la condition des employés était moins dure dans l'ensemble, qu'ils votaient "mieux" et qu'ils faisaient moins souvent grève! Encore que nous avons vu dans le chapitre 6 que les instituteurs étaient parfois fort radicaux en politique. La part du tertiaire dans la population active passa de 20% en 1856 à 30% en 1906; en chiffres absolus, on passa de 2.500.000 à 5.500.000 personnes employées. Est-ce à dire que les gains de productivité furent beaucoup plus lents dans les services que dans l'industrie? En partie (ainsi dans les bureaux la machine à écrire ne se généralisa que très tard); mais le facteur essentiel, c'était que de plus en plus de services étaient disponibles, l'État intervenait dans des domaines de plus en plus variés; l'économie se modernisait et avait de plus en plus besoin de transports, entre autres (ce qui fit exploser, par exemple, le nombre d'employés des gares, guichetiers ou porteurs); la population s'enrichissait, et avait donc de plus en plus souvent recours aux services des commerçants, des médecins, des coiffeurs et barbiers, etc... Il s'agissait d'ailleurs souvent d'activités très mal rémunérées: combien payaient les hommes de la Belle Époque pour se faire chaque matin, et cela durait dix bonnes minutes, friser la moustache?

Bref, là aussi on trouvait **beaucoup de pesanteurs** derrière quelques secteurs de pointe. En 1911, le commerce représentait 40% du secteur tertiaire, c'était le monde des **petits boutiquiers** (celui de *Mort à crédit*), des cafetiers de villages... Les effectifs du secteur commerçant furent multipliés par 3,3 en cinquante ans! Les effectifs du secteur des transports, eux, furent multipliés par 2,3. Le nombre de **militaires** augmenta beaucoup aussi, à cause du service obligatoire, mis en place par étapes entre 1868 et 1911: ils étaient 712.000 à cette dernière date, soit 3,5% de la population. La **domesticité** représentait encore 5% des actifs et 2,5% de la population en 1911, contre 6,5% des actifs en 1856; mais elle entama son déclin un peu avant 1914, signe avant tout d'une relative amélioration de la situation des classes laborieuses. Effet d'un siècle de stabilité monétaire, il y avait aussi 550.000 **rentiers** en 1911! Ils ne faisaient *rien*, à part lire les cours de la Bourse: ils vivaient, souvent petitement, des revenus de l'argent qu'ils avaient soit prêté à l'État (les emprunts d'État rapportaient 5% ou 3%, sur vingt ans ou parfois à titre viager), soit investi dans des entreprises, françaises ou, de plus en plus après 1890, étrangères — ce fut notamment l'époque des fameux emprunts russes.

En revanche, les **professions libérales** étaient bien moins nombreuses qu'aujourd'hui: 500.000 personnes au total, prêtres compris. En 1870 il n'y avait que 6.500 avocats, qui étaient loin de tous plaider, 8.500 notaires; ces chiffres n'évoluèrent que lentement, en revanche le nombre de médecins doubla entre 1870 et 1911 (ils étaient alors 20.000: le corps des officiers de santé fut supprimé en 1892). Les **fonctionnaires** non plus n'étaient que 675.000 vers cette dernière date, moins nombreux que les militaires; en particulier, le corps enseignant était relativement peu nombreux. L'État n'était pas encore tentaculaire... Pourtant les effectifs de ces deux dernières catégories sociales, professions libérales et fonctionnaires, avaient été multipliés par 1,7 en un demi-siècle — et l'image du fonctionnaire pléthorique et inefficace était déjà bien établie: on la trouve notamment dans les romans de ce génie de la

caricature qu'était Georges Courteline (1858-1929; il avait publié *Messieurs les ronds-de-cuir* en 1893<sup>1</sup>). Dans l'industrie, les **ingénieurs** firent leur apparition à cette époque.

C'était le monde de ce qu'on appelle habituellement les **classes moyennes**: 10% peut-être de la population sous le second Empire, 15% à la veille de la grande boucherie — autant que d'ouvriers, déjà. Un monde fort varié (d'où le pluriel, dans l'usage le plus courant): il y avait un abîme entre le niveau de vie de l'avocat parisien et celui de la demoiselle de la poste à Besançon, plus pauvre que certains ouvriers, complissant travail pénible et privé de sécurité de l'emploi. Alors, pourquoi cette appellation commune? Parce qu'ils avaient en commun d'occuper **une position médiane entre le monde du chapeau et celui de la casquette**, entre la bourgeoisie et la classe ouvrière; et que cette position annonçait l'avenir: elle est devenue, peu à peu, celle de la grande majorité des Français. Disons pour simplifier que leur patrimoine, même pour les plus aisés, n'avait pas la même structure que celui des bourgeois. Comme ceux-ci, et contrairement aux prolétaires, ils avaient du bien (des meubles, un appartement parfois, etc.), et cette autre forme de patrimoine que constitue un diplôme; mais **ils dépendaient des revenus de leur travail (salaire ou honoraires), non de ceux de leur patrimoine** (ou alors secondairement et dans le cadre d'un processus d'accession à la bourgeoisie) — on leur rattache parfois cependant les petits patrons et les rentiers, à niveau et style de vie comparable<sup>2</sup>. Mais **leurs valeurs étaient celles de la bourgeoisie**, car ils étaient

<sup>1</sup> Ον λυι δοιτ αυσσι δεσ σατιρες δε λα πιε μιλιταιρε (Λεσ γα|τ|σ δε λεσχαδρον, παρυ εν 1886; Λε τραιν δε 8 η 47), δεσ μιλιευξ φυδιχαιρες, δε λα πολιχε (Λε χομμισσαιρε εστ βον ενφαντ, παρυ εν 1899). Δανσ λεσ ανν|εσ 1900, ιλ σε χονσαχρα συρτουτ αυ τη|@|tre.

<sup>2</sup> Θεαδοπτε ιχι υνε δ|φινιτιον δεσ χλασσεσ μοψεννεσ θυι εστ τρ|σ λι|ε αυ χονχεπτ δε σαλαριατ, ετ θυι πιεσ <| διστινγυερ λε πλυσ ποσσιβλε χλασσεσ μοψεννεσ ετ βουργειοσιε <| πευτ-|tre χε χηοιξ εστ-ιλ λι| <| υν ποιנט δε πυε δε φονχτιονναρε: ιλ με σεμβλε θυειλ ψ α αυσσι λοιν εντρε υν πετιτ πατρον ετ μοι θυεαπεχ υν ουπριερ. Μαληευρευσεμεντ λεσ ηιστοριενσ δε λα σοχι|τ| νε σοντ φαμαισ παρπενυσ <| σε μετρε δεαχχορδ συρ χε τερμε φορτ παγυε (ετ πολιτιθυεμεντ μιν|, πυισθυειλ νεαπαρα|τ πασ δανσ λε|υ|περε δε Μαρξ, ου αλορσ απεχ υν στατυτ δεσ πλυσ τρανσιοιρε: Μαρξ απαιτ προπη|τισ| λα διωσιον ιν|λυχταβλε δε ληηυμανιτ| εν υνε βουργειοσιε ετ υν προλ|ταριατ αφφροντ|σ, σαנס αυχυνε χατ|γοριε σοχιαλε ιντερμ|διαιρε). Ιλ εξιστε υνε αυτρε δ|φινιτιον δεσ χλασσεσ μοψεννεσ, θυι μετ αυ χοντραιρε λεαχχεντ συρ λεινδ|πενδανχε παρ ραππορτ <| λε|τατ γρ@χε <| λα ποσσεσσιον δευν πατριμοινε <| δανσ χε χαδρε, λε ρεπρ|σενταντ παρ εξελλενχε δε λα χλασσε μοψεννε, απεχ λε μ|δεχιν ετ λεαποχατ, χεεστ λε πετιτ πατρον. θε λε|χαρτε, χαρ ιλ με σεμβλε θυε χεττε αππροχη γομμε λα διστινχτιον εντρε χλασσεσ μοψεννεσ ετ βουργειοσιε, ετ θυελλε νε περμετ πασ δε μετρε λεαχχεντ συρ λε πη|νομ|νε μαφευρ δε λε|πολυτιον δε λα σοχι|τ| δεπυισ υν σι|χλε ετ δεμι: λα μυλτιπλιχατιον δεσ προφεσσιονσ ο| λεον νεα πασ σον ινδ|πενδανχε, ο| λεον νε π|σε πασ συρ λε δεστιν δε λεεντρεπρισε, μαισ ο| λεον νεεστ πασ νον πλυσ υν προλ|ταιρε παψ| λε μοινσ ποσσιβλε ετ <| λα μερχι δυ πατρον. ζουσ αυρεξ χομπρισ θυε λα δ|φινιτιον θυε φε|χαρτε εστ υνε δ|φινιτιον δεινσπιρατιον μαρξιστε, θυι πιεσ <| νιερ, δανσ λα μεσυρε δυ ποσσιβλε, λεαυτονομιε δεσ χλασσεσ μοψεννεσ παρ ραππορτ <| λα βουργειοσιε. Παρταντ δε χε τυπε δεαππροχη, Μαυριχε Δυπεργερ ιλλυστραιτ βιεν λεενφευ πολιτιθυε δυ τερμε δε χλασσεσ μοψεννεσ θυανδ ιλ |χριπαιτ εν 1955: <| λε μψτηε δεσ χλασσεσ μοψεννεσ περμετ δε χρ|ερ υνε σολιδαριτ| εντρε λεσ πετιτσ ετ μοψενσ χαπιταλιστεσ δευνε παρτ, ετ λεσ αυτρεσ σαλαρι|σ δεαυτρε παρτ. Ιλ χονστιτυε υν προχ|δ| ρεμαρθυαβλε πουρ λιερ λεσ χλασσεσ μοψεννεσ σαλαρι|εσ αυξ χλασσεσ μοψεννεσ χαπιταλιστεσ ετ φαιρε αδοπτερ παρ λεενσεμβλε λα δ|φενσε δεσ ιντ|ρ|τσ δεσ σεχονδσ ≈. Λεσ χλασσεσ μοψεννεσ, πουρ Δυπεργερ, χεεστ λεαδδιτιον δευνε φραχτιον ινφ|ριευρε δε λα βουργειοσιε ετ δευνε φραχτιον ιδ|ολογιθυεμεντ αλι|νε δεσ σαλαρι|σ, δονχ δε χευξ θυε λε χαπιταλισμε εξπλοιτε... Χεττε ιδ|ε δεαλι|νατιον, φε λα ρεπρενδσ πλυσ βασ, μαισ απεχ υν αυτρε ποχαβυλαιρε: φε παρλε δε χομπορτεμεντσ, δε παλευρσ χομμυνεσ απεχ λα βουργειοσιε.

Φαχε <| τουτεσ χεσ διφ|χιλυτ|σ, ον α τευδανχε <| σεν τιρερ εν δισαντ θυε λεσ χλασσεσ μοψεννεσ, χε σοντ απαντ τουτ λεσ μιλιευξ θυι σε δ|φινισσεντ χομμε τελσ. Χελα φονχτιονναιτ πευτ-|tre αυ ΞΙΞε σι|χλε; μαισ αυφουρδθηυι, 60% δεσ ουπριερσ ετ δεσ παψσανσ σε δ|φινισσεντ χομμε απαρτεναντ αυξ χλασσεσ μοψεννεσ...

tendus vers une ascension sociale, possible mais laborieuse, dont le modèle et le but était la bourgeoisie.

Contrairement à celui des ouvriers, le **style de vie** des classes moyennes se modelait, avec plus ou moins de succès, sur celui de la bourgeoisie. Le loyer, "la bonne" (lorsque c'était possible: un "marqueur" social essentiel!), l'instruction des enfants absorbaient une part importante de leurs ressources (l'enseignement secondaire était payant), ce qui, la plupart du temps, impliquait pas mal de sacrifices: une alimentation frugale (sauf lorsqu'il s'agissait d'afficher un train de vie: on servait aux invités de la "cuisine bourgeoise", fort calorique), des loisirs réduits. Les valeurs cardinales des classes moyennes étaient celles de la bourgeoisie: la **décence**, le sérieux, la **respectabilité** (marquée d'abord dans le costume). L'**économie** aussi, garante de l'ascension sociale future (un livre de comptes était un cadeau apprécié pour une jeune mariée) et aussi assurance pour l'avenir, en l'absence de tout système de retraite dans de nombreuses professions, notamment les cadres et les professions libérales. La **famille** enfin, réduite (c'était le monde de l'enfant unique), repliée sur elle-même (la vie sociale était étiée, faute de moyens), oppressive à la femme et à l'enfant, odieuse aux révoltés. Toutes ces valeurs bourgeoises n'empêchaient pas les classes moyennes de détester les "gros", les indécentement prospères, ceux qui ne savaient pas "se tenir" en étalant leur richesse, ceux qui ne s'étaient pas enrichis par le travail, ceux qui ne s'étaient donnés "que la peine de naître" dans la famille Rothschild ou dans la famille Say.

Les classes moyennes profitèrent de la prospérité du second Empire, mais moins que la grande bourgeoisie, en particulier les petits patrons touchés par la concurrence de la grande entreprise. Ce fut peut-être pour cela qu'une frange de ces milieux montra très tôt des sympathies républicaines: Jules Favre, Léon Gambetta et Jules Ferry étaient avocats, Clemenceau était médecin et fils de médecin: c'étaient les "couches nouvelles" dont Gambetta prophétisa l'avènement politique dans un célèbre discours de 1872, et qui après 1879 fournirent l'essentiel du personnel de la III<sup>e</sup> République. Et celle-ci leur fut douce: même dans la période de marasme des années 1880 et 1890, elles progressèrent, grâce notamment à l'essor des services, aux nouvelles fonctions assumées par l'État.

Il y avait une **culture des classes moyennes**, qui prétendait être bourgeoise, et l'était en partie. On lisait en grande partie la même presse politique, la même littérature. L'éducation donnée aux enfants des lycées, classes moyennes et bourgeoisie confondues, était très marquée par les humanités classiques; la culture et les goûts de ces milieux se ressentaient de lectures répétées de Virgile, d'Homère et de Cicéron, et d'un intérêt plus que tiède pour les littératures étrangères, à l'exception d'une maigre poignée de "grands classiques". Dans l'ensemble, l'éducation était une école de conformisme; elle affichait, bien plus qu'aujourd'hui, la volonté de former les esprits, et pas seulement par l'exemple de l'Antique — j'ai évoqué ce thème dans le chapitre 5, en traitant le projet éducatif des républicains. Mais la culture classique, scolaire n'était pas tout; en ce qui concernait des champs culturels moins chargés de prestige, plus ouverts à l'innovation et à l'expression d'un goût personnel, les classes moyennes avaient leurs spécificités — surtout après 1890, lorsque, plus nombreuses et plus puissantes, elles commencèrent peu à peu à s'affirmer comme un groupe social autonome<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Εν παρτιχυλιερ δανσ λε δομαιοε δυ ρομαν, θυι νε σζ[ταιτ πασ ενχορε χομπλ(τεμεντ ιμποσ[ χομμε λε γενρε λιττ[ραιρε λε πλυσ πρεστιγιευξ: λα πο[σιε ετ λε τη[@τρε χονσερπαιεντ δε φορτεσ ποσιτιονσ, μαιοσ, δε χε φαит μ|με, [ταιεντ δεσ γενρεσ πλυσ αχαδ[μιθυεσ: λα πο[σιε νοταμμεντ, εν τουτ χασ υνε χερταινε πο[σιε ισσυε δε Ηυγο ετ δε Λαμαρτινε απεχ σεσ ιντερμιαβλεσ προχεσσιονσ δααλεξανδρινσ ινφεστ[σ δε χηεπιλλεσ, [ταιτ εν ποιε δε φοσσιλισιατιον αχχ[λ[ρ[ε □ χε[ταιτ δε πλυσ εν πλυσ δε λα προσε ριμ[ε ετ νον πλυσ δε λα πο[σιε ◊ προπρεμεντ παρλερ. Ιλ ψ απαιτ [πιδεμμεντ δεσ νοπατευροσ (Βαυδελαιε, ζερλαινε,

Dans le domaine des médias, à partir de la fin du second Empire on assista à un essor spectaculaire de la **presse populaire**, lue à peu près dans tous les milieux des classes moyennes à la paysannerie; elle prit le dessus sur la presse d'opinion traditionnelle, toujours bien vivante cependant, et très influente en politique (par exemple l'*Action française*, les *Cahiers de la quinzaine*, la *Revue blanche*, déjà évoqués). Le symbole de la presse de l'époque est resté le ***Petit journal***, feuille de chou conformiste qui publiait surtout des feuilletons, des anecdotes, des dessins humoristiques, des commentaires politiques très peu élaborés (d'orientation plutôt conservatrice, mais sans ligne explicite pour ne fâcher personne); des nouvelles de l'actualité (avec beaucoup de faits divers et, à partir de 1905, de sport), et, le dimanche, une grande gravure pleine page en couleurs. Il tirait à 400.000 exemplaires en 1870, à 700.000 en 1882, à plus d'un million à la Belle Époque. Les trois autres grands journaux populaires parisiens (c'est-à-dire diffusés dans tout le pays) étaient le *Petit Parisien*, le *Journal* et le *Matin*: à eux quatre, ces organes assuraient 40% du tirage de la presse française. La presse provinciale était très vivante, à l'échelle régionale (le *Progrès* de Lyon, la *Dépêche* de Toulouse) ou à celle du canton ou de l'arrondissement. Les **romans-feuilletons**, une fois édités à bas prix, faisaient partie des *best sellers* de l'époque: ceux d'Eugène Sue sous le second Empire; ceux, très patriotards, d'Erckmann et Chatrian (deux Alsaciens exilés en 1871) dans les années 1880; ceux de Maurice Leblanc et de Gaston Leroux dans les années 1900, qui marquèrent sans doute l'apogée du genre.

Dans les grandes villes et notamment à Paris, les **loisirs** se diversifièrent peu à peu. Ce n'étaient pas exactement ceux de la bourgeoisie: dans le domaine des spectacles par exemple, l'opéra était un genre nettement bourgeois; l'opérette, de plus en plus, avait un public mixte; le café-concert était un genre nettement petit-bourgeois — tout ceci est fort caricatural; il faut imaginer toutes les nuances, selon les villes, les professions, même les salles et les artistes.

Le **café-concert** ou caf-conç', apparu vers 1880 et qui connut son apogée dans les années 1900, était un spectacle mixte: des chanteurs succédaient sur scène à des humoristes, des prestidigitateurs, etc. Parmi les vedettes de la Belle Époque, le chanteur Fragson (assassiné par son père en 1912: l'un des grands scandales de l'avant-guerre); la danseuse "à voiles" Loïe Fuller, le prestidigitateur Fréfoli, mais aussi une myriade de comiques troupiers qui reposent dans la paix d'un oubli mérité... Vers 1910, ce genre évolua vers la **revue musicale**, qui fit les beaux jours de Pigalle, avec notamment Maurice Chevalier (1888-1972 — il commença sa carrière à l'âge de onze ans!) et Mistinguett (Jeanne Bourgeois, 1875-1956), dont l'"abattage" faisait oublier les capacités vocales fort limitées (on disait qu'elle n'avait que trois notes — c'était vrai). Ces spectacles "modernes", qui se donnaient dans des salles flambant neuves, avait pris le relais du très ancien **cabaret**, qui restait toujours bien vivant notamment à Montmartre, avec par exemple le *Chat noir* et le *Lapin agile*: parmi les piliers du genre, Aristide Bruant (1851-1925) dans les années 1880 et 1890, et entre 1890 et 1910 la géniale Yvette Guilbert (1867-1944), dont vous connaissez certainement le portrait par Toulouse-Lautrec... L'image du cabaret était plus "progressiste" que celle du café-concert, plus populiste que bourgeoise, mais son public était plus "bohème" que vraiment populaire. Le **théâtre de boulevard**, ainsi nommé d'après la localisation des salles les plus courues sur les grands boulevards parisiens, était plus vivant que jamais. Les auteurs de l'époque qui ont le mieux survécu sont les comiques: Eugène Labiche (1815-1888), dont l'essentiel de l'œuvre date du second Empire, et Georges Feydeau (1862-1921) dont les pièces les plus connues sont de la Belle Époque, de *La dame de chez Maxim's*, de 1899, à *Mais n'te*

---

Μαλλαρμ[ , ετχ.), μαισ ιλο [ταιεντ τρ(σ πευ λυσ, ετ πασ παρτιχυλι(ρεμεντ δανσ λεσ χλασσεσ μοψεννεσ, χλασσεσ χονφορμιστεσ.

*promène donc pas toute nue*, de 1912; mais la tradition du mélodrame se portait bien également.

Ce fut aussi à la Belle Époque qu'apparurent, dans toutes les grandes villes, des salles de **cinéma** (surtout près 1910; auparavant il s'agissait plutôt d'une attraction de foire, qui se donnait dans des baraques provisoires). Le cinéma était né à Lyon en 1895, grâce au génie des frères Lumière<sup>1</sup>. Il n'avait encore aucun prestige culturel<sup>2</sup>. En revanche, prendre les eaux, aller au sanatorium étaient des plaisirs plus nettement bourgeois.

Il faut consacrer ici quelques mots aux **bordels**, dont ce fut l'apogée — une institution interclasse en réalité; plus exactement, il y en avait pour tous les milieux. La prostitution était non seulement tolérée, mais encadrée par l'État (sauf la plus misérable, celle des "rôdeuses de berges" du canal saint-Martin ou des "pierreuses" de la "zone", que la police pourchassait): les "filles" avaient une "carte" (de police), étaient soumises à des inspections médicales périodiques; certaines travaillaient "en maison" sous l'autorité d'une mère maquerelle qui rendait des comptes à la police; elles n'en sortaient pas pour tapiner, ce qui convenait à l'hypocrisie de l'époque — d'où l'expression: "maison close"; on disait aussi: "maison de tolérance". Le **Chabanais**, par exemple (dans la rue du même nom, près du Palais-Royal), était à la fois un temple du plaisir bourgeois (et de l'esthétique bourgeoise de l'époque: les décors étaient des plus raffinés) et un élément essentiel de l'image touristique de Paris. Tout ceci fascinait les médias, qui montraient une propension accentuée à verser sur le sort des femmes à vendre les larmes les plus hypocrites, et des flots d'encre voyeuse; c'était également l'un des thèmes favoris de la chanson de café-concert. Pour ces thèmes, je vous renvoie à l'ouvrage d'Alain Corbin: *Les filles de noce*. Pensez aussi, pour une époque antérieure (1837), à la dernière page de *L'éducation sentimentale* (« Oui, peut-être bien? C'est là ce que nous avons eu de meilleur »).

La **bourgeoisie** (on dit parfois "la *bonne* bourgeoisie ", au sens d'"authentique"<sup>3</sup>), était un autre monde. Elle bénéficiait de la sécurité que donnait la propriété, l'instruction et les diplômes, les relations. Elle demeurait très puissante, en osmose croissante avec ce qui restait de **noblesse**: celle-ci, définitivement écartée de la vie politique après 1877, était de moins en moins une classe sociale identifiable par un type d'activités et un mode de vie particulier, si

---

<sup>1</sup> Αυγυστε (1862–1954) ετ Λουισ (1864–1948) Λυμι|ρε [ταιεντ λεσ φιλοσ δουν ινδυστριελ χλερμοντοισ. Λα πρεμι|ρε προφεχτιον πυβλιθου ευτ λιευ ρ Παρισ εν δ[χεμβρε 1895. Απρ|σ λεσ πρεμιερσ φιλμοσ (Λεαρροσευρ αρροσ|, λεαρριω|ε δουν τραιν εν γαρε δε λα Χλοτατ) θυι νε[ταιεντ θυε δεσ τεντατιπεσ εξπ[ριμενταλεσ, δε λα πητογραπηιε ανιμ|ε, λεσ Λυμι|ρε σε τουρν|ρεντ περσ λε ρεπορταγε φιλμ|, ενποσαντ λευρσ οπ[ρατευρσ αυξ θυατρε χοινσ δυ μονδε, χηασσαντ λα σχ|νε πιττορεσθου ου λε[π|νεμεντ σολεννελ (παρ εξεμπλε λε χουροννεμεντ δε Νιχολασ ΙΙ). Πυισ Αυγυστε σε τουρνα περσ λα μ|δεχινε; περσ λα φιν δε σα πιε, ιλ σε χομπρομιτ απεχ λε ρ|γιμε δε σιχηψ.

<sup>2</sup> Ιλ φαυτ χοννα|τρε [γαλεμεντ, πουρ χεττε [ποθυε, λε νομ δε Γεοργεσ Μ[λι|σ (1861–1938), θυι φυτ λε πρεμιερ ρ ιντροδυρε λα φιχτιον δανσ υν χιν|μα φυσθυε–λ ρ χαντονν| ρ φιλμερ δεσ σορτιεσ δουσινε ου δεσ δ[φιλ|σ μιλιταιρεσ. Χετ ανχιεν χαριχατυριστε δε πρεσσε, πασσιονν| δε πρεστιδιγιτατιον, τουρνα 503 φιλμοσ εντρε 1896 ετ 1912, πρατιθυεμεντ τουσ εν στυδιο δανσ σον ατελιερ δε Μοντρευιλ, σουπεντ δανσ λε γενρε φανταστιθυε: ιλ αδαπτα λεσ τεχηνιθυεσ δε λαιλλυσιοννισμε αυ χιν|μα, ινπενταντ χε θυε νουσ αππελονσ αυφουρδθηυι λεσ Νεφφετο σπ[χιαυξ|V. Χε φυτ ρ λυι [γαλεμεντ θυε λεον δυτ λεουπερτυρε δυ πρεμιερ χιν|μα εν σαλλε, δ|σ 1896.

<sup>3</sup> Παρ οπποσιτιον ρ λα Νπετιτε|V, θυι νεν εστ πασ πραιμεντ υνε: χεεστ υν αυτρε μοτ, εν λανγαγε μαρξιστε ου αυ χοντραιε δανσ λε ποχαβυλαιρε μ|πρισαντ δεσ Vγενοσ πραιμεντ βιεν|V δε λε[ποθυε, πουρ δ[σιγνερ λεσ χλασσεσ μοψεννεσ ρ λεσθυελλεσ μορδεντ μ|με, σι λεον οεν τιεντ αυ νιπεαυ δε πιε, συρ χε θυευν αυτρε υσαγε δ[σιγνε χομμε λα Vμοψεννε|V βουργεοισιε (λεσ αποχατσ, χερταινσ μ|δεχινσ, ετχ.). Τουσ χεσ τερμεσ σοντ δουν μανιεμεντ δ|λιχατ.

tant est qu'elle l'eût jamais été; en tout cas, le monde des châtelains de province s'effaça peu à peu, surtout après 1870 lorsque la rente terrienne commença à s'effondrer — il avait encore de beaux restes, dans l'Ouest notamment. Mais le prestige de la particule demeurait intact, et celui d'un certain mode de vie, en partie fantasmé, que la bourgeoisie s'efforçait d'imiter: c'était ce "monde" qui fascinait Proust, et bien d'autres. Dans ces conditions les frontières se brouillaient: des familles bourgeoises s'attribuaient des particules usurpées; les alliances matrimoniales étaient nombreuses entre les deux milieux, maint père de famille cossu recherchant "une particule" pour sa fille, et maint hobereau désargenté, de l'argent frais pour refaire le toit du château. De nombreux nobles propriétaires ruraux avaient vendu leurs terres, de moins en moins rentables, pour se lancer dans les affaires (dès le second Empire, le comte de Ségur devint administrateur du P.L.M.), tandis qu'une partie de la haute bourgeoisie parisienne achetait des fermes en Île-de-France ou se faisaient bâtir des manoirs en Sologne ou ailleurs. Les châteaux étaient toujours occupés (notamment par une domesticité pléthorique) et entretenus, la vie sociale y était toujours très active; mais ce n'était plus forcément une vie aristocratique.

Sous l'Empire, la haute bourgeoisie conserva les positions acquises sous la monarchie de Juillet: elle dirigeait les secteurs économiques en expansion; son patrimoine s'arrondissait, d'autant qu'il n'y avait aucune redistribution de la richesse. Elle avait récupéré le pouvoir politique brièvement perdu en 1848: ce fut elle qui fournit l'essentiel du personnel ministériel, aux deux principales exceptions près de Duruy et d'Ollivier; elle fournissait aussi l'essentiel de la haute administration (les préfets, les conseillers d'État, les conseillers à la Cour de Cassation): les traitements de la haute fonction publique étaient très élevés à l'époque, un sénateur gagnait quinze fois ce que gagnait un ouvrier, un ministre d'Etat, quatre-vingt-dix fois — mais cela ne faisait qu'arrondir des patrimoines déjà constitués. C'était elle aussi, ou au moins une minorité très voyante, qui était au cœur de la "vie parisienne" de l'époque, particulièrement débridée (l'expression "demi-monde" date de 1855); voyez les opérettes d'Offenbach, notamment *La Périchole*, où les allusions à la France contemporaine sont transparentes même si l'histoire est censée se passer au Pérou à l'époque coloniale, et bien sûr *La vie parisienne*. Au-dessous de cette grande bourgeoisie, il faudrait évoquer la moyenne bourgeoisie, ossature du régime en province, plus sage et plus économe.

Sous la IIIe République, la bonne bourgeoisie et la noblesse ne négligeaient pas le service de l'État et la fonction publique: elles demeurèrent très présentes dans la haute administration (le Conseil d'État, la Cour des Comptes, la diplomatie); la noblesse l'était tout particulièrement dans l'armée (pensez à Mac-Mahon; cela dit les maréchaux de la première guerre mondiale, Joffre, Foch et Pétain, étaient d'origine roturière et modeste). Mais l'une et l'autre se firent beaucoup plus discrètes: elles avaient vu le pouvoir politique leur échapper — ce qui ne signifie pas qu'elles ne continuaient pas à peser fortement sur l'orientation des gouvernants, notamment en matière économique et financière, car les hommes politiques de la IIIe République étaient avant tout préoccupés de problèmes idéologiques, et ignares en économie, à l'unique exception de Joseph Caillaux qui était d'ailleurs issu de la grande bourgeoisie. Dans ces conditions, le conseil de gérance de la Banque de France, par exemple, avait un poids proportionnel à sa discrétion — ce n'était pas encore, comme dans l'entre-deux-guerre, l'une des têtes de Turc de la gauche.

Ces classes sociales n'avaient guère à craindre encore pour leurs revenus ni pour leur capital: les uns et l'autre étaient extrêmement peu imposés, à l'exception des terres. Les écarts de richesse étaient colossaux et ne diminuaient pas: à Lille, un étude menée sur les successions dans la période 1873-1891 a montré que 10% des défunts possédaient 92% de la richesse globale... Parmi les "rois" de l'époque (comme on disait vers 1910, à l'américaine), on peut citer **Léon Say**, le principal actionnaire de la Compagnie des Chemins de Fer du Nord, mais aussi grand betteravier et sucrier devant l'Éternel; issu d'une dynastie de penseurs

et de brasseurs d'affaires (c'était le petit-fils de l'économiste libéral Jean-Baptiste Say), amateur de vieilles pierres (la famille Say possédait le château de Vaux-le-Vicomte), il est resté célèbre pour avoir, en tant que député, grandement contribué en 1882 à la chute du ministère Gambetta, soupçonné de préparer la nationalisation du rail. Pensez aussi à **Jean Casimir-Périer**, le principal actionnaire des mines d'Anzin, qui fut brièvement président de la République (il était lui issu d'une dynastie centenaire, qui avait joué un rôle dans l'affaire de Vizille en 1787!). On peut citer aussi les **Prouvost**, une dynastie du patronat textile du Nord, qui formait une caste fermée et endogame. Vous pouvez retenir enfin le personnage hautement symbolique du **marquis de Solages**, propriétaire des mines de Carmaux et député légitimiste de la circonscription, battu par Jaurès aux législatives de 1893... avant de prendre sa revanche en 1898.

Leur mode de vie se distinguait par sa "mondanité", par son **faste**: plus question, dans ces milieux, d'être bridés par des problèmes de revenus. Parmi les traits qui distinguaient sans hésitation la bourgeoisie des classes moyennes: l'abondance de la domesticité, le luxe de l'ameublement (pas forcément celui de la table, car l'hédonisme n'était pas une valeur bourgeoise: le confort, oui, le gaspillage, non); la surface des appartements ou des hôtels particuliers, la possession de résidences secondaires élégantes ou prestigieuses; les loisirs (notamment les séjours dans des villes d'eaux, dans les premières stations balnéaires comme Biarritz et Deauville, qui datent du second Empire). Les bouleversements urbanistiques permirent à la bourgeoisie de s'affirmer dans ses immeubles, dans ses quartiers, des quartiers neufs, élégants, modernes. Enfin la bourgeoisie était la seule classe sociale dont les enfants accédaient automatiquement, "naturellement" aux collèges et aux lycées, alors que pour les classes moyennes c'était le résultat d'une vie d'efforts; dans les universités et les grandes écoles, la disproportion au profit de la bourgeoisie était encore plus évidente.

La culture bourgeoise de l'époque était marquée par un très grand conformisme, toute la littérature de l'époque en témoigne sur le mode de l'indignation et du mépris; plus exactement, ce que nous lisons encore de cette littérature, ce sont les contestataires de cet ordre social et de cette culture... Les auteurs issus de ces classes sociales et lus dans ces milieux se sont effacés de nos mémoires: qui connaît encore les vers de Sully Prudhomme<sup>1</sup>, et le nom même d'Anna de Noailles? L'opéra français de l'époque a un peu mieux passé l'épreuve du temps (Bizet, Gounod, Massenet); la peinture "pompière", en revanche, a rejoint les poubelles de l'Histoire de l'art (voyez le chapitre 19). On lisait le *Constitutionnel*, le *Journal des débats*, la *Revue des deux mondes*, plus tard le *Figaro* et le *Gaulois*... Cela dit, c'était aussi la bourgeoisie, plus exactement une fraction de celle-ci, qui fournissait la clientèle raffinée, audacieuse des avant-gardes artistiques: en l'absence d'une reconnaissance du public et, à plus forte raison, d'une politique d'achat de leurs œuvres par l'État, les artistes non pompiers dépendaient de leurs mécènes...

Enfin, ce fut dans la bonne bourgeoisie et dans la noblesse que, dans les années 1900, se développa une culture plus attentive au corps (même si le costume féminin ne se simplifiait que très lentement: les femmes continuaient à s'évanouir faute de pouvoir respirer, ce qui entretenait toute une idéologie complaisante de la fragilité inhérente au beau sexe: les sels, etc.). Ces années virent naître le **sport** moderne, lié à une culture élégante de l'énergie et de la vitesse — et le sport n'avait rien au départ d'un divertissement populaire, même si le peuple, bien entendu, n'ignorait pas l'exercice physique: entre les différents jeux de balle et de pelote du sud-ouest de la France et le tennis ou le football, par exemple, il n'y avait pas seulement

<sup>1</sup> ↔ Λε πασε ο] μευρτ χεττε περπεινε  
 Δευν χουπ δε] πενταιλ φυτ φ|λ|;  
 Λε χουπ δυτ λλεεφφλευρερ ρ πεινε...  
 Νεψ τουχηεζ πασ! Ιλ εστ βρισ|! ≈.

une différence de règles mais surtout une différence d'ambiance et d'idéologie: un défoulement vulgaire de jeunes mâles dans le premier cas; une activité noble, hygiénique, élégante dans le second, avec clubs privés coûteux et tenue blanche obligatoire...

L'idéologie du sport, comme le mot lui-même (et l'essentiel du vocabulaire), venaient de Grande-Bretagne: dans ce pays un certain nombre d'activités physiques, rurales à l'origine, avaient été codifiées au XIXe siècles et intégrées à la culture de l'aristocratie<sup>1</sup>, par le biais du système éducatif très élitiste des *public schools* (Eton, etc.) et des antiques universités. Ainsi les joutes nautiques (d'**aviron**) entre Oxford et Cambridge datent de 1829; le **rugby** a été inventé en 1823 et la Fédération britannique de ce sport est apparue en 1871; le championnat de **tennis** de Wimbledon a été lancé en 1877 et le championnat professionnel de **football**, en 1885.

Dans les années 1890-1900, ces activités arrivèrent en France, par des canaux généralement fort aristocratiques; cependant, très vite certains sports se démocratisèrent, comme le football (mais pas encore le tennis!), ou devinrent des spectacles populaires, notamment les sports mécaniques qui étaient plutôt des inventions continentales, et où, outre l'exploit physique, le progrès technique se donnait en spectacle. Les courses **automobiles** faisaient pâmer les foules (les coureurs, en revanche, étaient issus de milieux aisés: entretenir une auto était une distraction fort coûteuse!): la première intervilles fut un Paris-Bordeaux en 1895, remportée par Émile Levassor sur une Panhard à la vitesse moyenne de 24,6 km/h; la première course internationale fut un Paris-Madrid, en 1903. Il faut aussi évoquer l'attrait du **cyclisme**: la première course intervilles attestée (un Paris-Rouen) date de 1869! Il existait déjà à cette date un *Vélocipède illustré*, qui sponsorisait la course; parmi les passionnés, on trouvait notamment Zola. Le tour de France a été lancé par le quotidien *L'auto* en 1903; Paris-Roubaix, la première des "classiques", est un peu antérieure (1896). Le premier record de l'heure a été homologué en 1893 (à 35,325 km — on en est à 56,3 aujourd'hui).

En 1894, le baron Pierre de Frédy de **Coubertin** (1863-1937), saint-cyrien, réformateur de l'éducation soucieux d'introduire les progrès des *public schools* anglaises dans l'enseignement français, notamment la culture physique qui en était absente (leur élitisme aussi), proposa, lors d'un fort huppé colloque en Sorbonne, de renouer avec la tradition de l'olympisme. Les premiers **jeux olympiques** de l'ère moderne eurent lieu à Athènes en 1896<sup>2</sup>. On était bien loin encore des foires médiatiques de notre fin de siècle: aux premiers J.O. il n'y eut que 311 concurrents, 9 sports représentés (dont le tennis et la bicyclette). Bien entendu, les athlètes devaient payer leur voyage et leur hébergement: et, dans la bonne tradition de l'Antiquité, il n'était pas question de cachets (de manière générale, aucun sportif ne vivait de son activité)...

---

<sup>1</sup> Λεσ παλευροσ δε λαριστοχρατιε, χλασσε γυερρι(ρε (εν τουτ χασ δανσ λεσ ρεπρ[σεντατιονσ ιδ[ολογιθυεσ θυελλε σε φαισαιτ δεελλε-μ|με), [ταιεντ βεαυχουπ πλυσ αξ[εσ συρ λεξερχιχε πηψιθυε θυε χελλεσ δε λα βουργεοισιε: λα χηασσε, λε τουρνοι σοντ δεσ αχτιπιτ[σ τππιθυεμεντ αριστοχρατιθυεσ. Αυ ΞΙΞε σι\χλε λα γυερρε δε χηεπαλεριε ετ λεσ τουρνοισ [ταιεντ δ[χιδ[μεντ πασσ[σ δε μοδε: ιλ φαλλυτ λεσ ρεμπλαχερ παρ δεαυτρεσ αχτιπιτ[σ πηψιθυεσ, σανσ δουτε πρατιθυ[εσ δεπυισ δεσ σι\χλεσ Ϝ τιτρε δε[χηαυφφεμεντ ου δε δ[λασσεμεντ δανσ λεσ χουροσ δεσ χη@τεαυξ, ετ ιδεντιθυεσ Ϝ χελλεσ δεσ πιλλαγεοισ, μαισ θυε λεον σε μιτ Ϝ ινπεστιρ δε παλευροσ αριστοχρατιθυεσ. Θυαντ Ϝ λα χηασσε, ιλ απαιτ βιεν φαλλυ λααυτορισερ αυξ μαναντσ; μαισ δεσ φορμεσ δε χηασσε αριστοχρατιθυε οντ συρπ[χυ φυσθυε Ϝ νοσ φουροσ, τουτ σπ[χιαλεμεντ εν Γρανδε-Βρεταγνε (λα χηασσε Ϝ χουρρε αυ ρεναρδ).

<sup>2</sup> Λεσ σεχονδσ σε τινρεντ Ϝ Παρισ εν 1900 (Ϝ χεττε οχχασιον δεσ φεμμεσ φυρεντ αυτορισεσ Ϝ χονχουριρ); λεσ τροισι|μεσ Ϝ Σαιντ Λουισ, αυξ Ώατοσ-Υνισ, εν 1904 (απεχ δεσ [πρευπεσ σ[παρ[εσ πουρ λεσ ατηλ[τεσ δε χουλευρ); πυισ ιλοσ σε τρανοπορτ[ρεντ Ϝ Λονδρεσ εν 1908 ετ Ϝ Στοχκηολμ εν 1912. Λεσ θ.Ο. δε 1916 νεευρεντ πασ λιευ, λε μονδε √χιπιλισ[∇ [ταντ οχχυπ[ Ϝ δεαυτρεσ χουμπ[τιτιονσ.

En 1896 un seul journaliste français fit le déplacement à Athènes: de manière tout à fait révélatrice, c'était Charles Maurras, homme de traditions fasciné par l'Antiquité classique; mais il en revint hostile à l'olympisme, car, expliqua-t-il, « loin d'étouffer les passions nationales, tout ce faux cosmopolitisme du stade les exaspère ». Bien vu... mais étrange de la part du futur chantre du "nationalisme absolu"! En fait, ce que Maurras pressentit et qui lui déplut, c'était la passion dont la populace grecque, déjà, avait fait preuve à l'occasion des épreuves; ce n'était pas un homme du XXe siècle, mais largement un légitimiste attardé, même si son idéologie annonce le fascisme — dans les années 1920 il rata complètement la "révolution" des partis de masse populistes. Le sport annonçait le monde moderne, l'ère des masses et des passions collectives qui, trente ans plus tard, seraient récupérées par les démagogues. Ce n'est pas un hasard, d'ailleurs, s'il naquit dans les même années que la grande presse et les premiers partis politiques de type moderne.

Quel sort faire, en conclusion de ce tableau, au fameux mythe de l'ascension sociale par l'école républicaine? Le système scolaire, associé à la patiente accumulation d'un capital, assurait indéniablement une promotion sociale aux classes moyennes, elles-mêmes issues du peuple des campagnes: en période d'expansion économique, même poussive comme entre 1872 et 1896, les classes moyennes de l'époque absorbaient sans problèmes tous les diplômés — et bon nombre d'autodidactes. Il n'y avait aucun phénomène comparable au surdiplômement massif que l'on observe aujourd'hui dans bon nombre de pays du tiers-monde — par ailleurs tous ceux qui fuyaient les campagnes pour les villes y trouvaient du travail. Donc une ascension sociale sur deux ou trois générations était possible, surtout après 1870, avec un passage par la petite bourgeoisie (et souvent par la petite ville); mais à condition de ne pas se fourvoyer, ou de ne pas être poussé, dans le cul-de-sac social de la classe ouvrière; à condition aussi de ne pas être issu de ces fractions misérables du prolétariat dont même la reproduction physique n'était pas assurée: j'ai parlé plus haut de ces filles et valets de fermes qui ne se mariaient jamais. Les possibilités d'ascension sociale concernaient en fait essentiellement les enfants des petits propriétaires ruraux, choyés par la République et à même, de par leur relative prospérité, d'en préparer les conditions; puis, à la génération suivante, les employés, les commerçants, les petits patrons. Par ailleurs, la mobilité sociale des adultes était extrêmement limitée: tout ou presque était joué à la fin de l'enfance.

Les ascensions sociales directes en une génération, du peuple à la bonne bourgeoisie, étaient beaucoup plus rares, même s'il y a toujours eu des cas isolés (la France n'est pas l'Inde): nous avons vu le cas de Thiers, qui remontait au premier Empire. Les plus doués des fils du peuple bénéficiaient du système des bourses, qui faisait l'objet d'une énorme masse de discours et, pourrait-on dire, d'une acharnée propagande; c'était l'un des points nodaux du discours de la République sur elle-même — l'enfant doué remarqué par son instituteur et qui finissait à la rue d'Ulm, comme Charles Péguy. En fait, les effets de cette méritocratie républicaine étaient limités par la force des choses (en 1870, si 90% de la population d'âge scolaire était scolarisée — effet retardé de la loi Guizot —, il n'y avait toujours que 6000 bacheliers!): il s'agissait bien essentiellement d'un mythe. Je vous rappelle aussi, je l'ai signalé au chapitre 5, qu'il y avait deux systèmes d'enseignement séparés, selon les origines sociales, même s'il y avait des possibilités de passer de l'un à l'autre...

## V) L'immigration<sup>1</sup>

### A) Les réalités démographiques et sociales.

Du fait de sa natalité faible, **la France n'était pas un pays d'émigration**: sous le second Empire environ 350.000 habitants de la métropole émigrèrent (en Algérie, en Amérique); mais il y eut à peu près autant d'immigrants. Je n'ai pas trouvé de chiffres pour la période postérieure, mais ils doivent être encore plus faibles: je sais seulement que l'année la plus "faste" fut 1890, avec... 20.000 émigrés. Notre pays ne contribua que très marginalement au gigantesque mouvement de peuplement du continent américain qui eut lieu entre 1880 et 1920, à l'exception de quelques montagnes pauvres où l'émigration vers les villes, de France et d'ailleurs, était un recours traditionnel (le pays basque; la région de Barcelonnette dans les Basses-Alpes, dont les habitants émigraient au Mexique ou en Argentine<sup>2</sup>). En particulier, la renaissance démographique du Québec, qui s'amorça vers cette époque, n'est absolument pas liée à une quelconque immigration en provenance de la France!

En revanche l'**immigration** s'accéléra nettement durant le second Empire. En 1850, 200.000 à 300.000 étrangers vivaient en France; en 1872, ils étaient 740.000. En 1889 il y en avait 1.130.000, dont 431.000 étaient nés en France. Ils représentaient environ 3% de la population. Puis, dans les pires années de la dépression, le mouvement se ralentit (les naturalisations aidant, il n'y avait plus que 1.030.000 étrangers en 1901), avant de reprendre très timidement après 1906, avec du retard donc sur la reprise économique: on était à 1.160.000 étrangers en France en 1911.

On n'a pas la moindre idée de la proportion de ceux qui repartaient chez eux sans faire souche, au bout de quelques semaines ou alors leur contrat de travail accompli, les vendanges ou la récolte faite, ou encore lorsque venait l'âge de se marier au pays; elle était sans doute bien plus élevée qu'aux États-Unis (où elle s'élevait à un tiers), du fait du coût moins élevé du voyage de retour et d'une économie bien moins dynamique. Jusque vers 1890, **l'immigration demeurait en bonne partie saisonnière**, notamment celle en provenance de régions très agricoles très en retard, celle qui avait beaucoup de mal à s'adapter aux conditions de travail dans l'industrie et qui faisait l'objet de violentes réactions de rejet: durant un certain temps, ces immigrés-là retournaient chez eux tous les ans pour les récoltes, ou au contraire pour passer l'hiver; ce n'était qu'au bout de plusieurs décennies que certains, de plus en plus nombreux avec le temps, prenaient l'habitude de s'installer plus ou moins définitivement en France, entretenant avec leur lieu d'origine des rapports de plus en plus exclusivement sentimentaux et mythiques, ou même carrément de rejet et d'oubli (notamment à la deuxième génération: beaucoup faisaient franciser leur nom et tâchaient de faire oublier leur origine, que leurs propres enfants, parfois, oublièrent effectivement). Ce lent mouvement de

---

<sup>1</sup> N.B. Ὑν [τρανγερ εστ θυελθουσν θυι νεα πασ λα νατιοναλιτ] φραν|αισε; υν ιμμιγρ| εστ θυελθουσν θυι, ν| Ϝ λε|τρανγερ, εστ πενυ σεινσταλλερ δυραβλεμεντ εν Φρανχε, θυειλ αιτ ου νον αχθουσ λα νατιοναλιτ|. Λεσ Φραν|αισ δεοριγινε [τρανγ|ρε σοντ λεσ ιμμιγρ|σ ετ δεσχενδαντσ δειμμιγρ|σ θυι ποσσ|δεντ λα νατιοναλιτ] φραν|αισε.

<sup>2</sup> Χεττε [μιγρ|αιον, μαργιναλε εν νομβρε, εστ ιντ|ρεσσαντε Ϝ [τυδιερ: λεσ [μιγρ|σ τραπαιλλαιεντ πουρ λα πλυπαρτ δανσ λε μ|με σεχτευρ [χονομιθυε, λε χομμερχε, ετ φορμαιεντ συρ πλαχε δεσ χομμυναυτ|σ τρ|σ σουδ|εσ; ιλσ χονσερπαιεντ δεσ λιενσ τρ|σ φορτσ απεχ λευρ πατριε δεοριγινε, ο] ιλσ σε φιρεντ χονστρυιρε, δανσ λαεσποιρ δευν ρετουρ, δε σομπτυευσεσ μαισονσ θυι δοννεντ Ϝ Βαρχελονεττε λααλλυρε δευνε βανλιευε αισ|ε δε Παρισ. Τουσ χεσ τραιτσ, ον λεσ ρετρουπε αυ ΞΞε σι|χλε πουρ λεσ πρινχιπαλεσ χομμυναυτ|σ δειμμιγρ|σ εν Φρανχε...

**"sédentarisation" de l'immigration**, qui n'est pas très différent de celui qu'on distingue pour les maçons de la Creuse "montés" à Paris, tendit à s'accélérer au cours de la période, en partie parce que l'industrie moderne n'admettait plus de genre d'allées et venues. Pour les Italiens, cette évolution coïncida également avec une très grave crise agricole vers 1880-1910: il n'était plus question de retourner dans des villages misérables d'où tout le monde fuyait (vers l'Amérique plus que vers la France, du reste).

Qui étaient les étrangers installés en France? Bien sûr, c'étaient surtout **des hommes** (tout particulièrement dans les périodes de forte immigration, car les regroupements familiaux n'avaient lieu que peu à peu; l'équilibre se rétablissait peu à peu dans les périodes de stabilisation). C'étaient de **jeunes adultes**, car on émigrerait en début de vie active (plus une population immigrée était installée de longue date, moins était sensible la surreprésentation des jeunes adultes en son sein); en revanche, il y avait peu d'enfants dans cette population, tout simplement parce qu'une bonne partie d'entre eux acquéraient la nationalité française — mais les Français les percevaient aussi comme des étrangers, ceux au moins qui continuaient à partager la vie de leurs parents. Pour l'essentiel, ils étaient **originaires des campagnes**, paysans pauvres ou artisans ruraux ruinés par l'industrialisation ou par la surpopulation — une exception: les immigrés en provenance des villes d'Europe orientale, les juifs de Russie notamment.

Avant 1914, c'étaient encore largement des **Belges** (en recul: ils formaient 24% du total en 1911, contre 40% en 1886) et des **Allemands**, restes de vagues d'immigration anciennes; mais aussi, arrivés plus tard, des **Italiens** (36% du total en 1911) et des **Espagnols** (9%); à l'extrême fin de la période, on vit apparaître les premiers **Polonais**, des ouvriers agricoles pour la plupart. En revanche il n'y avait encore **aucune immigration en provenance de l'Empire colonial**. Les immigrés des pays voisins se regroupaient en général dans les régions proches de leur pays d'origine, sauf les Italiens qui déjà tendaient à se répandre dans toutes les régions industrielles. Le tiers des immigrés étaient installés dans le sud-est.

La plupart d'entre eux venaient pour des raisons économiques, fuyant la misère. **Ils travaillaient dans certaines banches industrielles** où les conditions de travail étaient très pénibles et demandaient de la force physique (en 1901 les étrangers représentaient déjà 12% de la main-d'œuvre dans la chimie, 6,4% dans les mines; dans les chantiers navals de La Seyne-sur-Mer on comptait déjà autant d'Italiens que de Français en 1888), ou alors insalubres (les savonneries de Marseille), ou au contraire, dès cette époque, dans les plus mécanisées, celles qui demandaient le moins de qualification (comme les filatures). Mais seuls un peu plus de la moitié des immigrés étaient des ouvriers (contre 30% des Français de souche). D'autres, 20% environ, travaillaient **dans l'agriculture**: vers 1900 il y avait notamment plus de 100.000 saisonniers étrangers (ils avaient en partie remplacé la masse misérable des ouvriers agricoles de la monarchie de Juillet). Enfin on en trouvait beaucoup parmi une catégorie sociale très importante à l'époque, **la domesticité** (en 1901, 10% des domestiques, et une femme employée de maison sur trois, étaient des étrangers).

À ces immigrés proprement dit, il fallait ajouter les **réfugiés politiques** (les juifs et les Russes notamment — une bonne partie des juifs étaient déjà ouvriers en Russie, souvent dans la confection: ils reprirent ces activités dans le Marais, à Belleville ou ailleurs; il est d'ailleurs difficile de dire s'ils fuyaient davantage la misère ou les persécutions). Ils étaient peu nombreux, mais très visibles de par leur concentration spatiale, leur allure spectaculaire et l'inquiétude qu'ils inspiraient de par leur activisme et souvent leur radicalisme politique. Il faudrait ajouter aussi les **artistes et les intellectuels** d'origine étrangère — en évitant de confondre ceux issus de familles immigrées et ceux qui avaient eux-même immigré pour approcher la Ville-Lumière: dans la première catégorie, il faut

ranger Zola (fils d'un ingénieur vénitien), Sarah Bernhardt (d'origine néerlandaise), Bergson (né à Paris d'un père juif de Pologne et d'une mère britannique), Verlaine (de père belge), la famille Bouglione, venue d'Italie en 1834 et qui domina longtemps le monde du cirque; dans la seconde, Marie Curie et Guillaume Apollinaire (polonais), Émile Verhaeren (belge), Pablo Picasso (catalan), Constantin Brancusi (roumain)...

Les deux milieux d'ailleurs se confondaient en partie: ces artistes et ces intellectuels étaient souvent solidaires de leur nation d'origine; Paris, ville où l'on respirait un air plus libre que partout ailleurs en Europe sauf à Bruxelles et à Londres, était le refuge, définitif ou provisoire, de nombreux proscrits. Il était difficile de savoir, dans le séjour de certains artistes à Paris, ce qui ressortait des difficultés avec le régime en place dans le pays d'origine et du désir de faire carrière... Ainsi Frédéric Chopin (1810-1849) et Franz Liszt (1811-1886) firent en France des séjours essentiellement dictés par leurs carrières de virtuoses, mais ils en profitèrent pour faire avancer un peu la cause de la Pologne et celle de la Hongrie, respectivement. Même ceux qui se fixaient pour toujours gardaient souvent un œil sur les affaires de leur patrie, d'autant que d'avoir réussi en France leur valait sur place un grand prestige.

## **B) Les représentations mentales et la législation.**

Jusqu'aux années 1880 **l'immigration ne faisait l'objet d'aucune exploitation** médiatique ni politique: il n'y avait pas de "question étrangère" ou de "question de l'immigration" au même titre qu'il y avait, tout le monde s'accordait progressivement là-dessus, une "question ouvrière". La presse ne s'y intéressait pas. Les géographes, les démographes et les spécialistes de la question sociale ne mentionnaient pas les étrangers — ou bien ils les mentionnaient parmi les autres travailleurs, de l'usine ou du champ, sans plus s'y attarder, sur le même plan que l'Auvergnat descendu de ses montagnes ou la petite bonne bretonne, alors tout aussi exotiques par leur costume et leurs coutumes. L'étude d'archives de la police marseillaise à l'époque du second Empire a montré qu'elle ne faisait pas de distinction entre les étrangers au pays et les autres étrangers au département, par exemple dans les comptes rendus de rixes, et qu'elle insistait systématiquement sur le calme des Italiens et leur loyauté à l'Empire. Juste après, ce fut la décennie où Gambetta, fils d'immigré italien, domina la vie politique...

Une **rupture importante** eut lieu vers 1880. Les mots mêmes d'"immigration" et d'"immigrés" apparurent dans les années 1870, sous la plume de statisticiens-démographes (dont Bertillon père); dans l'ensemble, ils se réjouissaient de ce remède à l'infécondité des Français.

Cette évolution était liée à l'essor de la science statistique, qui permit de commencer à appréhender les flux migratoires; à un début de réflexion sur la dépopulation, la nécessité de coloniser notre Empire, etc.; et surtout à un **meilleur contrôle de la population**. Ce fut dans les années 1880 que l'on inventa les méthodes modernes d'établissement et de contrôle de l'identité, d'abord à usage policier. Nous retrouvons ici le docteur Bertillon (père), qui fut l'inventeur du **portrait parlé** (ou "signalement"), c'est-à-dire d'une méthode moderne de description physique des individus par l'énumération, selon un code précis, avec un vocabulaire codifié, d'un certain nombre de traits distinctifs.

L'essor de cette méthode "anthropométrique" était directement lié aux trouvailles de l'anthropologie descriptive, c'est-à-dire aux "progrès" de la classification des êtres humains en "races" et "sous-races" (voyez au chapitre 10). Ces méthodes policières incitaient à reconnaître l'autre d'abord par le biais de ses différences, dans le cadre d'un certain nombre de

catégories "raciales", préétablies et tenues pour homogènes (comme dans les expressions: "œil mongoloïde", "lèvres négroïdes" — aujourd'hui encore certaines personnes sont persuadées qu'il existe un "type maghrébin", et emploient couramment cette expression); et comme on mélangeait volontiers la race, l'"ethnie" et la nationalité... On s'intéressait à la couleur des yeux, à la forme de la tête, à celle des oreilles, à l'ossature (un trait physique impossible à déguiser — il y avait, dans les milieux policiers et dans les médias de l'époque, une obsession du criminel romanesque qui changeait d'apparence pour échapper à la justice), etc. Ce fut à cette époque que l'on inventa aussi les "signes particuliers", mélange de traits "ethniques" et de stigmates physiques liés aux accidents de la vie, qu'un vocabulaire très précis et très codifié permettait de décrire. Les photographies étaient de plus en plus souvent employées (par exemple par l'administration judiciaire), ainsi que le système des empreintes digitales; l'identification par l'écriture (la graphologie) apparut à cette époque aussi — et fit des ravages à l'occasion de l'affaire Dreyfus, comme nous l'avons vu au chapitre 6.

Ce contrôle plus étroit était lié à un renforcement de l'État. Jusqu'à la monarchie de Juillet, l'État se donnait pour fonctions essentielles de faire régner l'ordre, d'assurer les conditions de la bonne marche de l'économie et de régler les relations avec les pays étrangers; il intervenait très peu dans la vie quotidienne des habitants de la France, et en particulier il s'intéressait peu à la question de la nationalité des populations présentes sur le territoire. Il était très facile de changer de nom, d'obtenir la nationalité française en contradiction avec la loi, etc., et bien des gens ne savaient pas s'ils étaient français ou non! Pour les gens du peuple, cela n'avait guère de conséquences pratiques, sauf au moment du service militaire et du vote (mais jusqu'en 1870 le suffrage, même universel, n'avait guère d'importance concrète pour les gens du peuple, voter ne changeait pas grand-chose à leur vie). À partir de 1848 (date capitale, celle de la proclamation du droit au travail), et surtout à partir de 1880, **l'État assumait progressivement toute une série de missions nouvelles**: faire voter, instruire, protéger, former les futurs soldats... et, pour accomplir ces missions, il estimait avoir besoin de savoir qui était français et qui ne l'était pas, car une partie de ces fonctions nouvelles de l'État ne concernaient que les Français (notamment le service militaire et, de l'avis de beaucoup à l'époque, la distribution de prestations sociales)<sup>1</sup>.

Les **règles en matière de naturalisation**, jusqu'alors assez floues, furent précisées par une **loi de 1889**, qui resta en vigueur jusqu'en 1927: ce fut la première loi importante qui précisa nettement la frontière entre les Français et les étrangers installés en France, donc qui dégagait juridiquement une catégorie nouvelle, les immigrés. C'était une loi bien plus libérale que celles d'aujourd'hui, qui suivait pour l'essentiel le principe du **"droit du sol"**: la nationalité française était accordée automatiquement aux enfants d'étrangers nés sur le sol français, sauf s'ils la refusaient, sans exiger de déclaration préalable ni aucune manifestation de leur part — contrairement au régime précédent qui exigeait une manifestation du désir de devenir français. Il s'agissait en grande partie d'obtenir que les jeunes gens nés de parents

---

<sup>1</sup> Δανσ Νατιον ετ νατιοναλισμε Δριχ Ηοβσβαωμ α σουτενυ δε μανι\ρε ασσεζ χονπαινχαντε θυε χεττε τρανφορματιον δυ ρ|λε δε λε\τατ α δ|βουχη| διρεχτεμεντ συρ λεεσσορ δεσ νατιοναλισμεσ: χεεστ υν αυτρε ασπεχτ δυ τη\με θυε φε τραιτε ιχι. Διστινγυερ λε νατιοναλ δε λε\τρανγερ πευτ σε φαιρε ∠ λειντ|ριευρ δουν παψσ, παρ λε βιαισ δουνε δ|φινιτιον δε λειμμιγρ|, μαισ αυσσι παρ οπποσιτιον αυξ ποπυλατιονσ ποισινεσ, παρ [λαβορατιον δουνε δ|φινιτιον δε λα νατιον, παρ παλορισατιον δε σα λανγυε ετ δε σον πασσ|, ετχ. Εν τουτ χασ, θυειλ ψ αιτ ου νον υν ραππορτ δε χασε ∠ εφφετ εντρε λουν ετ λεαυτρε πη|νομ\νε, ιλ εστ χλαιορ θυε\ ∠ λε\ποθυε δε λεεσσορ δεσ νατιοναλισμεσ, εν Φρανχε χομμε αιλλευρσ, |τρε φραν|αισ ου νε λε|τρε πασ απαιτ αχθυισ υνε τουτε αυτρε σιγνιφιχατιον εν 1900 θυε χινθυαντε ανσ αυπαραπαντ.

étrangers fissent leur service militaire comme les autres! L'Allemagne, elle, naturalisait très facilement les étrangers... Aux termes de la loi de 1889, la naturalisation était acquise de droit en cas de résidence ininterrompue sur le territoire français durant dix ans (c'était un recul par rapport à la législation précédente, qui datait de 1867, et ne prévoyait qu'un "stage" de trois ans), de mariage "avec une Française" depuis un an. Concession au "**droit du sang**", les enfants issus de mariages mixtes, même nés hors de France, étaient "nationalisables" de droit. Cependant les étrangers naturalisés étaient inéligibles aux assemblées parlementaires durant dix ans.

Dans ces années, l'aggravation du **marasme économique**, jointe aux nouveautés juridiques que je viens d'évoquer, provoqua l'apparition d'un nouveau thème dans le discours politique et dans les médias: les étrangers ne faisaient -ils pas **concurrence** aux Français **sur le marché du travail**? D'autre part, sous l'influence des **théories raciales** en vogue (voyez au chapitre 10), certains criminologues se mirent à étudier la répartition "ethnique" de certaines formes de **délinquance**; juste avant 1914, des médecins, certes marginaux dans leur profession, se mirent à s'inquiéter de la provenance étrangère de certaines **maladies** à qui ils avaient tendance à attribuer une origine raciale<sup>1</sup> (un "trachome juif" venu d'Europe centrale fit son apparition dans certaines revues de médecine, sans aucune connotation politique explicite: on était dans le domaine de l'objectivité scientifique... de l'époque). Les rapports de police n'insistaient plus sur la "tranquillité" et la "loyauté" des étrangers; ils les considéraient de plus en plus, *a priori*, comme des suspects (de délinquance, de travail clandestin, etc.). Dans les comptes rendus de rixes, la dichotomie Français/étrangers était de plus en plus systématiquement prise en compte. La plupart des émeutes xénophobes de l'époque se firent au son de la *Marseillaise*, force drapeaux tricolores brandis.

Dans ces conditions, on vit apparaître les premières **mesures discriminatoires**: ainsi en 1899, l'État fixa un pourcentage maximum d'étrangers à employer dans les chantiers financés sur fonds publics<sup>2</sup>. Tous les secteurs travaillant pour l'État ou pour la sécurité nationale exclurent les étrangers ou établirent des *numérus clausus*, les chemins de fer par exemple: pouvait-on admettre trop de cheminots italiens sur la ligne de Paris à la frontière, appelée à servir au transport des soldats en cas de guerre? L'Italie était l'alliée de l'Allemagne... Les étrangers, déjà exclus des responsabilités syndicales aux termes de la loi Waldeck-Rousseau de 1884, se virent exclure de tous les organismes sociaux créés à l'époque (comme les conseils des prud'hommes, apparus en 1907). Dans les années 1890, les médecins, les dentistes et les sages-femmes parvinrent à interdire l'exercice de leurs professions aux praticiens non pourvus de diplômes français (c'était déjà le cas depuis longtemps pour les avocats). L'assistance médicale gratuite pour les travailleurs, prévue par la loi de 1892, était réservée aux Français; la loi de 1898 sur les accidents du travail ne prévoyait pas le versement de rentes aux familles si elles ne résidaient pas en France — par méfiance: comment contrôler les fraudes éventuelles? Ces mesures cependant ne s'appliquaient pas aux ressortissants de pays qui avaient passé des accords spécifiques avec la France (le premier fut l'Italie, en 1904); les lois sur la protection sociale dans ses aspects non médicaux, donc

---

<sup>1</sup> Ἰλ ἐστ [πιδεντ θυε χερταινεσ ποπυλατιονσ σοντ πλυσ ἐξποσ[εσ ρ χερταινεσ τυπησ δε μαλαδιεσ θυε δαυτρεσ: λεσ ποπυλατιον δυ Παχιφιθυε ρ λε[λ[πηαντιασισ, λεσ ποπυλατιονσ ρ λα πεαυ βλανχηε δε λεη[μισπη[ρε νορδ αυξ χανχερο δε λα πεαυ, ετχ. Μαισ, ουτρε θυειλ φαυτ διστινγυερ χε θυι ἐστ δ] ρ υνε πρ[δισποσιτιον γ[ν[τιθυε δε χε θυι ἐστ δ] αυξ χονδιτιονσ δε πιε (λεσ γο[τρεσ δε νοσ √χρ[τινοσ δεσ Αλπεσ∇ [ταιτ υνε χονσ[θυενχε δαυνε χαρενχε εν ιοδε ετ νον δαυνε δ[γ[ν[ρεσχενχε δε λα ραχε...), χεσ μ[δεχινσ απαιεντ τευδανχε ρ απτριβυερ δεσ οριγινεσ ραχιαλεσ ρ δεσ αφεχτιονσ χονταμειυσεσ, χομμε σι χερταινεσ ραχεσ [ταιεντ νατυρελλεμεντ δεσ ρ[σερποισ ρ μιχροβεσ... Λε λιεν ιδ[ολογιθυε ἐστ [πιδεντ εντρε χεσ ρεχηερχηεσ ετ λε φαντασμε δε λα √χονταγιον φυιπωε∇ ου χελυι δεσ φυιφσ √παρασιτεσ∇.

<sup>2</sup> Δεπυισ λονγτεμπεσ λεσ [τρανγερσ [ταιεντ ἐξχλυσ δε λα φοντιον πυβλιθυε.

gratuits pour la collectivité (durée du travail, repos hebdomadaire, etc.) n'établissaient aucune discrimination entre travailleurs français et étrangers.

Et puis les **tracasseries paperassières** se multiplièrent. En quelques années, vers 1890, apparurent des fichiers où étaient portés les noms et les activités de tous les immigrés; la police reçut l'ordre de surveiller leurs activités et leurs déplacements, les hôteliers et les logeurs de les consigner dans des registres (on eut du mal à les faire obéir!); les étrangers reçurent un document d'identité spécifique<sup>1</sup>. Les frontaliers qui regagnaient leur pays à l'issue de la journée ou de la semaine de travail durent faire une déclaration d'activité hebdomadaire... Paradoxalement, ces nouvelles mesures de contrôle provoquèrent l'apparition d'une catégorie d'étrangers inconnue jusqu'alors: les clandestins (on disait plutôt "les insoumis"), dont le nombre et les activités faisaient déjà l'objet de tous les fantasmes — un excellent prétexte pour durcir l'ensemble de la législation. En 1899, le législateur accorda à l'administration le droit de refuser la naturalisation d'un étranger "indigne" de la nationalité française...

Bref, le problème des étrangers était devenu politique. Cependant toutes ces décisions faisaient l'objet d'un consensus de l'ensemble des forces partisans; personne ne s'y opposait et personne ne faisait de surenchère. La vie politique ne fonctionnait donc pas en référence à ce problème, comme c'est largement le cas aujourd'hui. **Barrès** était une exception: il était le seul homme politique à faire de la surenchère sur le terrain spécifique de la xénophobie (pour la plus grande partie des droites antirépublicaines de l'époque, et notamment pour l'Action française, la xénophobie n'était qu'une nuance mineure d'une haine multiforme où le juif, le franc-maçon et le protestant occupaient une place bien plus importante). Barrès dénonçait l'"invasion étrangère", et présenta aux législatives de 1893 le seul programme ouvertement xénophobe, "contre les étrangers", de toute la période (mais sa carrière politique avorta). Cette attitude personnelle était sans doute liée, outre à sa conception de la nation comme enracinement ("la terre et les morts") où ces déracinés par excellence d'étrangers n'avaient pas de place, à l'industrialisation très rapide de sa chère Lorraine, dont il se faisait une image idéale fort passéiste et ruraliste, à l'angoisse du "pays qui s'en va", à l'horreur qu'éprouvait le chantre de la "colline inspirée" face à l'afflux d'Italiens déracinés dans cette province qu'il tenait pour la terre française par excellence.

### **C) Une situation tendue au quotidien.**

Qu'en était-il dans la **réalité quotidienne**? Difficile à dire évidemment; les documents d'époque sont rares: au XIXe siècle, les pauvres ne s'exprimaient pas; le thème n'intéressait guère non plus les écrivains (à l'exception de Paul Bourget) ni les peintres. Les souvenirs d'enfance et de jeunesse rédigés bien plus tard sont sujets à caution, ne serait-ce que du fait des changements de problématiques privilégiées d'une époque à l'autre (l'attention portée à la religion des immigrés est toute récente!), et aussi parce qu'ils sont dûs le plus souvent à des immigrés qui ont réussi leur insertion dans la société française, et ont tendance à relire le passé à la lumière de cette réussite.

---

<sup>1</sup> Ν λ[ε]ποθυε, ιλ ν[ε]ψ απαιτ πασ δε χαρτεσ δειδεντι[σ] (ελλεσ απαρυρεντ εν 1917); ον υτιλισαιτ αυ βεσοιν δεσ εξτραιτσ δε ναισσανχε ου δεσ αττεστατιονσ δεσ σερωπιχεσ μυνιχιπαυξ δυ λιευ δε ρ[σ]ιδενχε.

Αυ πασσαγε, ον ρ[γ]λα λε χασ δεσ νομαδεσ (τσιγανεσ ου νον): εν 1908–1912, ον λευρ ιμποσα πουρ λα πρεμι[ρ]ε φοισ υνε ιδεντιτ[σ] φιξε, ετ μιμε λε πορτ δουν Vχαρνετ αντηροπομ[τρι]θη δειδεντιτ[V ο] [ταιεντ πορτ[σ], εντρε αυτρεσ χηοσεσ, λα ηαυτευρ δυ βυστε, λα λονγυευρ δε λθορειλλε δροιτε, λα λονγυευρ δυ μ[δ]ιωσ ετ δε λεαννυλαιρε γαυχηε... Λεσ Vαναρχηιοτεσ εσπαγνολοσV σε πιρεντ ιμποσερ λε μιμε τ[π]πε δε δοχυμεντ δανσ λεσ ανν[ε]σ σιωπαντεσ.

Dans les régions où l'on trouvait beaucoup d'immigrés, notamment le Nord et surtout le sud-est, **les tensions étaient sans doute fortes**, plus encore peut-être qu'aujourd'hui — les niveaux "ordinaires" de violence quotidienne étaient bien plus élevés, l'insécurité était très forte dans de nombreux quartiers; l'alcool aidant, les bals, les fêtes tournaient souvent fort mal — et les bandes, comme aujourd'hui, recrutaient souvent sur la base d'une origine commune. Les étrangers, notamment (à partir de 1890) les "Ritals", les "Macaronis", etc., étaient dénoncés comme **fauteurs de criminalité**, mais aussi comme **voleurs d'emplois** et **briseurs de grève** parce qu'ils acceptaient des salaires de misère; on les tenait pour **inassimilables** du fait de leurs coutumes, comme le montre ce passage édifiant d'un article de *l'Est républicain* de 1905:

« Si vous passez un jour, à l'heure de midi, vers Mont-Saint-Martin ou Villerupt, près d'une des nombreuses cantines italiennes, votre odorat est désagréablement chatouillé par des odeurs d'abominables ratatouilles. Des vieilles sordides, à la peau fripée et au cheveu rare, font mijoter des fritures étranges dans des poêles ébréchées. Et les bêtes mortes de maladie, à des lieues à la ronde, ne sont pas souvent enfouies, elles ont leur sépulture dans les estomacs des Italiens, qui les trouvent excellentes pour des ragoûts dignes de l'enfer. Toute cette cuisine diabolique passe encore sous le ciel bleu de l'Italie, et fait d'ailleurs partie de la "couleur locale" des quartiers pauvres de Rome ou de Naples. Mais il en va tout autrement en Lorraine où la saleté chronique et la façon de vivre déplorable des Italiens font courir de sérieux dangers de contamination à la population indigène! ».

Le journal avait une rubrique spéciale intitulée *Les crimes du bassin de Briey*, où les Italiens et leurs "eustaches" (couteaux) tenaient la vedette... Bien entendu, les étrangers avaient déjà tendance à se regrouper dans leurs propres rues, leurs propres quartiers, par pays, région ou même parfois village d'origine, avec une très forte solidarité, ce qui accentuait leur perception par les médias comme une masse hostile et inassimilable. Que le caractère parfois sordide des conditions de vie ne fût pas souvent un choix, mais bien plutôt une condition imposée par la faiblesse du salaire et la négligence de la municipalité, n'effleurait personne: « là, le Blanc, et plus particulièrement l'Espagnol misérable, rétrograde jusqu'au sauvage; la bicoque devient la hutte; la hutte tombe dans l'immondice; l'immondice prend vie, se manifeste en pullulations pédiculaires » (extrait d'un article de journal de 1931). La **grande presse**, apparue vers 1880, se délectait de ce type de récits "exotiques", ou des comptes rendus de rixes; elle contribuait à la diffusion de toute une série de **clichés** et **préjugés**.

Il y avait sans cesse des **manifestations d'ouvriers** contre la concurrence des étrangers, tout particulièrement en période de marasme: ainsi contre les Belges dans le Nord. À Marseille en 1881, il y eut plusieurs journées d'émeutes; des centaines d'Italiens quittèrent précipitamment la ville. Détail révélateur: parmi les émeutiers, qui criaient « vive la République », on trouvait beaucoup d'Italiens fraîchement naturalisés: ils ne voulaient pas qu'on les confondît avec la "canaille" plus récemment arrivée; surtout, ils étaient furieux, après des années d'efforts, d'en être réduits par la crise aux mêmes (sous-)emplois que ceux-

---

<sup>1</sup> Δευξ χηοσεσ ϙ νοτερ ϙ προποσ δε χεσ δερνιεροσ μοτο: λευτιλισατιον δευνε διχητομιε ινδιγ\νεσ/τρανγερσ, θυι μοντρε θυε λε μοδ\λε δε λα νατιον ρενανιεννε νε\ταιτ πασ εντρ\ δανσ λεσ εσπριτο: χε σοντ λεσ ενφαντοσ δεσ Γαυλοιοσ θυι σεοπποσεντ ιχι αυξ ηορδεσ βαρβαρεσ... ετ πυιοσ λειδ\ε δε χονταμινατιον, θυι εστ ϙ ρατταχηερ ϙ λεοβσεσσιον ηψγι\νιστε δυ τεμπο: λε χονταχτ απεχ λε\τρανγερ σουιλλε, λε\τρανγερ εστ υν ρ\σερπωιορ ϙ σουιλλυρεσ... σοψεζ υν πευ πλυσ ηαυτ λε πασσαγε συρ λε \τραχηομε φυιφ\.

N.B.: λα φρ\θυενχε απεχ λαθυελλε χε τεξετε εστ χιτ\ δανσ λεσ μανυελοσ δε\ηιστοιορε λαισσε πενσερ θυειλ εστ ισολ\, αυ μοινσ δανσ σα βρυταλε χονχισιον.

ci... Un épisode est demeuré célèbre, car il fut le plus violent de toute la période: à **Aigues-Mortes** en août 1893, au plus fort du marasme, des émeutes anti-italiennes menées par des ouvriers des salines (une activité pénible, laissée aux étrangers en période de prospérité) firent une vingtaine de morts; les forces de l'ordre tentèrent d'escorter les Italiens hors de la ville, mais furent débordées par la populace. La maire de la ville dut démissionner, mais les accusés furent acquittés. L'année suivante, à la suite de l'assassinat du président Carnot par un anarchiste italien, nouvelles émeutes à Lyon; à cette occasion, de nombreux français d'origine italienne demandèrent, et obtinrent, de faire franciser leur nom. À Liévin et à Lens en 1901 il y eut encore une série de rixes mortelles anti-Belges...

Tout cela n'empêchait pas, dans d'autres circonstances, l'expression d'une fraternité entre travailleurs français et étrangers. Dans les années 1880, les Italiens étaient particulièrement actifs dans les **grèves** du bâtiment, ils avaient même une réputation de "grévicoles"; dans le Nord, une bonne partie de la première génération de syndicalistes "de classe" furent des Belges; belge aussi, de la deuxième génération, était **la base sociale du P.O.F.** à Roubaix dans les années 1880-1890.

## **VI) L'Église et les catholiques dans la société française.**

À une ou deux allusions près je n'évoquerai ici que la religion catholique: les juifs ont été évoqués dans les chapitres 5 et 6, les protestants le seront dans le chapitre 16; il n'y avait pas encore de musulmans en métropole en 1914. Le catholicisme était très majoritaire en France; il est la seule religion à avoir fait l'objet d'un débat politique dans la période que couvre votre programme (mis à part les attaques de type religieux contre les juifs); enfin, je me sens mal à l'aise pour aborder les problèmes doctrinaux internes aux communautés protestante et juive: je n'y connais strictement rien.

Je me contenterai de deux "coups de projecteur" successifs, un sur la période du second Empire, un sur la Belle Époque. J'attire votre attention sur le double sens du mot "Église": il peut désigner soit le clergé, l'institution ecclésiastique, soit l'ensemble des fidèles, la communauté catholique. Le plus souvent, je l'emploierai dans le premier de ces deux sens; mais, bien sûr, le clergé parle pour l'ensemble des catholiques et les catholiques ont, en principe au moins, la foi de leur Église. Contrairement au protestantisme, le catholicisme (au moins celui du XIXe siècle) ne met guère l'accent sur l'individu dans son rapport à Dieu, mais sur la communauté et sur ses bergers, tendant à confondre l'une et les autres: il est donc difficile de distinguer "l'Église" et "les catholiques" — pourtant, que de formes de dévotion condamnés par les prêtres! Que d'incompréhensions entre les bergers et leurs ouailles!

### **A) L'Église triomphante du second Empire.**

Le **second Empire** vit sans doute, après la Restauration, l'apogée de l'influence de l'Église catholique en France. D'un point de vue numérique d'abord. Le **clergé** était fort de 180.000 membres, contre 50.000 en 1815, dont 56.000 prêtres séculiers, 34.000 réguliers de sexe masculin, et 90.000 de sexe féminin. Le nombre d'ordinations ne faisait que croître. Beaucoup de **congrégations** s'occupaient d'éducation: les Jésuites et les Frères des Écoles chrétiennes notamment, mais aussi une multitude de congrégations féminines qui fleurirent à cette époque. D'autres s'occupaient de charité: d'hôpitaux, d'hospices, etc. Très importantes étaient aussi les congrégations missionnaires: à cette époque, les trois quarts des 6.100 missionnaires catholiques étaient des Français (le chiffre est de 1899; voyez le chapitre 10).

La foi ne donnait guère de signes apparents de déclin. Au contraire, l'époque fut marquée par de nouvelles apparitions de la Vierge, qui, contrairement à celles du XVIIIe siècle et de la première moitié du XIXe, donnèrent lieu à des pèlerinages très populaires: en

1846, la Vierge apparut à une petite bergère de **La Salette** en Dauphiné; surtout, en février 1858, à **Lourdes**, elle apparut à une autre petite bergère, Bernadette Soubirous; enfin, en 1871 elle apparut à **Pontmain**, près de Laval — toujours à des enfants, des innocents, des simples, des pauvres (Bernadette Soubirous était la fille d'un meunier ruiné qui vivait dans une cabane; elle était analphabète; les enfants de Pontmain étaient des pileurs d'ajoncs); elle s'exprimait dans les patois locaux. Il faut aussi évoquer l'immense prestige de Jean-Baptiste-Marie Vianney, le **curé d'Ars** (dans l'Ain), mort en 1859, et dont la cure, de son vivant déjà, était devenue un lieu de pèlerinage.

C'était tout un **catholicisme populaire** qui démontrait sa vitalité, sans du reste que la hiérarchie fût preuve d'un enthousiasme débordant<sup>1</sup>. Ainsi le clergé a longtemps mis des bâtons dans les roues aux vendeurs d'eau de la grotte de Massabielle où la Vierge était apparue à Bernadette, car il considérait cette pratique comme parfaitement païenne; il alla jusqu'à expulser sans ménagement les visionnaires qui se multipliaient autour du site... Il y eut du reste de nombreuses apparitions mariales non reconnues, depuis tombées dans l'oubli. L'Église refusa longtemps de reconnaître le caractère surnaturel des guérisons à Lourdes: ce ne fut qu'en 1892 qu'elle établit un Bureau des Constatations, impitoyable envers les miracles douteux (depuis cette date jusqu'au début des années 1980, il n'a reconnu qu'une soixantaine de guérisons miraculeuses...). C'était que le clergé ne contrôlait pas ces formes de piété, anciennes et bien enracinées, dont la complexité n'avait d'égale que le formalisme (ainsi, pour certains fidèles, le nombre de jours d'indulgence que l'on obtenait en récitant des *pater* et des *ave* dépendait de la qualité du prêtre qui avait béni le chapelet: le plus "efficace" était évidemment celui qu'un Pape avait béni...), mais amplifiées par la modernité (les chemins de fer avaient fait beaucoup pour le succès des pèlerinages); il craignait par-dessus tout le charlatanisme et les faux prophètes. Sceptique depuis toujours quant aux miracles et au culte des saints, qu'il n'avait toléré que pour attirer les âmes simples avides de merveilleux tangible<sup>2</sup>, il trouvait quelque peu dépassés, gênants même, les combats du père Vianney et du

<sup>1</sup> Χεεστ λευν δεσ τη\μεσ πρινχιπαυξ δε Λα χολλινε ινοσιρφε, δε Βαρρ\σ: λε χονφλιτ εντρε λεσ φρ\ρεσ Βαιλλαρδ, πισιονναιρεσ θυελθυε πευ εξαλτ\σ, ετ λευρ η\ιραρχηιε. Λε ρομαν σε τερμινε παρ υν χ\λ\βρισσιμε (ϕ λ\ε\ποθυε) \Νδιαλογυε δε λα χηαπελλε ετ δε λα πραιριε\, αυτρεμεντ διτ δε λ\ε\γλισε ετ δε λ\ε\@με νατιοναλε, ομ Βαρρ\σ, δεαιλλευρσ, νε πρενδ πασ παρτι.

<sup>2</sup> Ετ παρφοισ ινδ\νιαβλεμεντ μαλ δ\γαγ\ρεσ δυ παγανισμε... Πηλιπιπε Βουτρ\ψ α βεαυχουπ [τυδι\ χεσ πη\νομ\νεσ, μοντραντ θυειλ ψ α λοιν δ\υνε Ηιστοιρε δε λ\ε\γλισε ϕ υνε Ηιστοιρε δεσ χροψανχεσ, ετ θυειλ φαυδραιτ πουποιρ δ\γαγερ τουτε λα παρι\τ\ δεσ πρατιθυεσ, πασ σευλεμεντ δανσ λεσ μιλιευξ παψσανσ δεαιλλευρσ, χαρ ιλ ψ απαιτ ↔ δεσ ρεντι\ρεσ αυξ δ\φοτιονσ τρουβλεσ, ετ δεσ βεργ\ρεσ εξαχτεσ ϕ λ\ε\οφ\ιχε ετ δοχιλεσ αυ πρ\χηε ≈. Ιλ φαυτ [πιτερ δε ρεπροδυιρε λε μ\πρισ δυ ΕΙΞε σι\χλε, χατηολιθυεσ ετ αντιχλ\ριχαυξ μ\λ\σ, πουρ χεσ \Νσυρπιωανχεσ\, χεσ \Νσυπερσιτιτιονσ\ θυι πουρ χερταινεσ, αφουρδ\ηυι, οντ νεττεμεντ μιευξ συρπ\χυ θυε λα φοι εν λεσ δογμεσ δε Ρομε ου δε λα σχιενχε... ζουσ [πιτερεζ \γαλεμεντ χομμε λα πεστε λε χονχεπ\τ δε \Χοντρε-χυλτυρε\, χομπλ\τεμεντ δατ\ (δεσ ανν\ρεσ 1960 ετ 1970): λα πλυπαρτ δεσ πρατιθυαντσ δεσ φορμεσ δε ρελιγιον θυε φ\ποθυε ιχι νε σε ποσαιεντ αβσολυμεντ πασ εν αντιχονφορμιστεσ, νε σε περχεπαιεντ πασ εν ρυπτυρε απεχ λ\ινστιτυτιον, εν ρεφυσ δ\υν πουποιρ; βιεν αυ χοντραιρε, ιλσ νε χεσσαιεντ δε συππλιερ λεσ αυτορι\σ, [χχλ\σιατιθυεσ ου νον, δε λεσ χροιρε... Ετ υνε βοννε παρτιε δυ χλεργ\, συρτουτ λεσ πλυσ προχηεσ σοχιολογιθυεμεντ δε λευρσ ουαιλλεσ, [ταιεντ εν φαιτ βιεν πλυσ τολ\ραντσ, ου χομπλαισαντσ, θυε Ρομε.

Ιλ φαυδραιτ [ποθυερ ιχι τουτε υνε χυλτυρε μαγιθυε θυε νουσ χονναισσοнос συρτουτ ϕ τραπερσ λα λιτ\ρατυρε ροματιθυε, ετ, πλυσ πρ\σ δε νουσ, υνε χερταινε διμενσιον δυ \Υρ\γιοναλισμε\ ετ δεσ \Χολογισμεσ\ (ινυτιλε δε πρ\χισερ θυειλ σεαγιτ, δανσ λεσ δευξ χασ, δε ρεχονστρυχτιονσ): λε χυλτε, πλυσ ου μοινοσ χηριστιανισ\, δεσ φορχεσ δε λα νατυρε (πενσεξ αυξ Ρογατιονσ, χεσ προχεσσιονσ ο\ λ\ον προμεναιτ λα ζιεργε δανσ λεσ χηαμπο πουρ θυειλ πλ\τ); λα χροψανχε αυ Διαβλε, υν δ\μον βιεν πλυσ πρ\σεντ ετ χηαρνελ θυε λ\αναγε πορτευρ δε λυμι\ρε δε λα Γ\ν\σε; αυξ σορχιερσ (απεχ λευρσ \Νσορτο\ ετ λευρσ \Μαυξ\, λα ηαντισε δυ \Μαυπαισ \ιλ\ ετ δε λα \Υποσσεσσιον\), αυξ δεπινοσ, γυ\ρισσευρσ ετ δ\σενσορχελευρσ πλυσ ου μοινοσ χηαρισματιθυεσ ου μιραχυλευξ: υν μονδε ασσοχι\ αυξ εξχλυσ, αυξ μαργιναυξ, αυξ

Malin, qui venait jusque sous sa paille tirer sa soutane à l'aide d'un grappin<sup>1</sup> — plus tard, sous la III<sup>e</sup> République, déstabilisée, il eut la hantise, quoiqu'il s'en défendît, d'être la risée de ces anticléricaux scientifiques et démocrates qu'il méprisait tant en théorie, mais qu'en fait il craignait de plus en plus.

Il faut dire que **l'Église** de cette époque, depuis le grand échec de Lamennais et de ses disciples (d'ailleurs très marginaux dans l'institution ecclésiastique), **ne prêtait pas une attention particulière aux humbles**. Qu'importaient les inégalités sociales et quel sens y avait-il à tenter d'y remédier, puisque c'était le salut des âmes qui importait, que toutes les âmes se valent et qu'au jour du Jugement les derniers seront les premiers? Depuis toujours, l'Église avait glorifié la pauvreté, don de Dieu, détachement des choses humaines et voie privilégiée du salut — la bonne pauvreté, celle que l'on accepte et par laquelle on gagne le ciel; non la mauvaise, celle qui ne se satisfait pas, celle qui conteste et se révolte. Du reste, comme le disait crûment le curé d'Ars, « c'est le péché qui rend malheureux »: les gueux mécontents de leur sort n'avaient qu'à s'en prendre à leur immoralité, à leur défaut d'obéissance à leurs pasteurs et de soumission aux "hiérarchies naturelles"; seule l'obéissance aux lois de Dieu assurait le bonheur... Et puis la souffrance n'était-elle pas bonne en elle-même, comme l'enseignait la Passion de notre Seigneur Jésus-Christ?

Sûre encore de la pratique des humbles, qu'elle avait tendance à confondre avec leur piété, l'Église se donnait toujours pour objectif de contrôler la société, c'est-à-dire les milieux influents, les notables; c'était là, pensait-elle, que se jouait le combat essentiel, le combat contre la pensée moderne et les diableries révolutionnaires — de même que les chrétiens de l'Antiquité n'avaient triomphé du paganisme que lorsqu'ils s'étaient emparés du pouvoir impérial. Bien plus que d'encadrer les paysans et les ouvriers, il importait d'avoir la faveur du régime, intéressée ou non, et surtout de contrôler **l'enseignement**, c'est-à-dire l'avenir, grâce à la loi Falloux. Les collèges religieux scolarisaient 35.000 garçons, et 25.000 autres étudiaient dans les "petits séminaires" (des établissements qui théoriquement préparaient aux séminaires, donc formaient des prêtres — mais la plupart des élèves les quittaient sans prononcer de vœux), alors qu'il n'y avait que 66.000 élèves dans les lycées publics. L'éducation des jeunes filles était presque entièrement aux mains de congrégations (féminines évidemment). Par ailleurs, de nombreux prêtres étaient professeurs dans l'enseignement public; le cours de

---

ερραντο □ πουρ λευρ μαληευρ δανσ υνε λαργε μεσυρε, μ|με σι λαξεμπλε δεσ Τσιγανες μοντρε θυειλο σαπαιεντ [γαλεμεντ εν προφιτερ: ιλ ψ α βελλε λυρεττε θυε λεσ γιτανες σε σοντ σπ[χιαλιο]εσ εν διευσεσ δε βοννε απεντυρε. Αυξ φεμμεσ αυσσι, λαργεμεντ πουρ λεσ μ|μεσ ραισονσ: εξχλυσιον, μ|φιανχε ετ φασχινατιον δε λαεχλυ(ε). Μαισ λε δ[σενσορχελευρ πουσπαιτ αυσσι |τρε υν πρ|τρε: ετ λαον φαιτ παρ λϙ λε λιεν απεχ δεσ φιγυρεσ χομμε χελλε δυ χυρ[ δ]Αρσ, σι προχη δε λαυνιπερσ μενταλ δε σεσ παψσανσ... Υν εξεμπλε παρμι δεαυτρεσ: ϙ Ιλλφυρτ, δανσ λε Ηαυτ-Ρηιν, εν 1855, δευξ ενφαντσ δε νευφ ετ σεπτ ανσ, φιλοσ δευν μαρχηανδ αμβυλαντ δεαλλυμεττεσ, Τιη|βανδ ετ θοσεπη Βυρνιερ, φυρεντ ρεχοννυσ ποσσ[δ]σ ετ Βδ[μονιαθυεσ]Β, παρ λεσ φιδ\λεσ ετ παρ λε χλεργ[ λοχαλ; ↔ δ[χηαργ]σ δε τουτ τραπαιλ δομεστιθυε, εμμυρ[σ δανσ υν σιλενχε ιντερμιττεντ, ιλοσ αττιρ[αιεντ] δεσ φουλεσ νομβρευσεσ θυι σε πρεσσ[αιεντ] πουρ λεσ εντενδρε σεξεπριμερ εν λαγγυεσ [τρανγ\ρεσ, βλασπη[μερ Διευ, ινσυλτερ σον Τγλισε; λευρσ δ[μονσ νε δισσιμυλ[αιεντ] πασ λευρσ σμπατηιεσ πουρ λεσ προτεσταντο, λεσ φυιφσ ετ λεσ φρανχ-μα|ονσ. Υν εξορχισμε σολεννελ λεσ Βλιβ[ρ]α]Β εν 1869 ≈ (Πη. Βουτρψ, δανσ *λα Ηιστοιε δε λα Φρανχε ρελιγιευσε*, τομε 3). Λε δερνιερ χασ δε ποσσεσσιον χολλεχτιπε δε νοτρε Ηιστοιε εστ αττεστ[ ϙ Μορζινε (Ηαυτε-Σαποιε) εν 1857 □ λεσ μ|δεχινσ ρατιοναλιστεσ διαγνωστιθυ\ρεντ υνε χρισε δεηψστ[ριε φ|μινινε, υνε μαλαδιε φορτ ϙ λα μοδε εν χε σι\χλε τουφουρσ πορτ[ ϙ ποιρ λα φεμμε χομμε υν |τρε ιφρατιοννελ ετ δ[σ]θυιλιβρ[], υνε μεναχε χοντρε λαορδρε μασχυλιν. Δανσ λεσ ανν[εσ θυιωπαντεσ, χε τψπε δειντερπ[τατιον λαεμπορτα.

<sup>1</sup> Λε γραππιν: λαυν δεσ νομοσ δυ Διαβλε (χχεστ-ϙ-διρε λααγριππευρ). Λε χυρ[ δ]Αρσ α ινσπιρ[ ϙ Βερνανοσ λααββ[ Δονισσαν δε Σουσ λε σολειλ δε Σαταν (1926): λε ταβλεαυ δε λα ρεχνοντρε απεχ λε Μαλιν εστ σαιισισσαντ.

catéchisme était obligatoire dans les établissements publics pour les élèves catholiques (pour les protestants et les juifs, un enseignement religieux spécifique était dispensé là où ils étaient assez nombreux). Les rapports entre l'Église et l'État, le régime, le pouvoir, étaient étroits, institutionnels; à l'époque où commence votre programme ils étaient régis par le **concordat de 1802** qui demeura en vigueur jusqu'en 1905<sup>1</sup>.

Triomphante, **l'Église catholique était** pourtant **complètement sclérosée**. Elle rejetait la modernité en bloc, elle rejetait son temps. Elle avait perdu tout contact avec la vie de l'esprit depuis que les romantiques avaient renoncé au légitimisme, c'est-à-dire depuis trente ans en 1860: il suffit de penser aux cochonneries qu'elle proposait aux fidèles en guise d'imagerie, ce que l'on appelle habituellement **"l'art sulpicien"** (du nom des nombreuses boutiques de bondieuseries sises auprès de Saint-Sulpice à Paris, et qui fournissaient cures et couvents en horreurs pieuses), si laid que Huysmans, sous la IIIe République, l'assimilait, plus

---

<sup>1</sup> Ἰλ σθαγισσαιτ δθυνε Ὡχονπεντιον εντρε Σα Σαιντετ| Πιε ςΠ ετ λε γουπερνεμεντ φραν|αισὩ (δριυγ| ϙ λθ|ποθυε παρ λε πρεμιερ χονσυλ Ναπολ|ον Βοναπαρτε), σιγν|ε εν φυιλλετ 1801 ετ ρατιφι|ε παρ λε Τριβυνατ ετ λε Χορποσ Λ|γισλατιφ εν απριλ 1802. Χετ αχχορδ μετταιτ φιν ϙ υνε χρισε τρ|σ γραπε εντρε λθὩγλισε ετ λε πουποιρ ρ|πολυτιονναιρε, χρισε θυι δυραιτ δεπυισ λα χλ|τυρε δεσ χουπεντσ (εν 1790; αυ νομ δε λα λιβερτ| ινδιπιδυελλε, χεττε μεσυρε σθαχχομπαγνα δε λθιντερδιχτιον δε προνονχερ δεσ π|υξ περπ|τυελοσ) ετ συρτουτ λα χονστιτυτιον χιπιλε δυ χλεργ| (προμυλγυ|ε εν φυιλλετ 1790, αφιν δε ρ|οργανισερ υνε Ὡγλισε περτυρβ|ε παρ λθαβολιτιον δε σεσ πριπιλλ|γεσ ετ, χονσ|θυεμμεντ, λα περτε δθυνε γρανδε παρτ δε σεσ ρεσσουρχεσ), θυε λε Παπε νθαπαιτ πασ αχχεπτ|ε. Λε ρεφετ δε λα χονστιτυτιον παρ τουτε υνε παρτιε δυ χλεργ| (λα μοιτι| ενπιρον δυ βασ χλεργ| ετ τουσ λεσ π|θυεσ σαυφ σεπτ) δ|βουχηα εν 1791 συρ υν σχηισμε εντρε λε χλεργ| ὩχονστιτυτιοννελὩ (θυι αχχεπτα δε πρ|τερ σερμεντ ϙ λα χονστιτυτιον) ετ λε χλεργ| Ὡρ|φραχταιρεὩ; πυισ χε φυτ λθενγαγεμεντ δεσ πρ|τρεσ ρ|φραχταιρεσ δανσ λα χοντρε-Ρ|πολυτιον, λευρ δ|πορτατιον ετ βιεντ|τ λευρ εξ|χυτιον, λα πεντε δεσ βιενσ δυ χλεργ| (δεπενυσ Ὡβιενσ νατιοναυξὩ), ετ φιναλεμεντ, σουσ λα Τερρευρ, λα μισε ηορσ-λα-λοι δυ χαττολιχισμε ετ δεσ τεντατιπεσ απορτ|εσ δθιμποσερ υνε νουπελλε ρελιγιον ρ|πολυτιονναιρε (λε χυλτε δε λθὩτρε Συπρ|με, αυ πριντεμπο 1794). Δεπυισ Τηερμιδορ, λα σιτυατιον σθ|ταιτ υν πευ απαισ|ε, μαισ λεσ προβλ|μεσ δε φονδ ρεσταιεντ ϙ ρ|σουδρε.

Αυξ τερμεσ δυ χονχορδατ, ⇔ λε γουπερνεμεντ δε λα Ρ|πυβλιθυε ρεχοννα|ισσαιτ| θυε λα ρελιγιον χαττολιθυε, αποστολιθυε ετ ρομαινε [[ταιτ] λα ρελιγιον δε λα γρανδε μαφοριτ| δεσ χιτοψενσ φραν|αισ ≈. Λα λιβερτ| ετ λα πυβλιχιτ| δυ χυλτε χαττολιθυε [ταιεντ ρεχοννυσ, μαισ λθεξερχιχε δε λα ρελιγιον δεπαιτ οβ|ιρ ⇔ αυξ ρ|γλεμεντσ δε πολιχε θυε λε Γουπερνεμεντ [φυγεαιτ] ν|χεσσαιρε πουρ λα τρανθυιλλιτ| πυβλιθυε ≈. Λε γουπερνεμεντ, χομμε απαντ 1790, νομμαιτ λεσ π|θυεσ ετ λεσ αρχηεπ|θυεσ, θυι δεπαιεντ λυι πρ|τερ σερμεντ δε φιδ|λιτ|; λεσ π|θυεσ νομμαιεντ αυξ χυρεσ, μαισ ⇔ λευρ χηοιξ νε [πουπαιτ] τομπερ θυε συρ δεσ περσοννεσ αγρ|εσ παρ λε Γουπερνεμεντ ≈. Εν [χηανγε, λεσ [ταβλισσεμεντσ δε χυλτε νατιοναλισ|σ ϙ λθ|ποθυε δε λα Ρ|πολυτιον (ετ νον πενδυσ δεπυισ π| αυ πασσαγε, λθὩγλισε ρεχονναισσαιτ χεσ αλι|νατιονσ) [ταιεντ ⇔ μισ ϙ λα δισποσιτιον ≈ δεσ π|θυεσ; λε χλεργ| ρεσαιτ παψ| παρ λθὩτατ, χομμε χθ|ταιτ λε χασ δεπυισ λε ποτε δε λα χονστιτυτιον χιπιλε δυ χλεργ|. Παρ λα συιτε χεσ μεσυρεσ φυρεντ [τενδυεσ αυξ ρελιγιονσ φυιπε ετ προτεσταντε; χε φυτ ϙ χεττε οχχασιον θυε φυτ χρ|ε λε Χονσιστοιρε, οργανισμε χηαργ| δε ρεπρ|σεντερ λα χομμυναυτ| φυιπε αυπρ|σ δεσ ινστανχεσ οφφιχιελλεσ.

Αυ μομεντ δε λα ρατιφιχατιον δυ χονχορδατ παρ λε λ|γισλατιφ, Ναπολ|ον φυτ αφουτερ αυ τεξετε δεσ ὩΑρτιχλεσ ΟργανιθυεσὩ θυι νθαπαιεντ πασ [τ| πρ|πυεσ παρ λα χονπεντιον ετ θυε λα Παπαυτ| ρεφυσα τουφουρσ δε ρεχοννα|τρε, μ|με δανσ λεσ π|ριοδεσ δε πλυσ γρανδε χοννιπενχε απεχ λε πουποιρ φραν|αισ. Χεσ αρτιχλεσ πρ|ποψαιεντ θυε τουτεσ λεσ ενχψχλιθυεσ δεπαιεντ |τρε αππρουπ|εσ παρ λε γουπερνεμεντ απαντ δθ|τρε πυβλι|εσ ου λυεσ εν Φρανχε; θυε λεσ π|θυεσ νε πουπαιεντ σε ρ|υνιρ εντρε ευξ νι σε ρενδρε ϙ Ρομε σανσ αυτορισατιον γουπερνεμενταλε; θυε λεσ σ|μιναιρεσ δεπαιεντ ενσειγνερ υνε δ|χλαρατιον ροψαλε δε 1682 θυι ναιιτ λθινφαιλλιβιλιτ| δυ Παπε ετ αφφιρμαιτ θυε λε σουπεραιν Ποντιφε δεπαιτ ρεσπεχτερ λεσ χουτυμεσ προπρεσ αυ χλεργ| δε Φρανχε. Βρεφ, υνε χονχεπτιον τρ|σ γαλλιχαινε (ποψεξ πλυσ βασ) δε λθὩγλισε, θυι νε πουπαιτ θυε δ|πλαιρε ϙ Ρομε. Μαισ, εν 1860, ον σθεν [ταιτ αρραυγ|: θυελθυεσ ρενιεμεντσ, θυελθυεσ ηυμιλιατιονσ χοντρε βεαυχουπ δθινφλυενχε, ετ λεσ παρταγευξ τενυσ εν λισι|ρε...

ou moins ironiquement, à une revanche du Démon<sup>1</sup>. Elle prêchait **une pastorale négative et répressive**, adoptait **une attitude extrêmement réactionnaire** sur tous les grands problèmes politiques et moraux; elle était complètement aveugle à la question sociale. Seule sa déférence pour le régime impérial, son protecteur, la retenait, en tant qu'institution, de verser dans un légitimisme exalté — ce que nombre de prêtres n'évitaient pas, à titre personnel.

Le traumatisme des révolutions de 1848 (en France et en Italie), après celui de 1789, avait joué un rôle dans cette évolution; mais le divorce entre l'Église et son époque avait des racines bien plus profondes: elle avait refusé toutes les nouveautés depuis les Lumières (l'on pourrait même remonter à la Réforme). Il remontait en dernière analyse au fait que l'Église n'admettait pas que de plus en plus d'Européens, depuis la Renaissance, considéraient la foi comme une affaire personnelle, privée, et refusaient que les affaires publiques fussent réglées selon les préceptes de l'Évangile. Ce qu'elle rejetait, c'était tout l'individualisme moderne hérité de l'humanisme du XVI<sup>e</sup> siècle: ce mouvement de pensée qui avait fait de l'homme, non plus de Dieu, le centre de la pensée et de la perception de l'univers, et de la politique une activité séculière et non plus une manière de faire gagner aux hommes le royaume de Dieu. **Un monde sans Dieu**, un monde où le Christ serait mort pour rien, où son message se serait perdu, **voilà quelle était la hantise de l'Église**; et pour l'Église du XIX<sup>e</sup> siècle **un monde sans curés**, sans autorité religieuse reconnue, **c'était forcément un monde sans Dieu**.

Les choses s'aggravèrent plutôt sous le second Empire, par la faute de Pie IX, dont le pontificat fut interminable (de 1846 à 1878, le plus long de l'Histoire) et malheureux: plutôt libéral durant les deux premières années il avait failli perdre ses États dans la révolution romaine de 1848 (les nationalistes italiens avaient proclamé une République; il avait fallu l'intervention française, en 1849, pour le rétablir sur son trône), et s'était alors tourné vers la réaction politique; il les perdit effectivement entre 1860 et 1870, et termina sa vie en reclus volontaire au Vatican — il faut comprendre que pour les catholiques de l'époque c'était une véritable fin du monde. Face à ces désastres dans l'ordre temporel, Pie IX jugea urgent de réaffirmer solennellement les fondements de la foi catholique, et son refus absolu de toute compromission avec les forces malignes; ce faisant, il durcit sensiblement la doctrine de l'Église. En décembre 1864, il publia une encyclique, le *Quanta cura*<sup>2</sup>, dans lequel il condamnait les principes de 1789; elle s'accompagnait d'un autre document appelé le *Syllabus*, un catalogue de toutes les "erreurs modernes" dont les catholiques devaient absolument se garder sous peine de péché. Parmi ces erreurs figuraient la liberté de croyance et de culte, l'individualisme, le libéralisme, le suffrage universel, la souveraineté du peuple, l'idée de progrès... Plus moyen de biaiser avec le dogme, désormais parfaitement explicite: le *Syllabus* confortait la fraction la plus extrémiste du clergé — les autres n'avaient qu'à se taire, ou à quitter l'Église, comme déjà Lamennais avait dû s'y résoudre sous la monarchie de Juillet. Le *Syllabus* fut interdit de publication en France.

---

<sup>1</sup> Δανσ Λεσ φουλεσ δε Λουρδεσ, λε Δ[μ]ον σααδρεσσε ∠ λα ζιεργε, απουε θυειλ εστ παινχυ παρ ελλε, μαισ αννονχε θυειλ σε πενγερα εν σααπροπριαντ λεαρτ ρελιγιευξ: ⇔ φε μεψ πρενδραι δε τελλε σορτε θυε φε πουσ φεραι ινσυλτερ σανσ ρ[πι]τ παρ λε βλασπη\με χοντινυ δε λα λαιδευρ ≈.

<sup>2</sup> Λεσ ενχψχλιθουσ νεοντ πασ δε τιτρε: ελλεσ σοντ ιδεντιφι[ε]σ παρ λεσ πρεμιερσ μοτσ δυ τεξτε (εν λατιν ηαβιτυελλεμεντ, σαυφ λορσθυελλεσ σααδρεσσεντ ∠ υν παψσ εν παρτιχυλιερ). Χεσ μοτσ νε φορμεντ πασ δεσ πηρασεσ εντι\ρεσ, μαισ λεσ ρ[δ]αχτευρσ σααρρανγεντ πουρ θυειλσ [ποθυεντ λε χλιματ γ[ν]ραλ δυ δοχυμεντ. Ιχι: ∇Απεχ θυελλε ινθυι[τ]υδε...∇ θε πουσ ραππελλε αυ πασσαγε θυευνε ενχψχλιθουε εστ υν τεξτε θυι πορτε συρ υν ποιנט δεαχτυαλιτ[ ] σπιριτυελλε εν πρινχιπε [], αλορσ θυευνε βυλλε πορτε συρ υν ποιנט δε δογμε ου συρ υν προβλ\με ιντερνε ∠ λεινστιτυτιον εχχλ[σ]ιασστιθουε (υνε εξχομμυνιχατιον παρ εξεμπλε).

Le même Pie IX réunit un concile au Vatican en 1869-1870 (ce concile fut interrompu par l'entrée des troupes italiennes dans la ville; comme il n'a repris qu'au début des années 1960 on l'appelle aujourd'hui **Vatican I**). L'Église y proclama un nouveau dogme l'**infaillibilité pontificale**<sup>1</sup> — en décembre 1854, par ailleurs, Pie IX avait proclamé le dogme de l'**Immaculée conception de la Vierge**. Dans les deux cas, il s'agissait de la phase finale d'évolutions à très long terme, du passage au statut de dogme d'éléments déjà bien installés au cœur de la doctrine catholique; mais c'était typique de la rigidification doctrinaire de l'époque<sup>2</sup>.

Toutes ces idées martelées à Rome étaient relayées en France par des journaux très conservateurs comme *L'Univers* de Louis **Veuillot** (1813-1883: un laïc), le quotidien que lisaient tous les curés de France: c'était une presse proche des légitimistes, superlativement bien-pensante, qui fulminait contre l'immoralité du temps, la ville, l'industrie, la science, etc. C'était une presse aussi de plus en plus attentive et obéissante à ce qui se disait à Rome, ce qui n'était pas dans les traditions des catholiques français. Cette sensibilité que Veuillot incarnait, et qui était de plus en plus puissante au sein de l'Église de France, était très **ultramontaine**: c'est-à-dire que pour elle, tout ce que disait le Pape (à Rome, "au-delà des montagnes") était parole d'Évangile, et l'Église de France n'avait à revendiquer aucune autonomie vis-à-vis de Rome. Cette époque vit le **déclin de la tradition gallicane**, selon laquelle l'Église de France a sa propre personnalité, le Pape énonce le dogme, donne les réponses aux grands problèmes spirituels, mais n'a pas à se mêler de la vie matérielle de la communauté catholique française — ni à plus forte raison de la vie politique nationale<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Εν ματι|ρε δογματιθυε; χεεστ-◇-διρε σπιριτυελλε, ετ νον πασ, βιεν εντενδυ, εν ματι|ρε πρατιθυε, χεεστ-◇-διρε πουρ λεσ αφαιρεσ τεμπορελλεσ.

<sup>2</sup> Πιε ΞΠ α |τ| β|ατιφι| εν σεπτεμβρε 2000, εν μ|με τεμπος θυε θεαν ΞΞΙΙΙ.

<sup>3</sup> Εν Φρανχε λε πουποιρ ροπαλ α τουφουρσ |τ| φαποραβλε αυ γαλλιχανισμε. Ιλ σεεσ τουφουρσ μ|φι| δεσ ιντρομισσιονσ δυ Παπε, Ψμοναρθυε |τρανγερΨ, δανσ λα πιε ιντ|ριευρε δε λα νατιον. Ετ πυισ λεσ ροισ δε Φρανχε, Ψφιλσ α |ν|σ δε λεϋγλισεΨ, |ταιεντ δεσ μοναρθυεσ χηρ|τιενσ; λευρ μισσιον εσσεντιελλε |ταιτ δε φαιρε ρ|γνερ συρ τερρε λεορδρε δυ Χηριστ, ετ ιλσ εντενδαιεντ βιεν λεαχχομπλιρ σανσ |τρε γ|ν|σ (ιλσ πρ|τενδαιεντ εξερχερ λειντ|γραλιτ| δυ πουποιρ τεμπορελ), χομμε χελλε δυ Παπε |ταιτ δεασσυρερ λε σαλυτ δεσ @μεσ (ιλ δεπωαιτ σε λιμιτερ αυ πουποιρ σπιριτυελ, χερτεσ συπ|ριευρ μαισ θυι νε δεπωαιτ πασ εμπι|τερ συρ λε τεμπορελ). Πλυσ χονχρ|τεμεντ, υνε ϋγλισε αυτονομε παρ ραππορτ ◇ Ρομε, χε|ταιτ αυσσι υν χλεργ| θυε λεσ Ροισ χοντρ |λαιεντ βεαυχουπ πλυσ |τροιτεμεντ (εν νομμαντ λεσ |π|θυεσ, παρ εξεμπλε; δε χε ποιנט δε πυε, λε χονχορδατ δε 1802 |ταιτ ενχορε υν τριομπη δυ γαλλιχανισμε). Λε@γε δεορ δυ γαλλιχανισμε, χε φυτ λε σι|χλε δε Λουισ ΞΙς, χελυι δε λα μοναρχιε αβσολυε; σα πλυσ γρανδε ποιξ, χε φυτ χελλε δε Βοσσυετ. Ον ποιτ θυε λε γαλλιχανισμε νεεστ πασ σπ|χιαλεμεντ υν χουραντ πλυσ Ψλιβ|ραλΨ, πλυσ ΨμοδερνιστεΨ θυε λευλτραμοντανισμε; συρτουτ, λεσ γαλλιχανσ νε χοντεσεντ αβσολυμεντ πασ λε Παπε εν ταντ θυεε σουρχε δυ δογμε. Αινσι εν 1864 λεσ γαλλιχανσ νε ρεφυσ|ρεντ πασ λε *Θυαντα χυρα!* Χε θυι λεσ σ|παραιτ δεσ υλτραμονταινσ |ταιτ δευν αυτρε ορδρε.

Λε Παπε αυ χοντραιρε χονσιδ|ραιτ θυε σα μισσιον, δεεσσενχε σπιριτυελλε χερτεσ, ιμπλιθυαι δε συρπειλλερ ετ δε διριγερ λα χομμυναυτ| χατηολιθυε, δε λυι δοννερ δεσ διρεχτιπεσ συρ λεσ προβλ|μεσ εσσεντιελσ, μ|με τεμπορελσ, ◇ παρτιρ δυ μομεντ ο| ιλσ τουχηαιεντ αυ σαλυτ δε λε@με (μαισ θυεεστ-χε θυι νε τουχηε πασ αυ σαλυτ δε λε@με θυανδ ον εστ χατηολιθυε?): εν παρτιχυλιερ, ιλ δεπωαιτ χοντρ |λερ |τροιτεμεντ λε φονχτιοννεμεντ δε λεινστιτυτιον χλ|ριχαλε, ετ χε σανσ σε σουχιερ δεσ φροντι|ρεσ, χαρ σειλ ψ α δεσ νατιονσ, ιλ νεψ α θυευνε σευλε ϋγλισε (αυξ δευξ σεנס δυ μοτ). Χεεστ λε φονδεμεντ δε λευλτραμοντανισμε □ θυεον νε δοιτ πασ χονφονδρε απεχ λα τεντατιον τη|οχρατιθυε, χεεστ-◇-διρε λε δ|σιρ δε χοντρ |λερ διρεχτεμεντ ετ χομπλ|τεμεντ λεεσσεμβλε δε λεαυτοριτ| πολιτιθυε. Χε θυι ρενφορ|αιτ χε χουραντ δε πενσ|ε υλτραμονταιν εν Φρανχε αυ ΞΙΞε σι|χλε, χε|ταιτ δευνε παρτ θυε νοσ μοναρθυεσ, απρ|σ 1830, νε χονχεπωαιεντ πλυσ λα δ|φενσε δε λα φοι χομμε λευρ μισσιον εσσεντιελλε (ιλ ψ απαιτ δονχ υν πιδε αυ νιπεαυ δε λα διρεχτιον τεμπορελλε δε λα χομμυναυτ| χατηολιθυε); δεαυτρε παρτ θυεαπεχ λεσ προγρ|σ ινχεσσανσ δειδ|ολογιεσ ετ δε πρατιθυεσ πολιτιθυεσ θυε λεϋγλισε δ|σαππουπωαιτ, ελλε σε τρουπωαιτ δε πλυσ εν πλυσ ενγαγ|ε εν πρεμι|ρε λιγνε δανσ λε χομβατ πολιτιθυε, χεεστ-◇-διρε δανσ υν

Mais l'Église de France était diverse: en témoigne la figure de Mgr Félix **Dupanloup** (1802-1878), que nous avons déjà rencontré au chapitre 4. Homme d'extraction très modeste (enfant naturel, comme Thiers), confesseur du duc de Bordeaux en 1829, directeur du petit séminaire de Saint-Nicolas du Chardonnet (Ernest Renan y fut son élève), puis vicaire de Saint-Roch sous la monarchie de Juillet, il était devenu évêque d'Orléans en 1849; grand producteur de libelles, de recueils de sermons et de dictionnaires apologétiques, il entra à l'Académie française en 1854. Catalogué comme plutôt "libéral" en ce début de carrière épiscopale, car proche des orléanistes ralliés au régime (tout est relatif...) et pas hostile à l'opposition modérée du "tiers parti" dans les années 1860, il n'avait rien d'un descendant de Lamennais. C'était surtout l'un des derniers grands gallicans, un lecteur de Bossuet allergique aux débordements romantiques du catholicisme de son époque, attaché à la recherche d'une place pour l'Église dans cette France moderne dont il acceptait l'existence sans en approuver les principes; c'était ainsi qu'il avait joué un rôle majeur dans l'élaboration de la loi Falloux. Cela suffisait à l'opposer aux croisés du légitimisme ultramontain, à tous ceux qui, comme Veillot, prônaient une obéissance aveugle et mécanique à Rome et le rejet absolu du monde moderne au nom du rêve stérile d'un retour à la Cité de Dieu sur Terre. Mais Mgr Dupanloup était aussi un homme de combat, aussi énergique et vif en paroles que Veillot contre les "impies", aussi réfractaire aux idées modernistes: il ferraila contre Renan; il lutta avec succès, durant dix ans, contre l'élection du positiviste Littré à l'Académie française. Dans les années 1870, il lutta de toutes ses forces contre la République.

Dans ce contexte, de plus en plus de Français assimilaient l'Église, toutes nuances confondues, au passé et à la réaction, à la bêtise bornée, hargneuse ou mielleuse, raide ou niaise, fielleuse ou sucrée. Certains se contentaient de le penser, de ne pas mettre leur fille dans l'enseignement catholique, de ne pas parler de religion à leurs enfants, d'entendre la messe d'une oreille distraite, et perdaient doucement la foi en l'absence de tout espace où la vivre sans malaise, sans parfois s'en rendre vraiment compte, surtout dans les milieux où régnait ce que l'on appelle une **pratique "sociologique"** (c'est-à-dire que tout le monde allait à la messe, même sans y croire, pour afficher qu'on était "des gens bien", et du côté de l'ordre), la bourgeoisie et la paysannerie surtout. Mais d'autres le disaient haut et fort. Retombées les illusions de 1848, un nouvel **anticléricalisme** se développait, renouvelant une tradition déjà séculaire en France (on relisait beaucoup Voltaire): notamment parmi les hommes de culture, en tout cas les "modernes" enfants d'Auguste Comte, une partie des classes moyennes, et surtout les ouvriers des grandes villes et des agglomérations industrielles — trois milieux où le catholicisme allait bientôt perdre pied, et dont le second fut l'un des appuis essentiels du régime qui succéda à l'Empire. Ce fut là le grand échec de l'Église au XIXe siècle, échec notamment de l'enseignement catholique, qui non seulement ne pénétra pas les couches populaires, mais fut une véritable fabrique de mangeurs de curés. Toutes les grandes figures de l'anticléricalisme militant des années 1880 et 1900 ont été éduqués dans les petits séminaires, par exemple Émile Combes...

Y avait-il aussi une **contestation** des dérives réactionnaires de Pie IX parmi les catholiques sincères, croyants et pratiquants? Sans doute, mais il ne faut pas en exagérer l'importance numérique ni en déformer le caractère: l'idée de libre discussion, l'esprit critique

---

χομβατ πυρεμεντ τεμπορελ. Λεσ λ|γιτιμιστεσ εν παρτιχυλιερ |ταιεντ τρ|σ υλταμονταινοσ: πουρ ευξ λα φοι |ταιτ υν ενγαγεμεντ πολιτιθυε, τεμπορελ, θυε σψμβολισαιτ λε μαρτψρε δε Πιε ςI ετ δε Πιε ςII, ετ χελυι δεσ πρ|τρεσ χοντρε-ρ|σπολυτιονναιρεσ. Ιλοσ νε λισεντ πλυσ Βοσσυετ, μαισ λεσ ρομαντιθυεσ, παρτισανσ εξαλτ|σ (δανσ λεσ ανν|εσ 1810 ετ 1820) δουν χομβατ ρελιγιευξ ασσοχι| δ|σορμαισ (απρ|σ 1830) ∠ λεσποσιτιον αυ πουποιρ, ετ νον πλυσ ∠ λα πυισσανχε δε λα μοναρχηιε φραν|αισε. Εν μ|με τεμποσ, |πιδεμεμεντ, λεσ λ|γιτιμιστεσ ρ|παιεντ δυ ρετουρ δουν μοναρθυε χηρ|τιεν συρ λε τρ|νε, χομμε αυ τεμπο δε Βοσσυετ, σανσ |τρε βιεν χονσχιεντο δε λα χοντραδιχτιον: ηομμεσ δε πασσιον, νον δε ραισον...

n'étaient pas spécialement au cœur de la pastorale ni des mentalités catholiques de l'époque. Il était même formellement découragé par le *Syllabus* de lire la Bible sans être guidé par un prêtre; du reste la vieille traduction de Port-Royal, qui par ailleurs sentait un peu le fagot<sup>1</sup>, ne fut remplacée par une traduction nouvelle qu'en 1905! Dans ces conditions, beaucoup, et dans tous les milieux, affichaient la foi du charbonnier: croire, c'était se comporter en bonne brebis; on obéissait au Pape parce que c'était le Pape, au curé parce que c'était le curé, un point c'était tout, sans chercher à comprendre, et on en était fier. Du reste, à l'époque une contestation ouverte était inconcevable à l'intérieur de la communauté catholique: les croyants (tous) étaient bien trop respectueux de l'institution, surtout qu'ils la percevaient comme menacée, par les Italiens et en France par Renan et consorts, et par les partageux; et puis l'excommunication eût été immédiate.

En même temps, au fond d'eux-mêmes nombre de croyants sincères savaient bien que l'évolution des temps était inéluctable, qu'il faudrait, qu'il fallait composer avec le monde moderne; ils s'y résolvaient, tout en le regrettant en paroles lorsqu'ils recevaient Son Excellence. D'aucuns même avaient l'audace de n'y pas voir que des horreurs: c'était le monde où ils étaient nés et où ils vivaient, un monde où tout n'était pas si terrible, si décadent que dans les sermons de Monseigneur, un monde malgré tout de progrès; ils avaient du mal à imaginer un retour à cet autre monde dont rêvaient Veillot et Sa Sainteté, et où, croyaient-ils se rappeler, les gueux leurs ancêtres étaient maltraités par des seigneurs à l'esprit fort peu chrétien. Ils ne le disaient pas; ils vivaient avec cette contradiction. Tout au plus se permettaient-ils de voter pour des candidats qui n'avaient pas l'agrément du recteur, de lire une presse que Veillot tenait pour corrompue par le siècle, et même parfois quelque poète à l'index, mais dont tout le monde parlait... Ces formes de contestation passive étaient réservées bien entendu aux hommes: la femme catholique priait, écoutait le prêche et ne pensait point.

## **B) L'Église humiliée de la Belle Époque.**

Une génération plus tard, **vers 1910**, la situation de l'Église s'était transformée du tout au tout; on trouvera les étapes de ce changement de statut dans les chapitres 4, 5 et 6, depuis les espoirs de la restauration d'un monarque catholique et d'un "ordre moral" dans les années 1870 jusqu'à la rupture des relations diplomatiques entre la France et la Papauté en 1904 et la séparation de l'Église et de l'État en 1905 (c'est-à-dire la suppression du concordat), en passant par la grande vague d'anticléricalisme des années 1880 et 1900.

L'Église avait rompu désormais avec des siècles de liens avec l'État en France. La séparation de l'Église et de l'État porta le coup final au **gallicanisme**, sensibilité **dépassée** à une époque où le régime ne se définissait plus comme catholique. La religion n'avait aucune raison d'entretenir des relations particulières avec la République, puisque celle-ci la considérait comme une affaire privée, puisque par étapes elle l'avait à peu près chassée des institutions, et même, pour les religieux et les religieuses, du pays. À mesure que les liens avec le pouvoir politique s'affaiblissaient, l'Église de France avait eu tendance à regarder de plus en plus vers Rome, à devenir de plus en plus **ultramontaine**, tandis qu'après 1870 la Papauté, privée de pouvoir temporel en Italie, opérait une reprise en main des Églises nationales. Pour beaucoup de républicains, cet ultramontanisme croissant était inacceptable, car il aboutissait à soumettre des Français à l'autorité d'un souverain étranger, et des plus réactionnaire; c'était l'une des raisons de l'anticléricalisme extrême des radicaux. Dans les années 1900, ils triomphèrent, et la situation de l'Église devint franchement difficile.

---

<sup>1</sup> Χαρ χε[τα]ιτ υνε [υ]πρε φανσ[ν]ιστε.

Sans qu'elle fût vraiment persécutée, ces années furent sans doute pour **l'Église** les plus dures depuis la Terreur et jusqu'à nos jours. Privée de soutien politique, de toute influence sur la vie de la nation, chassée de l'enseignement, appauvrie par la perte d'une bonne partie de son patrimoine et des salaires versés par l'État au titre du concordat, son prestige atteint notamment dans les campagnes où le denier du culte<sup>1</sup> rentrait mal (le niveau de vie de la plupart des curés s'effondra) et où l'instituteur laïc influençait de plus en plus les paysans; en butte à de mesquines guérillas à propos des cloches ou des processions, raillée, humiliée par les potaches farceurs et forcée d'assister au triomphe des esprits forts, elle **se trouvait complètement isolée** dans une société qui semblait massivement et irrémédiablement se laïciser, se déchristianiser (on ne faisait pas la différence), à la satisfaction affichée de la gauche au pouvoir. Ce fut ainsi que le socialiste René Viviani déclara en 1906: « nous avons éteint au Ciel des étoiles qui ne se rallumeront pas ». Viviani qui était président du Conseil quand la guerre éclata... S'il demeurait une influence de l'Église, c'était dans la bourgeoisie (classe elle-même éloignée de la puissance politique depuis la "fin des notables"<sup>2</sup>), et la religion catholique apparaissait de plus en plus comme une religion de classe, comme l'explique bien, avec sa dose habituelle de paradoxes, le socialiste catholique Péguy dans *Notre jeunesse*, essai paru en 1910:

« On mène aujourd'hui grand bruit, je vois qu'on fait un grand état de ce que depuis la séparation le catholicisme, le christianisme n'est plus la religion officielle, la religion d(e)l'État, de ce que, ainsi, l'Église est libre. Et on a raison dans un certain sens. La position de l'Église est évidemment tout autre, tout à fait autre sous le nouveau régime. Sous toutes les duretés de la liberté, d'une certaine pauvreté, l'Église est autrement elle-même sous le nouveau régime. Jamais on n'obtiendra sous le nouveau régime des évêques aussi mauvais que les évêques concordataires. Mais il ne faut point exagérer non plus. Il ne faut pas se dissimuler que si l'Église a cessé de faire la religion officielle de l'État, elle n'a point cessé de faire la religion officielle de la bourgeoisie de l'État. Elle a perdu, elle a laissé politiquement, mais elle n'a guère perdu, elle n'a guère laissé socialement toutes les charges de servitude qui lui venaient de son officialité. C'est pour cela que l'atelier lui est fermé, et qu'elle est fermée à l'atelier. Elle fait, elle est la religion officielle, la religion formelle du riche. Voilà ce que le peuple, obscurément ou formellement, très assurément sans très bien. Voilà ce qu'il voit. Elle n'est donc rien, voilà pourquoi elle n'est rien. Et surtout elle n'est rien de ce qu'elle était, et elle est, devenue, tout ce qu'il y a de plus contraire à elle-même, tout ce qu'il y a de plus contraire à son institution. Et elle ne se rouvrira point l'atelier, et elle ne se rouvrira point le peuple, à moins que de faire, elle aussi, elle comme tout le monde, à moins que de *faire les frais* d'une révolution économique, d'une révolution sociale, d'une révolution industrielle, pour dire le mot d'une révolution *temporelle* pour le salut *éternel* ».

Le **clergé** vieillissait: on passa de 1750 ordinations en 1901 à 700 en 1914... La pratique reculait; l'écart entre pratique masculine et féminine se creusait, ce qui dans une société fort machiste était un signe de perte de dynamisme. Des régions entières, comme le Limousin, se déchristianisèrent complètement, poursuivant des évolutions déjà bien amorcées depuis le milieu du XIXe siècle. Même les croyants rejetaient désormais plus ou moins ouvertement certains dogmes de l'Église, comme le péché originel, battu en brèche par l'idée

---

<sup>1</sup> Λε Ὑδενιερ δυ χυλτεῦ [ταιτ λα χολλεχτε, εφφεχτυ]ε αυπρ\σ δεσ φιδ\λεσ, θυι δ[σορμαιοσ περιμετται αυξ πρ|τρεισ δε πιπρε.

<sup>2</sup> Voyez au chapitre 4.

de liberté individuelle, et même parfois l'existence du Malin et de l'Enfer. Le sacrement de confession, lui aussi, choquait la sensibilité individualiste d'un nombre croissant de fidèles; ils souffrait d'un début de désaffection.

Il semblait même que la religion catholique dût être concurrencée par d'autres formes de spiritualité, ou tout au moins par d'autres rites. Il y avait les contre-rites républicains, que j'ai évoqués dans les chapitres 5 et 6. Surtout, la Belle Époque marqua l'apogée de l'**ésotérisme** et autres pratiques déviantes, qui reprenaient en les pervertissant certains aspects du catholicisme (ou des "superstitions" populaires que j'ai évoquées plus haut en note), parfois sur un ton canularde, parfois très sérieusement: messes noires, etc... S'y ajoutaient d'autres éléments empruntés à des traditions du XIXe siècle, comme les tables tournantes, et les problématiques résultats de lectures exaltées autant que hâtives des textes sacrés chrétiens: d'aucuns cherchaient l'Atlantide dans l'Apocalypse de Jean... Tous ces mouvements étaient volontiers syncrétistes: leur intérêt, généralement fort superficiel, pour les religions non chrétiennes, s'inscrivait dans l'atmosphère orientalisante du temps. Certains s'inspiraient du bouddhisme (dont le philosophe allemand Schopenhauer avait mis en lumière la richesse intellectuelle), du soufisme musulman, de la kabbale ou du taoïsme. Vous pouvez retenir la figure extravagante du "Sâr" Joséphin Péladan (1858-1918), romancier et dandy, "mage" vaguement zoroastrien (Nietzsche faisait des ravages), l'une des figures des avant-gardes "décadentes" des années 1880 et 1890. La postérité culturelle de ces mouvements, fort vains et confus et qui ont fait long feu après 1920, est assurée surtout par le roman *Là-bas* de Huysmans (1891); cependant l'"ordre kabbalistique de la **Rose-Croix**", apparu en 1897, existe toujours et continue à faire parler de lui à l'occasion.

Tout cela montrait en tout cas que le rationalisme de l'époque avait ses limites, que les gens avaient besoin de croire à quelque chose, et que le catholicisme, ou tout au moins son décorum, avait marqué même les plus contestataires; mais il était manifeste que l'Église était bien incapable de répondre à ces attentes.

**L'Église** n'acceptait pas la situation nouvelle, en particulier la situation politique; dans sa majorité, elle **refusait de s'adapter**, confondant les attaques contre l'institution ecclésiastique, c'est-à-dire contre elle-même, avec des attaques contre Dieu, s'enfermant dans un combat d'arrière-garde contre l'enseignement, les manuels scolaires, la presse (en 1910 encore, une encyclique interdit la lecture des journaux non catholiques dans les séminaires), la littérature du temps (le poète Maurice Maeterlinck, prix Nobel de littérature en 1911, fut mis à l'index deux ans plus tard — et ce n'était pas un subversif!). Elle avait sa propre maison d'édition, la Maison de la **Bonne Presse**, fondée et dirigée par la congrégation des Assomptionnistes (de véritables « chevaliers d'industrie pieuse » selon Ph. Boutry), qui publiait entre autres l'hebdomadaire *Le Pèlerin* depuis 1873, et le quotidien *La Croix* depuis 1883: une presse extrêmement réactionnaire, bien-pensante, antijuive pour faire bonne mesure. Rallié en théorie au régime depuis les années 1890, dans sa grande majorité le clergé persistait à détester "la gueuse" et la "démophilie" (comme disait Maurras), et à afficher ouvertement cette détestation; cette attitude contribuait à pousser ou à conforter nombre de catholiques dans l'hostilité à la République. Tout cela le faisait apparaître comme à la fois dépassé et subversif.

Sans remettre en cause le dogme, le clergé continuait d'essayer de **faire évoluer la pratique** des fidèles dans un sens plus "moderne", notamment en luttant contre les "superstitions" et contre les excès suspects du culte des saints<sup>1</sup>. Le grand modèle spirituel que

---

<sup>1</sup> Χελα νε λαεμπ|χηται πασ δεενχουραγερ δεσ δ[ποτιονσ √μοδερνεσ∇, ∠ σεσ ψευξ τουτ αυ μοινσ, πλυσ φαχιλεσ ∠ χοντρ|λερ θυε λα πουσσι|ρε δεσ σαιντσ λοχαυξ: λε Σαχρ[-X]υρ,

proposait l'Église de la Belle Époque, c'était **sainte Thérèse de Lisieux**, de son nom de baptême Thérèse Martin, de son nom de religieuse Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus et de la Sainte Face (1873-1897, canonisée en 1925): c'était une contemplatrice (une carmélite) morte à 24 ans, qui avait témoigné de son expérience spirituelle dans de nombreux poèmes et dans une autobiographie, *l'Histoire d'une âme* (rassemblée à partir de ses manuscrits par sa supérieure — la polémique sur l'ampleur de son intervention dure toujours —, et publiée dès l'année de sa mort). À travers cette figure, l'Église mettait l'accent sur la piété féminine, sur l'ascèse sans ostentation, sur la simplicité, sur l'oraison, bref sur ce qu'on appelait la "petite voie" (l'accès aux vertus par la simplicité et l'abandon de soi, une religion purement intérieure), et tournait le dos aux formes ostentatoires, orgueilleuses, dominatrices de piété; à l'action dans le monde également — elle eût été mal venue dans la France du petit père Combes<sup>1</sup>. Mais le succès des pèlerinages mariaux ne se démentait pas; et à certains égards, les "superstitions" semblaient résister mieux que la foi elle-même.

Surtout l'Église, ou tout au moins une partie d'entre elle, tentait de réagir à la déchristianisation accélérée de la société et à la montée du rationalisme positiviste et du socialisme, idéologies athées; elle commençait à comprendre, ou peut-être la perte de toutes influence politique l'obligea-t-elle à comprendre, que l'essentiel était la reconquête du cœur des humbles. Elle fit un gros effort pour s'investir dans l'**action sociale**. Léon XIII, le successeur de Pie IX (son pontificat dura de 1878 à 1905), avait pris conscience de l'urgence de la situation: dans le toast d'Alger (cité au chapitre 5), il y avait une référence aux « abîmes » qui menaçaient la France — le socialisme athée, en gros. En mai 1891, il publia l'encyclique ***Rerum novarum***, qui marquait une approche plus sociale du problème ouvrier, la définition, pour la première fois, d'une doctrine sociale de l'Église. Cela permit la renaissance — encore bien timide — d'un **courant** "démocrate et chrétien", on dit plus souvent "**catholique social**", qui avait disparu depuis la fin de la deuxième République. Pour l'une des principales figures de ce courant, l'abbé Jules Lemire (1853-1928), député de Hazebrouck

---

δ[ποτιον δε χομβατ δ[φ◇ [ποθυ[ε αυ χηαπιτρε 4; λα δ[ποτιον ◇ Μαριε συρτουτ □ αυ τουρναντ δυ σι\χλε, λες χυλτες μαριαυξ απαιεντ [τ[ ρ[χυπ[ρ[σ, πλαχ[σ σουσ χοντρ |λε.

<sup>1</sup> Χε θυι νεμπ|χηε θυεν δ[χεμβρε 1927, υν δ[χρετ δε λα Χονγρ[γατιον δεσ ριτες δ[χλαρα σαιντε Τη[ρ]σε δε λ[Ε]νφαντ θ[σ]υσ Ψπατροννε σπ[χ]ιαλε δε τουσ λες μισσιονναιρεσ, ηομμεσ ετ φεμμεσ, ετ δε τουτεσ λες μισσιονσ εξισταντ δανσ λε μονδε, αυ μ|με τιτρε δε σαιντ Φραν|οισ-ΞαπιερΨ, λ[ε]π[αν]γ[λ]ισατευρ δεσ Ινδεσ ετ δυ θαπον αυ Ξ[ε]Ιε σι\χλε ετ λ[ε]υν δεσ φονδατευρσ δε λα χομπαγνιε δε θ[σ]υσ. Ελλε απαιτ [τ[ πρ[χ]δεμμεντ [λεπ[ε αυ ρανγ δε πατροννε δε Σα|γον ετ δε λ[ε]Ινδοχηινε. Τη[ρ]σε απαιτ τουφουρσ ευ υνε ποχατιον μισσιονναιρε; σευλε σα σαντ[ φραγιλε λ[ε]μπ|χηα δε παρτιρ. Εν τ[μοιγγεντ χεσ λιγνεσ δε λ[ε]Ιστοιρε δ[ε]υνε @με: ⇔ φε πουδραιο [χ]λαιρερ λες @μεσ χομμε λες προπη\τεσ ετ λες δοχτευρσ. θε πουδραιο παρχουριρ λα Τερρε, πρ[χ]ηερ ζοτρε νομ ετ πλαντερ συρ λε σολ ινφιδ\λε ζοτρε χροιξ γλοριευσε, | μον βιεν-αιμ[ ≈. Λα ΙΙε Ρ[πυβλιθυε ν[ε]απαιτ ριεν χοντρε λες μισσιονναιρεσ, αυ χοντραιε: ι[σ] λ[ε]αιδαιεντ ◇ χονφορτερ σον ινφλυενχε δανσ λες χολονιεσ □ ετ πωισ εν 1927 λε τεμ[σ δε λ[ε]αντιχλ[ρι]χαλιση φορχεν[ [ταιτ πασσ[. Δυ ρεστε, ⇔ σι Τη[ρ]σε α [τ[ νομ[ε πατροννε δεσ μισσιονσ εν 1927, χε φυτ συρτουτ εν ταντ θυε μισσιονναιρε δυ Χιελ, εν ινποθυαντ λε πρινχιπε δε λα χομμυνιον δεσ σαιντσ σελον λαθυελλε, εν τρ[σ γροσ, νουσ πουπωνσ νουσ σαυπερ λες υνσ λες αυτρεσ παρ λα πρι[ρε. Ξ[τρε μισσιονναιρε νε πευτ δονχ πασ σευλεμεντ διρε αλλερ πιπρε ετ τραπαιλλερ παρμι λες ποπυλατιονσ θυι νε χονναισεντ πασ λε Χηριστ, μαισ αυσι σε φοινδρε σιμπλεμεντ παρ λα πρι[ρε ◇ λα φουλε δε χευξ θυι αττιρεντ λες @μεσ αυ Χηριστ: λ[ε]αποστολατ πευτ σε φαιρε αυσι βιεν δανσ λα πρι[ρε θυε δανσ λ[ε]αχτιπιτ[ παρ λες [πυπερσ, αυσι βιεν δανσ λα πιε χοντεμπλατιπε θυε δανσ λα πιε αχτιπε ≈. Βρεφ, υνε μισσιον χοντεμπλατιπε θυι τρουπε σον αχχομπλισσεμεντ δανσ λ[ε]αχτιον δεσ μισσιονναιρεσ □ λ[ε]γ[λ]ισε ν[ε]απαιτ πασ τουτ ◇ φαιτ ρενονχ[ ◇ λ[ε]αχτιον ◇ λα Βελλε Ξοθυε, δυ μοι[σ δανσ λες δομαινεσ ο[ χελα νε ηευρταιτ πασ λα Ρ[πυβλιθυε. (Μερχι ◇ Λουισε Γιαρδ, ΗΚ 1997-1998, πουρ χεσ πρ[χ]ισιονσ: χεττε νοτε εστ λα ρεπρισε, παρφοισ πρατιθυεμεντ τεξτυελλε[πασσαγε εντρε γυιλλεμετσ], δ[ε]υν τεξτε θυελλε α ευ λα γεντιλλεσσε δε ρ[διγερ ◇ μον ιντεντιον).

(dans le Nord) à partir de 1895, il fallait « aller au peuple », « sortir de la sacristie », pour « refaire la France chrétienne » — ce qui, du reste, ne signifiait pas forcément se commettre avec la République; au contraire, cela pouvait signifier garder les pauvres de son influence perverse! Si Lemire était un démocrate, d'autres catholiques "sociaux" pouvaient être très réactionnaires en politique.

Ce fut aussi l'aventure du **Sillon**, l'un des mouvements précurseurs de la démocratie chrétienne, mais pas du tout dans la lignée du traditionnalisme monarchiste (de cœur depuis le Ralliement) des Cercles ouvriers d'Albert de Mun. À l'origine de ce mouvement, la figure attachante de Marc **Sangnier** (1873-1950), jeune polytechnicien issu d'une famille de la haute bourgeoisie catholique (mais républicaine), préoccupé par la question sociale dans la lignée de l'encyclique *Rerum novarum*. Le Sillon fut d'abord une revue (lancée en 1894, elle compta 6.000 abonnés à son apogée), puis un ensemble de cercles d'études qui cherchaient à « concilier le spiritualisme chrétien et les revendications populaires pour la justice sociale », et qui rassemblèrent 10.000 personnes à leur acmé, vers 1905. Le Sillon, mouvement d'intellectuels, était très engagé dans l'action sociale, notamment par le biais de l'enseignement pour adultes; en politique, il était républicain: « il faut être des démocrates véritables, non des ralliés à la démocratie »; « la monarchie est (...) une étape (...). Le patronat ne m'apparaît pas plus éternel que la monarchie. (...) J'ai, quant à moi, la naïveté de croire que tout l'effort de l'humanité aidée et soutenue par les forces internes du Christianisme doit justement consister à dégager les peuples des tyrannies charnelles pour les élever, petit à petit, jusqu'aux franchises de l'Esprit ».

Des patrons chrétiens encouragèrent la formation de **syndicats catholiques** (par ailleurs, c'était une concurrence bienvenue aux syndicats révolutionnaires, lesquels haïssaient ces "jaunes", réformistes ou conservateurs en politique, complices de l'oppression patronale); ces milieux catholiques progressistes, patrons et curés confondus, lancèrent aussi des coopératives, des logements sociaux, des bibliothèques et des cours du soir (il y avait des universités populaires catholiques, qui faisaient concurrence à celles des socialistes), des programmes hygiéniques et médicaux, etc. Dans certaines régions, ils parvinrent effectivement à freiner l'expansion du socialisme dans la classe ouvrière; dans l'ouest notamment, où le journal qu'ils avaient fondé était vite devenu le premier organe de presse de la région de Rennes: c'était *Ouest-éclair*, l'ancêtre de *Ouest-France*.

Ce fut aussi l'âge d'or des tiers-ordres<sup>1</sup>, franciscains notamment, féminins à 90%: les "**petites sœurs des pauvres**", qui se consacraient à soulager toutes les misères, étaient environ 200.000 (chiffre de 1897) — des femmes âgées pour l'essentiel: on y entra à l'âge de 53 ans en moyenne. Il y eut tout un travail de reconquête et d'**encadrement de la jeunesse**: ce fut l'époque où se développa l'Action catholique de la Jeunesse française, née en 1886 ou 1899 selon les sources, très liée aux Jésuites; enfin le **scoutisme**, une invention britannique (donc protestante) et toute récente, s'implanta en France en 1911, sous la dénomination française d'"éclaireurs unionistes". Ces mouvements de jeunes eurent bien du mal, malgré qu'ils en eussent, à dépasser une implantation strictement bourgeoise. Moins défendable aujourd'hui, mais il faut se replacer dans les mentalités de l'époque, l'engagement de l'Église dans l'**œuvre coloniale** lui valait une certaine estime des républicains.

Dans l'ordre intellectuel, elle essaya de rattraper son retard et de tenir compte des acquis de la science, dans la mesure où c'était compatible avec le dogme. Dans ce domaine aussi, Léon XIII joua un rôle essentiel, et les choses se débloquent dans les années 1880.

---

<sup>1</sup> Ορδρεσ χονστιτυ[σ δε λα|χσ θυι, σανσ προνονχερ δε π[υξ δ[φινιτιφσ, ετ τούτ εν χοντινυαντ ς πιπρε δανσ λε σι|χλε, σενναγεντ χολλεχτιπεμεντ δανσ υνε αχτιον αυ σερωχε δε λα ρελιγιον.

Rome encouragea les **progrès de l'exégèse, de l'archéologie biblique**, etc.: le clergé cessa de tenir le récit de la Génèse comme le seul acceptable de l'origine des temps, et de condamner en bloc les acquis du darwinisme. Mais cela ne se fit pas sans difficultés: d'une part, on commença à voir apparaître, dans toute l'Europe, un courant "intégriste" qui prétendait s'en tenir à la lettre des textes sacrés (cependant dans le monde catholique le respect de l'infaillibilité pontificale en limita l'extension, ou tout au moins l'expression publique); d'autre part, de nombreux intellectuels de filiation catholique allèrent trop loin au goût de l'Église: ainsi, en 1908, Rome dut se résoudre à excommunier l'abbé Alfred Loisy, ancien professeur d'exégèse à l'Institut catholique de Paris. L'année suivante, la République anticléricale lui offrit une chaire d'Histoire des religions au Collège de France... Ces avancées, du reste, n'avaient aucune répercussion sur l'enseignement religieux ni sur la formation dispensée aux futurs prêtres dans les séminaires, laquelle restait d'un niveau consternant. De même, l'art religieux se renouvela un peu, avec notamment Maurice Denis (1870-1943), actif depuis les années 1890, et Georges Rouault (1871-1958), — mais ces jeunes artistes, qui atteignirent la célébrité dans l'entre-deux-guerres, pour l'instant ne faisaient pas oublier la pauvreté de l'architecture ecclésiale des décennies passées, qui s'étalait dans les villages, la laideur prospère de la basilique du Sacré-Cœur à Montmartre (commencée en 1876, terminée et consacrée en 1919) ou de la basilique de Fourvière à Lyon.

Cet effort sembla toutefois porter quelques fruits. Il y eut un début de renouveau spirituel, marqué notamment par le grand poète Francis Jammes (1868-1938) et aussi par des **conversions d'intellectuels**, enfants d'une génération fatiguée du positivisme, avide de spirituel et de mystique. Ce fut aussi l'époque où Bergson réhabilita la conscience, en réaction avec le scientisme étroit de la génération précédente, notamment dans ses cours au Collège de France à partir de 1897. Après la fameuse conversion de Paul **Claudé** en 1886 à la suite d'une "illumination" près d'un pilier de Notre-Dame<sup>1</sup>, ce furent Max Jacob et Joris-Karl Huysmans dans les années 1890, puis à la Belle Époque Jacques Maritain (voyez aussi au chapitre 11), Francis Jammes, Ernest Psichari (voyez au chapitre 6), le peintre Rouault, et surtout peut-être Charles **Péguy** (la conversion, ou plutôt le de Péguy au catholicisme eut lieu vers 1908; elle est inséparable de son évolution vers le nationalisme, qui la précéda chronologiquement; les grandes figures de Péguy étaient sainte Geneviève, patronne de Paris, et Jeanne d'Arc, point encore sainte, mais déjà béatifiée<sup>2</sup>). On peut noter aussi qu'un tiers de la promotion 1914 de la rue d'Ulm était "tala" (qui va "t'à la" messe). Effet de mode en partie: dans certains milieux, il était en quelque sorte très "chic" de se convertir après une jeunesse anticléricale, à la Charles de Foucault... Ces conversions parfois tapageuses convenaient à l'Église, qui avait bien besoin de ce genre de publicité, mais l'inquiétaient aussi: le catholicisme des nouveaux convertis, pour être exalté, n'était pas pour autant toujours très orthodoxe — ni très ferme sur le long terme, comme l'avait montré l'affaire Léo Taxil dans les années 1890 (voyez le chapitre 5). Et puis, ces conversions, si spectaculaires fussent-elles, ne pouvaient masquer la déchristianisation accélérée du peuple, ni la crise des vocations.

Pourtant l'Église avait toujours peur des forces qu'elle déclenchait, comme le montre la triste fin du **Sillon**. Depuis le début des années 1900, le mouvement s'était laissé tenter un peu par l'action politique, au point de se trouver engagé dans quelques échauffourées d'étudiants; en 1906, Sangnier le transforma en un "mouvement" politique (il n'osa pas utiliser le mot de "parti"; lui-même se présenta à une législative partielle en 1909, mais il fut battu). Déjà en butte aux critiques d'une partie de l'épiscopat français, il fut **désavoué par Rome en août**

<sup>1</sup> Λεωννοχη φατε ρ Μαριε δατε δε 1912.

<sup>2</sup> Λε πορχηε δυ μψστ(ρε δε λα δευξι(με περτυ δατε δε 1910; *Υπε*, δε 1913. Συρ θεαννε δε Αρχ, ποψηζ λε χηαπιτρε 5.

**1910.** Le Pape Pie X (1905-1915) lui reprochait de pratiquer la "marcolâtrie" (doté d'un immense charisme, Sangnier était adoré de ses disciples — dont le jeune François Mauriac, qui en a fait le portrait en 1929 dans *L'enfant chargé de chaînes*); d'accepter la « promiscuité » de sympathisants non catholiques (les protestants étaient toujours des "sectaires schismatiques" et les juifs les assassins du Christ!); de se montrer trop indépendant de la hiérarchie; d'exploiter un peu trop le thème de la croisade<sup>2</sup> (le Sillon s'était doté en 1902 d'une milice vaguement chevaleresque, la Jeune Garde, qui défilait à l'occasion en uniformes d'allure médiévale, noirs à croix rouges...); surtout, de faire de la politique, ce qui risquait d'identifier l'Église à un camp, alors que Dieu est au-dessus des querelles des hommes<sup>3</sup>; et d'en faire dans le camp des démocrates. Pie X l'accusait de « *place[r] l'autorité dans le peuple* ou [de] la supprime[r] à peu près, et [de] prend[re] pour idéal à réaliser le nivellement des classes »; le cardinal Billot stigmatisa « ce démocratisme chrétien, [qui] est une déformation de l'Évangile dans l'idéologie révolutionnaire ». On voit que l'Église n'était pas encore mûre pour accepter le monde moderne; du point de vue des fondements de la doctrine, c'était toujours celle de Pie IX, qui tenait les droits de l'individu pour incompatibles avec les droits de Dieu, et ceux du citoyen pour incompatibles avec les devoirs du croyant.

Sangnier, après s'être soumis, fonda en 1912 un petit parti, la Ligue de la jeune République (sans opposition de la hiérarchie, car ce parti n'était pas explicitement confessionnel): après la guerre, il connut divers avatars, mais jamais le succès électoral.

---

<sup>1</sup> En 1901, λα ρεπωε απαιτ οσ[ ] χριρε: ↔ πραισ χηρ[ ]τιενσ, ζιχτορ Ηυγο, Χομβφερρε, Χουρβεφραχ; χαρ τουσ χευξ θυι αδμεττεντ χετ ιδ[ ]αλ δε βεαυτ[ ], δε φυστιχε, δε βοντ[ ], μ|με σαιλσ φυρεντ ινφυστεσ ετ ηαινευξ πουρ λε χατηολιχισμε, σοντ απεχ νουσ ≈. Ετ εν 1907: ↔ λα Ρ[ ]πολυτιον δε 1793 νε φυτ πασ αντιρελιγιευσε. Υν Ροβεσπιερρε, υν Δοντον, υν Δεσμουλινσ [ ]ταιεντ προφονδ[ ]μεντ ρελιγιευξ! Λευρ πηιλοσοπτιε ρελιγιευσε, λα συβστανχε μ|με δυ χηριστιανισμε δοντ πιωαιτ λα Φρανχε ≈.

<sup>2</sup> Ρομε ρεπροχηαιτ ◊ Σανγνιερ δααππιθυερ ◊ δεσ οβφεχιφσ πολιτιθυεσ υνε ιδ[ ]ε δεασσενχε ρελιγιευσε: ιλ νε πευτ ψ απωιρ δε Χροισαδε θυεαυ σερπιχε δυ Χηριστ.

<sup>3</sup> Εν 1885, πουρ λα μ|με ραισον, Α[ ]ον ΞΙΙΙ απαιτ δ[ ]χουραγ[ ] λθααπαριτιον δαυν πρεμιερ παρτι χατηολιθυε, προφετ[ ] παρ Αλβερετ δε Μυν ετ Λα Χροιξ, ετ φορτ ηοστιλε ◊ λα Ρ[ ]πυβλιθυε. Δε μ|με, δανσ λεσ ανν[ ]εσ 1900 Ρομε [ ]ταιτ εξιτρ[ ]μεμεντ ρ[ ]τιχεντε θυαντ ◊ λθαχιτιον φραν[ ]αισε, δοντ λα δοχτρινε αντιρ[ ]πυβλιχαινε ετ χλ[ ]ριχαλε σ[ ]δυισαιτ πουρταντ δε νομβρευξ χατηολιθυεσ, μαλγρ[ ] λθατη[ ]ισμε αφφιχη[ ] δε Μαυρρασ: υνε ενθυ[ ]τε φυτ ουπερτε εν 1913, ετ εν 1914 λεσ [ ]υπρεσ δε Μαυρρασ ετ λα Ρεπωε δαχατιον φραν[ ]αισε φυρεντ μισεισ ◊ λαινδεξ [ ]μαιοσ λα γυερρε φιτ ουβλιερ τουτ χελα. Λθαχιτιον φραν[ ]αισε φυτ δ[ ]φινιτιπωεμεντ χονδαμν[ ]ε εν 1926 (ποψεξ λε χηαπιτρε 11).